

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU SURSIS

ET DE SON INTRODUCTION

DANS LA

LÉGISLATION CRIMINELLE FRANÇAISE

Par la loi du 26 mars 1891

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sera soutenu le Lundi 23 Janvier 1899,
à 10 heures.*

PAR

Charles VERNHES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

<i>Président :</i>	M. LEPOITTEVIN	} <i>Professeurs.</i>
<i>Suffragants</i>	M. LÉVEILLÉ	
	M. GARÇON	<i>Agrégé.</i>

Le candidat répondra en outre aux questions qui lui seront
faites sur les autres matières de l'enseignement.

PARIS

IMPRIMERIE DE CHARLES NOBLET ET FILS
13, RUE CUJAS, 13

1899

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU SURSIS
ET DE SON INTRODUCTION
DANS LA
LÉGISLATION CRIMINELLE FRANÇAISE
Par la loi du 26 mars 1891

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sera soutenu le Lundi 23 Janvier 1899,
à 10 heures.*

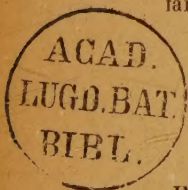
PAR

Charles VERNHES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président :	M. LEPOITTEVIN	} Professeurs.
Suffragants {	M. LÉVEILLÉ	
	M. GARÇON	Agrégé.

Le candidat répondra en outre aux questions qui lui seront
faites sur les autres matières de l'enseignement.



PARIS

IMPRIMERIE DE CHARLES NOBLET ET FILS
13, RUE CUJAS, 13

1899

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

MEIS ET AMICIS

DU SURSIS

ET DE SON INTRODUCTION

DANS LA LÉGISLATION CRIMINELLE FRANÇAISE

PAR LA LOI DU 26 MARS 1891

CHAPITRE I

DES DÉLINQUANTS PRIMAIRES

Parmi les problèmes que le souci d'une bonne politique criminelle soulève à chaque pas devant le penseur, en présence des faits observés et des réflexions qu'ils provoquent, un des plus ardues est peut-être celui de savoir quelle doit être l'attitude du législateur et celle du juge vis-à-vis des délinquants primaires.

Ce sont des coupables qui viennent de commettre leur premier délit; le but de la société qui se trouve en présence d'un de ces individus, doit être, autant que possible, de prévenir un nouvel acte contraire aux lois, tout en ne négligeant aucun des grands principes qu'il ne faut jamais transgresser en matière pénale : la sanction et l'exemplarité.

D'où nécessité de nuances nombreuses dans la répression, selon la nature variable des délits dont on veut empêcher la réitération. — Le fait est-il

grave, une peine s'impose, et l'exécution de cette peine devient aussi nécessaire, car autrement la sanction n'existerait plus ; donc, en pareil cas, le coupable devra être privé de la liberté, sauf à organiser pour lui, durant sa détention, un bon régime pénitentiaire. Si, au contraire, nous sommes en présence d'un délit d'une importance minime, d'un de ces délits qui ne supposent chez leur auteur ni mauvais sentiment, ni nature vicieuse, ne vaut-il pas mieux, dans l'espoir d'un relèvement prochain et d'un amendement immédiat, surseoir à l'exécution d'une peine d'emprisonnement qui implique toujours une déchéance morale pour celui qui en est l'objet, déchéance vis-à-vis des autres aussi bien que vis-à-vis de lui-même.

Les courtes peines d'emprisonnement ont et auront de plus en plus des adversaires convaincus ; ils prétendent, avec raison, je crois, que le milieu démoralisant dans lequel on va plonger le délinquant le rendra de plus en plus apte à commettre un nouveau délit, que c'est un bouillon de culture merveilleusement approprié à l'éclosion et à la propagation rapide du microbe de la criminalité. Je sais bien que la loi de 1875 sur le régime des prisons prescrit une séparation individuelle pour les condamnés à de courtes peines, mais je sais aussi que cette loi est malheureusement à peu près partout lettre morte, sauf pour un petit nombre de prisons départementales, dans lesquelles il existe au moins quelques cellules, et c'est pourquoi tant de systèmes diffé-

rents se sont fait jour pour obvier à cet inconvénient reconnu aujourd'hui, on peut le dire, d'une manière absolue.

On a proposé (Bonneville de Marsangy) de remplacer les courtes peines par des amendes pécuniaires, lorsque celles-ci peuvent suffire à la répression (la prison doit être un hôpital moral pour la régénération des malfaiteurs). Malheureusement, il faudrait arriver à des chiffres énormes pour frapper d'une façon suffisante les délinquants fortunés qui auraient encouru, par exemple, une condamnation à dix mois de prison; aussi, au lieu d'admettre qu'une courte peine est celle inférieure à dix mois de prison, les Congrès ont-ils proposé d'abaisser la limite à quatre mois.

Garofalo, au Congrès de Rome, en 1885, propose de supprimer complètement les peines plus courtes que quatre mois de prison, système qui ne se comprendrait d'ailleurs que restrictions faites pour certaines catégories de délinquants, tels que les vagabonds.

Guillot, dans son ouvrage sur les prisons de Paris, propose de supprimer les courtes peines pour certains délits. Après avoir convenu que la prison est nécessaire toutes les fois que par la liberté des coupables la sécurité des personnes est compromise, M. Guillot continue :

« Il est certain qu'une grande classe de voleurs novices, par exemple, sont entraînés au vol par le désœuvrement, l'ignorance d'un métier quelconque,

l'abandon, l'esprit de vagabondage; il y aurait là une expérience intéressante à faire; elle consisterait dans l'enrôlement du délinquant dans une compagnie d'ouvriers pour le compte de l'Etat, avec un salaire nominal non inférieur à l'ordinaire, mais qui serait retenu pour payer une amende due à l'Etat, et pour le dédommagement à la partie lésée. »

Ne peut-on pas, par exemple, imaginer d'autres peines que la prison pour punir lorsqu'ils ne présentent pas de gravité, un premier délit de vagabondage ou de mendicité; les délits de rebellion, d'outrages, de bris de scellés, de dégradation de monuments publics, de port illégal de décorations, de blessures, d'homicide, d'incendie involontaire, d'adultère, de dénonciation calomnieuse, de révélation de secret professionnel, de détournement d'objets saisis, de banqueroute simple, de faux témoignage en matière civile, de tenue de maisons de jeux, de tromperie sur la marchandise, d'ivresse, de délits ayant dégénéré en contravention de simple police, et bien d'autres encore.

Est-il bien nécessaire, par exemple, d'entretenir à Sainte-Pélagie un quartier pour les délits de presse, et de nourrir aux frais de l'Etat, pendant un temps plus ou moins long, un gérant de journal à peine capable de lire l'article qu'on lui fait signer. Quant aux écrivains, depuis le plus grand des penseurs, jusqu'au plus infime des publicistes, peut-on en citer un seul qui se soit vu diminué ou converti par une condamnation? elle ne sert, en général,

qu'à le rendre plus célèbre ou plus violent et à mieux faire vendre son livre.

Est-ce à dire qu'il faut laisser impunis tous les délits du genre de ceux que je viens d'indiquer à titre d'exemple? Pas le moins du monde. Il ne s'agit point d'affaiblir la répression, mais, au contraire, de la rendre plus pratique et plus efficace; il y a mille manières de frapper durement dans leurs intérêts les auteurs de ces délits; mais c'est une pénalité mauvaise que celle qui expose un condamné, avant qu'il soit devenu un malfaiteur dangereux, à laisser dans la prison ce qu'il peut avoir de bon, et la société à voir se perdre dans l'oisiveté des geôles des forces, qui, ailleurs, pourraient être utilisées. On peut chercher l'équivalent de la prison dans des pénalités atteignant le coupable dans sa considération on sa fortune.

Garofalo reprend la même idée (*Criminologie*, p. 408) :

« L'ouvrier n'aurait droit à la nourriture qu'autant qu'il aurait dûment gagné sa journée de travail; il n'aurait ainsi que l'alternative de travailler ou de mourir de faim; il ne devrait pourtant pas être relâché après avoir rempli l'obligation du dédommagement, mais il devrait auparavant trouver un emploi dans une usine ou dans une industrie quelconque en déposant un cautionnement qui serait aussitôt confisqué en cas d'un nouveau délit, et ne lui serait rendu qu'après un certain nombre d'années de bonne conduite. Les Etats qui ont des colo-

nies à peupler pourraient exempter du cautionnement ceux qui partiraient pour ces colonies. En cas de récidive, c'est à la relégation perpétuelle qu'on devrait passer directement; toute autre expérience d'amélioration étant inutile, puisqu'il y a la preuve d'une cause persistante individuelle : l'aversion pour le travail....

« La détention temporaire, pour une durée fixée à l'avance, la peine typique de notre législation présente, disparaît complètement du système que nous venons de proposer; nous n'avons pas à répéter les raisons qui nous ont fait combattre et rejeter cette peine, nous en avons assez dit dans le cours de cet ouvrage..... »

Si on remplace la prison par l'amende, elle doit être proportionnelle à la fortune du délinquant; c'est ce que veut l'art. 84 du Code pénal espagnol : que l'on tienne compte des capacités du délinquant. En Portugal, l'amende est de tant de jours ou de mois de revenu; le jour de revenu varie de 0 l. 50 à 41 l. L'égalité dans la peine doit être proportionnelle. L'idée se retrouve dans l'art. 23 du projet du Code pénal français.

Le délinquant condamné aux arrêts de police peut demander que ces arrêts soient transformés en un nombre égal de journées travail au profit de la commune. Cependant, comme durant ce temps il faut bien qu'il vive, on devra lui remettre une partie de son salaire, à moins qu'on ne le fasse travailler uniquement que durant les moments de chômage;

on ne peut donc donner une forme absolue au rachat de l'amende par le travail.

On trouverait des idées analogues dans l'emprisonnement subsidiaire du Code pénal belge et dans le projet de Code pénal suisse; le Code pénal de Neuchâtel, de 1891, remplace l'emprisonnement subsidiaire par le travail libre dans certaines conditions.

On a proposé encore d'appliquer aux délinquants primaires des peines restrictives de la capacité, de leur enlever l'exercice soit d'une fonction, soit de certains droits.

Mais les trois grands systèmes qui semblent rallier les suffrages des criminalistes sont celui de l'admonition, de l'épreuve et de la condamnation conditionnelle; trois formes différentes de la même idée, celle de sursis : sursis à la condamnation, même dans les deux premiers, sursis à l'exécution de la peine dans la troisième, et ayant tous ce caractère commun, éviter toute peine privative de liberté.

De ces systèmes, un seul, l'*admonition*, est ancien; les deux autres sont tout récents.

L'*admonition* ou la réprimande était en usage dans notre ancien droit; lorsque l'infraction devenait grave, lorsqu'il y avait crime, l'admonition était remplacée par le blâme. L'admonition, dit le répertoire de Merlin, « est une sorte de punition qui se prononce en matière de délit, et qui consiste dans une réprimande que le juge adresse au délinquant. »

Elle a été étudiée par Mendelssohn Bartholdy (Heidelberg, 1860, *De monitione canonica*).

« L'admonition, dit Denizart (tome I, p. 54), est une sorte de correction qui s'ordonne en matière de délits lorsqu'ils ne méritent pas une peine sévère et flétrissante. L'admonition se fait à huis clos, en avertissant l'accusé de sa faute et en lui enjoignant d'être plus circonspect à l'avenir. Elle n'emporte point infamie, à moins que le jugement qui l'a prononcée ne contienne en même temps une condamnation d'amende, et il est défendu aux juges inférieurs, par des arrêts des 20 juin 1708, 26 août 1709 et 3 septembre 1712, en prononçant des admonitions, d'y joindre des condamnations d'amende.

« Le blâme est une réprimande que font les juges à des accusés convaincus de crimes qui, quoique graves, ne méritent pas cependant une peine corporelle.

« Le blâme était une peine infamante, prononcée en chambre du conseil, l'accusé à genoux (t. I, p. 337). Pour exécuter les jugements qui condamnent au blâme, le prisonnier est mandé dans la chambre du conseil en présence des juges, qui le font mettre à genoux pour lui lire son jugement. Si le prisonnier déclare qu'il se porte appelant, on le transfère dans les prisons, où il reste jusqu'après le jugement de l'appel, mais s'il ne se porte point appelant, le président lui déclare que, conformément au jugement rendu contre lui, la cour le blâme d'avoir commis tels crime ou excès qu'il spécifie. Le blâme emporte infamie, les accusés ne peuvent y être condamnés que dans certains cas graves. »

Les législations qui admettent ce genre de pénalité peuvent l'utiliser de deux façons bien distinctes : soit comme peine directe et principale, soit comme peine subsidiaire. Je citerai comme application les art. 57 du Code pénal allemand et les art. 26 et 27 du Code pénal italien. L'art. 57 du Code pénal allemand suppose des individus de douze à dix-huit ans, par conséquent, des délinquants mineurs ; il suppose, de plus, que ces mineurs ont agi avec discernement, et alors il décide que dans les cas les moins graves de délit ou de contravention le juge pourra, au lieu de condamner à une peine privative de liberté, se contenter d'une réprimande ; la réprimande n'est donc employée ici que comme peine subsidiaire.

Il est à remarquer, et c'est d'ailleurs fort naturel, que cette faveur est réservée dans presque toutes les législations de préférence aux mineurs, mais je ne vois pas pourquoi c'est exclusivement à eux qu'elle s'adresse. Le Code pénal italien, dans ses art. 26 et 27, organise la réprimande judiciaire. Auparavant, il y avait en Italie deux sortes de réprimandes : l'une (admonition) était purement préventive, l'autre était répressive, c'est la seule qui puisse nous occuper ici ; le juge n'a la faculté de l'employer que pour la substituer à une peine légitime, c'est-à-dire, au maximum, un mois de détention ou d'arrêts, ou 300 francs d'amende, ou trois mois de confinement ; il faut, de plus, pour que la réprimande puisse être substituée à cette peine lé-

gère, qu'il y ait des circonstances atténuantes, que le coupable n'ait encore jamais été condamné pour un délit, et que, s'il a été condamné pour contravention, que la condamnation antérieurement encourue soit inférieure à un mois d'arrêts. En réalité, le juge prononce la peine; seulement, s'il y substitue la réprimande, le délinquant doit venir la recevoir à l'audience; s'il n'y vient pas, la peine sera prononcée; d'ailleurs le délinquant doit aussi s'engager à payer une certaine somme, si, dans un délai donné maximum, de deux ans pour les délits et un an pour les contraventions, il commet une nouvelle infraction; et s'il refusait de s'engager à payer cette somme, la peine ne serait plus commuée en réprimande et elle devrait être exécutée.

L'admonition a encore le caractère général dans le canton d'Appenzell dans des conditions analogues à celles prévues par l'art. 59 du Code pénal allemand de 1870, c'est-à-dire délit de minime importance commis avec discernement et par délinquants mineurs, mais avec une différence toutefois, c'est que l'âge des délinquants, au lieu de varier de douze à dix-huit ans, ne doit pas dépasser seize ans.

En Espagne, elle est de simple police ou correctionnelle, selon qu'elle est subie portes fermées ou en audience publique.

En Russie, les délits punis de la réprimande (code de 1886, art. 40 et 65) sont les délits commis par les fonctionnaires, certains délits de droit commun,

et, enfin, les contraventions de simple police qui ne supposent pas l'intention de nuire et ne sont que le fruit de la négligence, telles que les contraventions de voirie.

En Portugal (code de 1886, art. 81 et 89) il n'y a pas de condamnation prononcée, le juge se borne à admonester le coupable.

Supprimés en 1791, le blâme et l'admonition ont laissé des traces dans notre droit pénal actuel. En matière disciplinaire, les infractions sont punies de certaines peines; quelques unes constituent une véritable admonition, ce sont la réprimande et la censure.

En cas de négligence d'un officier de police judiciaire, le procureur-général donne un avertissement, et il peut, en cas de récidive, faire appeler l'officier de police judiciaire devant la chambre du conseil, qui lui enjoindra d'être moins négligent à l'avenir.

Le projet de réforme du Code pénal français veut rétablir l'admonition sous le nom de pardon.

Art. 66. — Dans tous les cas où, soit en vertu des dispositions de la loi pénale, soit par suite de la déclaration de circonstances atténuantes, le juge serait autorisé à n'appliquer qu'une amende, il pourra, si le prévenu n'a pas encore été condamné pour crime ou délit, ne pas prononcer de condamnation. Il avertira le prévenu qu'en cas de nouvelle infraction il ne devra plus compter sur l'immunité pénale. — Le prévenu absous sera condamné

aux dépens et, s'il y a lieu, aux dommages-intérêts envers la partie civile. — L'art. 67 prévoit le sursis à l'exécution.

A la première session de l'union internationale du droit pénal, tenue à Bruxelles les 7 et 8 août 1889, l'admonestation judiciaire fut vivement combattue.

M. le baron de Garofalo prétendit qu'elle ne servait qu'à faire rire du juge dans les classes populaires. M. Leveillé et M. van Hamel n'étaient pas d'avis que l'on dût la rejeter entièrement, comme le proposait M. de Garofalo; ils demandèrent aux membres autrichiens et allemands du Congrès de bien vouloir communiquer à l'assemblée les résultats que l'admonestation donnait dans leurs pays respectifs. M. Bénédik (membre autrichien) déclara qu'en Autriche ces résultats étaient peu favorables, à son avis. Dans ce pays, en effet, l'admonestation est employée à tort; ainsi, elle n'est obligatoire que dans un cas : envers les parents qui maltraitent leurs enfants; or, il est de toute évidence que c'est dans ce cas, c'est-à-dire quand elle s'adresse à des gens durs et brutaux, qu'elle est appelée à produire le moindre effet : somme toute, le procédé lui déplaît.

Pour l'Allemagne, M. Kleinfeller, tout en déplorant comme nous que la loi ne l'établisse que pour les jeunes délinquants, constate qu'elle n'a qu'une action faible et peu durable; et M. von Liszt ajoute : cette mesure serait moins inefficace, si elle avait lieu à l'audience même en présence de tous les intéressés; malheureusement, il faut attendre que le

jugement ait force légale, et alors elle ne fait plus aucune impression sur le délinquant.

Quoi qu'il en soit, il est utile de connaître le fonctionnement de ce système.

Le système de l'épreuve est au contraire relativement tout récent; c'est au cœur de la libre Amérique qu'aux environs de 1870 il fut appliqué, tout d'abord aux jeunes délinquants seuls, et dans la seule cité de Boston; huit ans plus tard, les résultats du système paraissant excellents, on l'étendit aux adultes, et « en 1880 » tout l'Etat des Massachusetts mit en vigueur le probation system.

Voici la description de ce système, d'après M. Tardif (p. 111) :

« Tous les ans, des magistrats spéciaux, nommés « probation officers », sont désignés et doivent s'informer des arrestations opérées chaque jour, visiter les individus arrêtés, et étudier leur nature, faire une enquête sur leurs antécédents et leur situation; ils assistent aux audiences et peuvent solliciter du tribunal la mise à l'épreuve d'un délinquant pendant un délai de deux à douze mois. Cette demande accordée, ils exercent sur le coupable relaxé une étroite surveillance, l'encourageant à revenir au bien et lui procurant du travail. Si la conduite du délinquant laisse à désirer, le « probation officer » peut, sans nouveau mandat et avec approbation du chef de la police, l'arrêter et le ramener devant les juges, qui prononcent la condamnation suspendue jusque là.

« C'est sur l'intervention de cet officier que le magistrat accorde le bénéfice de l'épreuve ; c'est lui qui devient quelque chose comme le précepteur moral de l'individu en question, il a autorité sur lui ; sa conduite est-elle mauvaise, il peut le renvoyer devant le tribunal qui, cette fois, prononcera la sentence. »

Cette surveillance pourrait s'appliquer à tous les systèmes, notons-le en passant, même au sursis de la loi du 26 mars ; elle s'accorde admirablement avec la libération conditionnelle, puisque l'individu peut être confié à des sociétés de patronage, etc.

Ce système a été importé en Angleterre par une loi du 8 août 1887 : « the probation of first offenders act », mais avec d'importantes modifications.

Le système de la surveillance par des officiers n'a pas été adopté. L'art. premier décide, notamment, que si l'individu est coupable d'un fait puni de deux ans de prison au maximum, et s'il n'y a pas de délits antérieurs, le juge peut tenir compte de l'âge, des circonstances, etc., et laisser le délinquant en liberté, moyennant que celui-ci prenne un engagement de comparaître pour être jugé à la première réquisition, et de garder la paix en observant une bonne conduite (engagement avec ou sans cautions fournies) ; la surveillance de ces cautions facultatives, qui ne peuvent guère, comme le fait justement remarquer M. Tardif, être exigées des pauvres, ne vaut pas, ce semble, l'intervention des « probation officers ».

En 1886, la Nouvelle-Zélande s'est approprié le système américain ; une loi du 8 août 1887 a importé en Australie le système anglais.

Le nouveau Code pénal de Neuchâtel de 1891 a admis le sursis au prononcé du jugement. Le délinquant doit avoir moins de vingt-cinq ans et ne peut en bénéficier que pour un vol, une escroquerie ou un abus de confiance, mais l'objet doit avoir une valeur inférieure à 100 francs et le délinquant doit faire des aveux complets. L'épreuve est de trois ans. Durant ce temps, la surveillance est analogue à celle des libérés conditionnellement.

Le projet de la loi anglaise est de M. Howard Vincent, membre du Parlement, ancien chef de la police de Londres.

Dès 1881, la Howard association avait activement poussé le probation system ; on réussit à le faire adopter par la Chambre des communes, mais il échoua devant la Chambre haute ; une seconde épreuve réussit mieux et le projet fut admis par la Chambre des communes, le gouvernement se réservant de reprendre le projet.

La Chambre des Lords le vota cette fois ; mais, parmi ceux qui la firent passer, les uns votèrent en ce sens parce qu'ils y voyaient un moyen de prévenir les rechutes et les récidives ; les autres, un procédé permettant de tenir compte, dans une très large mesure, des circonstances propres à concilier l'indulgence au coupable, d'épargner les délits d'une gravité insignifiante, et les auteurs de délits peu

graves, lorsque ces auteurs étaient encore pour ainsi dire dans l'enfance.

Quoi qu'il en soit, le projet de M. Howard Vincent est devenu la loi du 8 août 1887. « An act to permit the conditional Release of first offenders in certain cases ». Somme toute, c'est une espèce d'acquittement pour les petits délits commis par des personnes sans passé judiciaire.

Le juge reconnaît la culpabilité du prévenu, mais il ne prononce pas la peine ; en cas de rechute, il n'y a pas besoin d'instruire l'affaire, l'individu s'est montré indigne de la faveur qui lui avait été faite ; le dossier est prêt, le juge condamne. Au lieu d'un délai fixe de un an, comme chez nous, par exemple, il n'y a pas pour la probation de limite fixée par la loi : la durée est généralement de deux ans.

A l'inverse aussi de ce qui se passe sous le régime de la loi du 21 mars 1891, le délinquant ne peut en bénéficier qu'une fois ; enfin, la loi anglaise n'est pas applicable aux peines pécuniaires. La loi anglaise n'est donc pas le « probation system » du Massachusetts ; elle porte, dit M. Gruber, dans la liberté pratique de son allure, un cachet franchement national.

A Boston, de 1878 à 1888, sur : 7251 individus mis en probation, 312 y sont encore, le 31 décembre 1888, 107 sont en fuite, 473 n'ont pas résisté et ont été condamnés, 6359 ont victorieusement subi l'épreuve.

En 1889. — Soumis à la probation, 1125 : 60 rechutes, 1065 résistent.

A Sud-Boston, 287 : 20 rechutes, 267 résistent.

A Noxbury, 422 : 50 rechutes, 372 résistent.

En 1890. — Comté de Suffelk, 1240 : 1207 résistent, 33 ne résistent pas, dont 28 seulement sont condamnés.

En Nouvelle-Zélande, du 1^{er} octobre 1886 au 31 décembre 1888, 203 : 143 résistent, 49 continuent, 10 ont commis un délit nouveau.

Dans les colonies australiennes, en 1887 et 1888, 82 : 40 libérés définitivement, 40 continuent leur épreuve, 1 a succombé, 1 s'est enfui.

En Angleterre, en 1888, 614 soumis, 36 retombent ; en 1889, 924 soumis, 69 retombent ; en 1890, 992 soumis, 64 retombent.

L'avant-projet du Code pénal suisse modifié en 1886, d'après les décisions de la commission d'experts, admet le sursis. Art. 50. Lorsqu'un délinquant..... pourvu que l'auteur n'ait pas cédé à des mobiles bas..... si dans les cinq ans le condamné..... (Voyez *Bulletin union internat.* 1896, avant-projet).

CHAPITRE II

TRAVAUX DES CONGRÈS

En présence des progrès constants de la récidive et de l'insuffisance tous les jours constatée des moyens existants pour la prévenir ; en présence de l'augmentation indéniable de la criminalité, les jurisconsultes et les législateurs se devaient à eux-mêmes de chercher une solution pratique, d'exami-

ner les défauts et les vices des procédés de répression employés jusqu'alors, et d'essayer soit de faire disparaître ces défauts, soit de remplacer les moyens usités par des moyens nouveaux; aussi, dans les congrès des criminalistes, la question de la suppression des courtes peines a-t-elle été discutée fréquemment; des propositions diverses ont été faites de tous côtés pour leur remplacement; l'admonition, la condamnation conditionnelle surtout, ont été examinées avec la plus scrupuleuse attention par des hommes de la plus haute compétence, et ces études ont abouti aux diverses lois (dont quelques-unes encore à l'état de projet) qui, en quelques années, chez les différents peuples, tendent de plus en plus à l'admission du sursis, voire même du pardon.

Dans tous les pays, depuis de longues années, une lutte générale s'est engagée, en Belgique et en Italie, en Allemagne et en France, en Angleterre et dans les Etats-Unis. On étudie la question des peines privatives de liberté. On veut restreindre le rôle de la prison, en ce qui concerne les condamnations prononcées pour des infractions légères. Le développement rapide de ce mouvement, l'étude de cette question complexe, dont la solution a nécessité partout une réorganisation de la législation pénale, ne peut être mieux illustré que par les actes des congrès internationaux.

C'est au Congrès de Londres, en 1872, que la question fut abordée pour la première fois. On se

demandait alors s'il était possible de remplacer l'emprisonnement de courte durée ou l'amende par le travail obligatoire sans incarcération. On accueillit alors favorablement la proposition de M. le comte de Foresta, qui recommandait à la place de la prison ce travail sans emprisonnement.

La question revint sur le tapis, en 1885, au Congrès de Rome; mais, en treize ans, la question s'était élargie. « Ne pourrait-on pas utilement remplacer pour certains délits les peines de détention ou d'emprisonnement par quelque peine restrictive de la liberté, telle que le travail dans quelque établissement public, sans détention, ou bien par une admonition dans le cas d'une première faute légère? » L'on remarqua les intéressantes discussions et les rapports de MM. Teichmann et Nocito, mais l'assemblée générale renvoya la question à l'étude du prochain Congrès. Le suivant fut celui de Saint-Pétersbourg.

Si l'idée de l'épreuve (système anglo-américain) remonte à 1869, en Europe, le promoteur du mouvement est M. Béranger : en 1883, une première proposition de loi de lui sur le patronage, la réhabilitation et la libération conditionnelle est devenue la loi du 14 août 1885; le second projet portait sur l'adoucissement, l'aggravation des peines et le sursis.

En mars 1890, à Halle, la condamnation conditionnelle remporta une brillante victoire.

Mais la question a été étudiée, surtout au point

de vue technique, par les Congrès de Saint-Pétersbourg, en 1890, de Stockholm, en 1878, et de Paris, en 1895.

Ne pouvant, dans une étude aussi rapide, entrer dans de longs développements, nous nous contenterons d'en poser les idées principales qui se firent jour dans cette discussion sur des questions d'un intérêt capital, au point de vue d'une bonne politique criminelle.

Au Congrès de Stockholm, on n'eut pas le temps de l'étudier à fond ; cette question de la récidive n'est pas seulement, en effet, l'une des plus vastes et des plus difficiles ; elle résume, pour ainsi dire, toutes les questions de droit pénal et de discipline pénitentiaire.

Aussi, était-il dangereux de l'aborder alors que le temps était déjà fatalement trop restreint pour qu'elle pût être convenablement discutée. C'est ainsi que la section qui en était saisie, au lieu de se livrer à un débat sur des points d'une nature extrêmement complexe, a dû se borner à prendre note de quelques propositions faites dans les divers rapports et à signaler celles qui lui paraissaient avoir une plus grande importance.

Plusieurs, signalant la différence à établir entre les délinquants primaires, les délinquants accidentels, les délinquants d'habitude, préconisaient des moyens préventifs, l'aggravation des peines en cas de récidive, et le Congrès déclara qu'il considérerait les institutions, telles que les Sociétés de patronage,

les maisons de travail, les colonies agricoles, comme le complément d'un système pénitentiaire moralisateur.

Comme on le voit, la question du sursis ne fut pas agitée, les esprits des jurisconsultes européens n'étaient pas mûrs pour recevoir cette idée.

Au Congrès de Saint Pétersbourg, elle fut posée au contraire et d'une manière bien nette, c'était la quatrième question du programme.

Pour quel genre d'infractions à la loi pénale, sous quelles conditions et dans quelle mesure conviendrait-il d'admettre dans la législation : a) le système des admonitions ou remontrances adressées par le juge à l'auteur des faits reprochés et tenant lieu de toute condamnation ?

b) Le mode de suspension d'une peine, soit d'amende, soit d'emprisonnement ou toute autre, que le juge prononce, mais qu'il déclare ne devoir pas être appliquée au coupable tant qu'il n'aura pas encouru de condamnation nouvelle ?

« Il faut convenir, déclare tout d'abord M. Von Liszt (p. 476 et suiv.), que la croisade contre les « courtes peines privatives de liberté est loin d'avoir atteint son but ; l'emprisonnement de courte « durée domine encore tout notre droit pénal, il « donne à la répression de la criminalité cette physionomie monotone et uniforme qui la caractérise « aujourd'hui ; nous lui devons un nouveau genre « de profession, celui des habitués de la prison, pour « qui la mise en liberté n'est qu'une interruption

« plus ou moins prolongée entre séjours dans les
« établissements pénitenciers, la vie en liberté;
« qu'un temps de vacances qui, à la longue, fati-
« gue le corps et l'esprit et causerait la nostalgie
« de la cellule, le désir ardent de rentrer chez
« eux... »

Le rapport conclut : il n'y a pas lieu d'introduire, dans notre législation pénale, l'admonition répressive.

L'admonition répressive a, d'ailleurs, été vivement combattue à ce Congrès, et il est à remarquer qu'elle l'a été surtout par les partisans de la condamnation conditionnelle, ce qui prouve uniquement, d'ailleurs, que tous les membres du Congrès sentaient le besoin et étaient partisans d'une réforme.

C'est ainsi que les adversaires de l'admonition et de la remontrance prétendent que ces deux procédés sont en pleine contradiction avec les principes de répression admis à l'heure actuelle. D'autre part, ils n'atteignent pas le but que vise essentiellement toute mesure pénale, la répression. Le juge et le condamné y deviennent également indifférents et ne remportent du tribunal qu'une impression de l'impuissance des autorités judiciaires à punir l'infraction qui a été commise. — Sur le terrain théorique, ce système ne supporte pas la critique la plus indulgente et, en pratique, il donne de mauvais résultats dans les législations qui l'ont adopté. — Telle est l'opinion générale qui se dégage du rap-

port de la Société de jurisprudence de Saint-Petersbourg ; par contre, ce même rapport conclut que l'idée de la condamnation conditionnelle, avec ou sans caution, est, en principe, digne de toute sympathie, sauf à examiner, selon les pays, la possibilité de sa réalisation pratique, et les formes que pourrait revêtir cette dernière ; et, avec cette remarque fondamentale, que toutes les mesures destinées à remplacer les courtes peines d'emprisonnement, ne se peuvent employer que vis-à-vis d'un pour cent restreint de délinquants.

On a reproché à l'admonition d'être impuissante vis-à-vis des délinquants plus sceptiques que repentants, plus fraudeurs que soumis. Cependant, il est certains délits d'une importance minime ; pour ces fautes légères, ne pourrait-on pas admettre, ainsi que le demande M. Wulfert, l'admonition parallèlement avec la condamnation conditionnelle ? Ce qui permettrait une plus grande gradualité du système pénal et éviterait, à certains délinquants vraiment intéressants, la flétrissure d'une condamnation, même conditionnelle, à la prison.

C'est, à peu de chose près, l'avis de M. Pessina qui propose de reconnaître comme des réformes recommandables, pour la petite criminalité, l'adoption de la condamnation conditionnelle, ou de la réprimande provisoire comme substitutif des peines d'emprisonnement de courte durée aux termes des nouveaux codes du Portugal et de l'Italie. — D'autres sont allés plus loin, tel est M. Petit, président

de la Société générale des prisons, qui préfère de beaucoup l'admonition à la condamnation conditionnelle, laquelle, d'après lui, énerverait la répression de la façon la plus fâcheuse.

Enfin, on a même proposé (M. de Kirchenheim) d'admettre l'admonition sur une plus large échelle ; selon lui, ce mode de punition est admirablement approprié aux circonstances ; et il est parfaitement admissible, non pas seulement pour les fautes extrêmement légères de délinquants, d'ailleurs honnêtes et non récidivistes, mais, dans une mesure plus étendue, pour tous les délits peu graves de délinquants non récidivistes ; en la renforçant cependant ici d'un cautionnement judiciaire, à peu près tel que celui prévu par le nouveau code italien, et à condition de bien conserver à l'admonition son vrai caractère de peine véritable. Dès lors, que M. de Kirchenheim désire voir élargir le rôle de l'admonition, nous pouvons déjà prévoir qu'il sera plutôt hostile à la condamnation conditionnelle. Il en fait, en effet, le procès et expose ainsi ses motifs : elle ne peut s'accorder avec le grand principe de l'expiation, qui est la base même du droit pénal ; elle est également contraire aux principes fondamentaux du droit public ; enfin, si on se place au point de vue purement psychologique, on se trouve enfermé dans le dilemme suivant : ou bien la menace sera insuffisante, ou bien ce sera pour le condamné une terreur constante, une angoisse de chaque minute, que cette épée de Damoclès suspendue au-

dessus de sa tête ; selon les beaux vers de Rückert :

« Wo du irgend vergangen
« Ruf den Richter schnell herbei .
« Von der Schuld die dich gehangen
« Macht nur dich Strafe frei
« Besser dass an deinem Blute
« Sich die Strafe schnell vollstreckt
« Als dass dich des Vaters Ruhe
« Immer hinterm Spiegel schreckt. »

Ce qui veut dire : Lorsque tu as commis une faute, mieux vaut encourir un châtiment de suite ; la peine subie paie la dette contractée par le coupable. Cela vaut mieux pour lui que d'entendre sa conscience lui reprocher perpétuellement son crime.

M. de Kirchenheim ajoute, d'ailleurs, qu'il admettrait à la rigueur, néanmoins, le principe de la condamnation conditionnelle, mais à la condition qu'on n'en confiât l'exercice qu'au pouvoir exécutif exclusivement.

Un autre inconvénient grave de la condamnation conditionnelle, signalé par plusieurs de ses adversaires, et, en particulier, par M. Thalberg, c'est que le principe de la condamnation conditionnelle rend plus probable l'impunité, espérance constante de tout individu qui médite de commettre un délit. D'ailleurs, M. Thalberg est du petit nombre de ceux qui ne recommandent aucun des deux procédés, condamnation conditionnelle ou admonition. Il est convaincu qu'on arriverait à des résultats plus satisfaisants en donnant une plus sage appli-

cation au système des amendes et en perfectionnant l'organisation des travaux obligatoires. En revanche, nous avons vu que certains membres du Congrès préconisaient l'emploi parallèle des deux systèmes : sursis et admonition, avec des divergences seulement dans l'application. On a proposé, notamment (M. Puibaraud), d'employer l'admonition vis-à-vis des délinquants qui n'ont pas encore atteint l'âge fixé pour la plénitude de leurs droits civils, mais qui ont, néanmoins, dépassé l'âge assigné par la loi comme point de départ de la responsabilité criminelle (chez nous, de 16 à 21 ans), à cette condition, toutefois, que l'infraction à la loi pénale n'ait causé aucun dommage à autrui ; ou bien, que ce préjudice ait été, antérieurement à toute poursuite, réparé de telle sorte, que la justice estime qu'il n'existe plus. Pour les adultes délinquants primaires dans les mêmes conditions, on emploierait la condamnation conditionnelle.

On voit, d'après cet exposé des diverses opinions qui se firent jour au Congrès de Saint-Petersbourg, que l'accord était loin d'être fait sur les différents points du débat ; aussi les résultats des votes furent-ils très discutables : la section divisa, en effet, le problème en plusieurs questions, et l'on vota séparément sur chacune d'elles. Somme toute, une importante majorité admit la nécessité de supprimer les inconvénients des courtes peines d'emprisonnement.

29 voix contre 24 repoussèrent le principe de

l'admonition ; 31 voix contre 22 admirent celui de la condamnation conditionnelle ; 29 contre 20 adoptèrent son application aux contraventions ; il y eut 4 abstentions ; 30 voix contre 23 exigèrent que l'on eût égard aux exigences de la société, aux intérêts de l'offensé, à ceux de l'opinion publique.

A cause de ces résultats tant soit peu contradictoires, le Congrès déclara qu'il réservait la question pour des temps meilleurs, laissant cet examen à la prudence de la Commission pénitentiaire internationale.

CONGRÈS DE PARIS, 1895

Rapports de la première section (Mehun, 1895).

Traitée, pour ainsi dire, de la même manière par les mêmes jurisconsultes, la question ne fut peut-être pas beaucoup plus élucidée ; nous retrouvons, en effet, avec M. de Kirchenheim, l'adversaire de plus en plus convaincu de la condamnation conditionnelle ; au lieu que, selon lui, l'admonition n'a qu'un défaut : supposer, chez le délinquant, un sentiment très vif de l'honneur, sentiment qui leur fait souvent défaut. Je viens de citer, de nouveau, M. de Kirchenheim, parce que, lui seul, à ce Congrès, semble nettement hostile à l'admission du sursis. La tendance générale est à l'emploi de la condamnation conditionnelle, soit purement et simplement, soit, comme l'indique M. Pessina, sous la condition qu'elle soit accompagnée du cautionnement prévu par la loi anglaise de 1887 ; soit encore

avec quelques variantes ; par exemple, en permettant au juge d'accorder un délai d'épreuve variable de trois à cinq ans, ainsi que le voudrait M. Sloutchewsky, lequel n'est pas partisan du système du cautionnement, non plus que de la surveillance de la police, proposée par un de ses collègues ; et ce, pour cette raison qu'il faut, autant que possible, placer le coupable, durant le délai d'épreuve, dans des conditions analogues à celles de la vie réelle.

Notons, en terminant, que M. Flandin, conseiller à la Cour d'appel de Paris, après avoir exposé les avantages de la condamnation conditionnelle et l'avoir défendue contre les réticences des projets de réforme plus modernes, notamment contre le nouveau projet de Code pénal français, indiqua qu'à son avis, c'était faire double emploi que d'introduire l'admonition parallèlement au sursis, et qu'il était trop tôt pour modifier une loi datant de quatre années à peine, et renfermant sur la matière les meilleures dispositions connues.

C'est, pour ainsi dire, le texte même que le Congrès adopta, puisque la résolution votée fut la suivante :

« En matière pénale, l'application de l'admonition
« par le juge et celle du sursis à l'exécution de la
« peine, conduisent à des résultats à peu près identiques.

« En conséquence, il est inutile d'ajouter le
« système de l'admonition à celui du sursis à l'exécution de la peine. Les législations qui recon-

« naissent aux tribunaux répressifs la faculté
« d'accorder le sursis à l'exécution de la peine aux
« délinquants primaires condamnés à de courtes
« peines, renferment les meilleures dispositions
« connues. »

Tendances actuelles. — A l'heure actuelle, la tendance générale est donc au maintien des dispositions de la loi du 26 mars 1891, qui, sauf quelques dissidents, paraît, à la majorité des juriconsultes, réunir les avantages les plus complets et contenir les meilleures dispositions sur la matière.

Mais cette approbation quasi-unanime des juriconsultes ne nous suffirait pas ; de même qu'on juge l'arbre à ses fruits, c'est aux résultats qu'elle donne, c'est aux délits qu'elle prévient, aux infractions qu'elle supprime effectivement, qu'on peut juger une loi bonne ou mauvaise ; et, pour cela, un seul moyen s'offre à nous, la statistique, moyen bien imparfait sans doute ; la statistique de la récidive surtout, si vivement attaquée et si justement (il faut l'avouer) au point de vue de ses résultats comme au point de vue de sa méthode, ainsi que nous le verrons à la fin de cette étude.

Malgré les avantages certains que la condamnation conditionnelle a donnés dans les pays où elle est en vigueur, le juriconsulte constate, non sans une certaine surprise, que les défiances semblent s'éveiller de plus en plus, les conditions

mises au sursis à l'exécution deviennent plus nombreuses, plus sévères.

Le projet de réforme du Code pénal français est moins large que la loi Bérenger ; le projet du Code pénal suisse est beaucoup plus sévère que la loi genevoise en ce qui concerne les règles régissant l'action du sursis.

En revanche, toutes les législations qui ont adopté le sursis paraissent d'accord sur un point : seul le débutant doit être admis au bénéfice du sursis ; la nature même du sursis, le but à rechercher, préserver le délinquant primaire de la contagion pénitentiaire, sembleraient devoir faire accorder aussi les divers interprètes sur un point : Quelles condamnations antérieures auront pour effet d'exclure le sursis ?

Tous ceux qui n'ont pas encore subi de prison devraient rentrer dans la catégorie des candidats à l'obtention du sursis. La loi Bérenger et la loi genevoise adoptent cette solution. Le projet suisse, art. 46, et le projet français, art. 67, n'entendent, au contraire, favoriser que le délinquant primaire au sens strict du mot.

Toute condamnation, fût-ce à l'amende, rend l'obtention du sursis impossible.

Quant au projet italien, il ne spécifie nullement quelles sont les condamnations antérieures qui rendent indigne ; il déclare simplement que les récidivistes ne peuvent obtenir le sursis. Or, d'après le Code italien, la récidive consiste dans la perpé-

tration d'un même délit ou d'un délit de même espèce ; par suite, le condamné à l'emprisonnement n'est pas exclu à l'avenir du bénéfice du sursis, pourvu qu'il soit condamné pour un délit différent. J'avoue franchement ne pas comprendre pourquoi le législateur italien vient aussi loin, et quel avantage il peut y avoir à accorder le sursis à un particulier pour lequel la prison n'a plus de secret. Le projet italien admet d'ailleurs deux sortes de récidive.

L'art. 80 pose le principe de la récidive temporaire en disposant que la seconde infraction doit avoir été commise dans un délai de dix ans, à partir du jour où la première peine a été complètement subie ou la première condamnation éteinte.

Dans les art. 80 et suivants le législateur a consacré à la fois le principe de la récidive générale et celui de la récidive spéciale. Lorsque la première infraction offrait une gravité telle que la condamnation ait été supérieure à cinq ans de prison, tout nouveau délit, même de nature différente, constitue un état de récidive qui a pour effet de faire prononcer contre l'inculpé une peine forcément supérieure au minimum prévu par la loi pour la deuxième infraction. C'est à ce point de vue que la récidive peut être considérée comme générale.

Si les deux infractions sont de même nature, récidive spéciale, donnant lieu à des aggravations de peine d'une importance variable.

La condamnation dans le projet français devrait

être désormais inférieure ou égale à trois mois de prison ; pour l'amende , il ne faut pas de maximum.

Le projet suisse, et je ne suis pas éloigné d'être du même avis, n'admet pas le sursis pour les peines pécuniaires ; mais il admet que les condamnations à la prison peuvent autoriser le sursis pourvu qu'elles ne dépassent pas six mois. Cette limite de six mois est aussi celle du projet italien pour les condamnés ordinaires ; elle est de un an pour les femmes et les enfants ; d'après ce même projet, les condamnations pécuniaires deviennent susceptibles de sursis lorsque, par suite de l'insolvabilité du coupable, elles sont transformées en emprisonnement. Toujours selon le projet italien, le sursis peut être accompagné d'interdiction de séjour de certains lieux, ou même d'obligation à résidence dans un lieu que le condamné désigne ; c'est faire du condamné un suspect, innovation que je ne crois pas heureuse ; l'épreuve, pour être fructueuse, doit être faite au milieu de la vie réelle ; c'est la seule façon pratique de pouvoir constater l'amendement du condamné.

Alors que le projet français fait seulement appel à l'intelligence du juge et ne fait aucune énumération de conditions, le projet italien et le projet suisse exigent, par exemple (projet italien), que l'inculpé ne soit ni fainéant, ni mendiant, ni vagabond ; qu'il puisse justifier de son identité et d'un domicile réel ;

Que l'inculpé n'ait pas été guidé par des motifs bas (projet suisse);

Qu'il ait autant que possible réparé le préjudice causé par le délit (projet suisse).

La question de durée du délai varie aussi selon les diverses législations : cinq ans d'après la loi Béranger et le projet suisse, trois ans d'après le projet français. La loi genevoise permet au juge d'osciller entre les deux limites de deux et cinq ans.

Le projet italien maintient le maximum de cinq ans, mais abaisse le maximum à six mois, ce qui ne semble pas suffisant pour que l'épreuve soit bien sérieuse.

Mais, tout pesé, j'ajouterai que je ne suis pas ennemi du procédé qui permet au magistrat d'individualiser, de graduer la durée de l'épreuve, selon la gravité plus ou moins considérable de l'infraction.

Durant le délai, la loi genevoise admet que toute poursuite suivie d'une condamnation pour crime ou délit intentionnel de droit commun est considérée comme une rechute (même si c'est une simple condamnation à l'amende); c'est exagéré, croyons-nous, surtout alors qu'une condamnation pécuniaire antérieure n'empêche pas l'obtention du sursis. Le projet français décide que le délit nouveau (passible de la prison) fera révoquer le sursis, s'il a été commis durant les trois ans (délai du projet), quelle que soit l'époque à laquelle il viendra à la connaissance de la justice. Le projet suisse admet aussi la

révocation pour une simple condamnation à l'amende.

Dans le projet italien, les causes de déchéance sont tout d'abord, heureuse innovation, le non paiement des frais ou des dommages-intérêts dans le délai imparti à cet effet par le juge au condamné; la mauvaise conduite et l'inobservation des conditions spéciales; la commission d'une infraction nouvelle; mais il n'admet pas la révocation de plein droit; elle est prononcée en chambre du conseil par le tribunal qui a condamné conditionnellement, à moins que ce ne soit pour récidive, auquel cas, c'est par le tribunal qui connaîtra de la deuxième infraction.

Le délai étant expiré, les projets français, suisse et italien ne considèrent pas la condamnation comme non avenue, mais comme exécutée; d'où cette conséquence que le condamné ne pourra plus obtenir de sursis et qu'il pourra être considéré comme récidiviste en cas d'infraction nouvelle.

Pourquoi cette tendance nouvelle à la sévérité? la réhabilitation complète du condamné, son assimilation à un non condamné est-elle excessive et dangereuse, comme l'a soutenu un jurisconsulte monégasque, M. Treppey? (La loi Bérenger, Monaco, 1892, p. 27.)

« Le coupable ne peut-il pas, tout en évitant la
« déchéance, ne pas mériter néanmoins un brevet
« d'honorabilité? »

Il y a du vrai là-dedans, mais, comme nous l'a-

vons dit précédemment, l'espoir du reclassement paraît, en revanche, un moyen fécond d'amendement ; doter le condamné conditionnel d'un casier judiciaire, c'est en faire un récidiviste en herbe.

Peut-être cette appréhension devant l'indulgence témoignée au délinquant même primaire est-elle l'écho des discussions auxquelles les criminalistes se sont livrés autour de la condamnation conditionnelle ; ce sont les idées émises par plusieurs de ses adversaires qui ont fait depuis leur chemin et qui luttent encore aujourd'hui contre la tendance envahissante de la loi du sursis ; car la condamnation conditionnelle, par son principe même, a des adversaires, comme elle possède des partisans convaincus.

Avant de citer des noms, je tiens à dire quelques mots de la loi portugaise du 6 juillet 1893, qui se rattache à cet ordre d'idées moins libérales que je viens d'exposer.

D'après cette loi (*Revue Pénitentiaire*, 1894, p. 406, note de M. F. Daguin), trois conditions sont requises pour que le sursis puisse être accordé au délinquant : 1° Il faut, tout d'abord, qu'il n'ait subi aucune condamnation antérieure pour délit quelconque, plus rigoureuse exigence que celle de la loi française ; 2° La peine à appliquer doit être celle de l'emprisonnement correctionnel avec ou sans amende, ce qui exclut du bénéfice du sursis les condamnés à l'amende seulement, et les condamnés à la prison majeure ; 3° Enfin, il faut que le

condamné ait été, jusqu'au jour du délit, exempt de reproches, et qu'il semble digne d'indulgence.

Les tribunaux jouissent de la plus grande latitude, mais, dans le jugement qui accorde le sursis, le juge doit indiquer les motifs qui l'ont poussé à la clémence.

Le délai d'épreuve n'est pas fixe, il varie entre un maximum, cinq ans, et un minimum, deux ans.

La suspension ne porte pas sur les réparations civiles ni sur les frais du procès. En cas de condamnation nouvelle, la condamnation antérieure devient immédiatement exécutoire.

Mais, plus libérale que la nôtre, la loi portugaise décide que, si le délai d'épreuve est franchi victorieusement, la condamnation est définitivement effacée, aussi bien sur les extraits délivrés au M. P. que sur ceux délivrés à tout autre intéressé.

A la Société des juristes hongrois, les débats sur la condamnation conditionnelle ont pris cinq séances; la discussion fut fort animée.

M. Charles von Illés prétend que l'on a eu le tort de trop considérer la condamnation conditionnelle comme destinée à la réforme et au remplacement des peines de courte durée; il en est, d'ailleurs, un adversaire convaincu, et nous devons constater que les raisons dont il appuie sa thèse n'ont rien de bien convaincant. « Le principe de l'institution actuelle est fort difficile à discerner. Certains Etats ont adopté la condamnation conditionnelle, sous le prétexte de la corrigibilité du condamné; d'autres,

parce que le régime et le milieu de la prison sont funestes aux délinquants condamnés à de courtes peines ; d'où il faudrait logiquement déduire qu'il ne faut pas prononcer de peine d'emprisonnement ; de plus, si on veut restreindre le bénéfice de cette institution aux prévenus particulièrement dignes d'intérêt, quel criterium permettra au juge de les discerner ?

Comment le juge se formera-t-il une opinion, si la loi ne lui indique pas quelle doit en être la base ? Or, comment la loi l'indiquerait-elle ? On aboutit donc fatalement à l'arbitraire du juge. L'orateur a, du reste, expliqué sa pensée en disant que l'action comminatoire de la prison disparaissait presque complètement alors, puisque le futur coupable, avant de commettre le délit, avait non seulement l'espoir (qu'il conserve toujours) de ne pas être découvert ; mais, de plus, celui de ne pas être puni effectivement, même au cas où il ne pourrait dissimuler son méfait. L'intérêt général, la sainteté de la loi qu'indique M. Charles von Illés sont des idées assurément fort respectables, mais, convenons-en, sont surtout des formules destinées à masquer les théories purement spéculatives, qui sont exactement l'opposé des tendances modernes de plus en plus accentuées, tendances essentiellement positives à l'individualisation de la peine.

La condamnation conditionnelle a précisément l'avantage de faire une distinction pratique entre les délinquants d'occasion et les délinquants de

profession. C'est ce que fit ressortir M. Louis Grüber, prenant la défense de la condamnation conditionnelle; il la montra s'emparant des esprits, rappelant en quelques mots le progrès de l'idée, les batailles livrées, ses partisans convaincus, ses adversaires acharnés, Wach, Kirchenheim, l'association pénitentiaire du Nord-Ouest de l'Allemagne, les Congrès de Saint-Petersbourg, de Bruxelles, l'assemblée de Halle, et conclut en démontrant, chiffres en mains, que, d'après les statistiques nationales, les pays qui l'avaient adoptée n'avaient pas eu lieu de s'en repentir.

Il estime, d'ailleurs, que le système anglais est celui qui réunira le plus de partisans lorsqu'on saura l'apprécier; lui seul a réalisé en Europe la seule forme acceptable de condamnation conditionnelle. — Et, puisque je viens de citer le nom de Grüber, qu'on me permette de rappeler en quelques lignes, résumant en deux mots leurs opinions, les noms les plus illustres des théoriciens qui ont lutté pour ou contre la condamnation conditionnelle. — Qu'on ne m'en veuille pas d'évoquer ces noms dans un désordre au moins apparent; classer les opinions émises par ordre chronologique serait d'une difficulté à peu près insurmontable, car elles se sont fait jour dans des écrits, dans des conférences, au cours des congrès, à plusieurs reprises naturellement pour chaque auteur criminaliste.

Grüber nous propose comme modèle le système anglais; les quelques chiffres empruntés aux statis-

tiques officielles que nous avons produits à propos du fonctionnement du probation system montrent qu'en effet les résultats obtenus par nos voisins d'Outre-Manche méritent d'appeler l'attention.

M. Gauthier conseille, au contraire, de suivre l'exemple de la Belgique dans tous les pays où les magistrats méritent un certain degré de confiance. La condamnation conditionnelle lui paraît un des moyens les moins dangereux et les plus praticables parmi ceux proposés pour combattre les courtes peines d'emprisonnement.

M. Benedict la recommande seulement pour un certain nombre de délits déterminés.

Lammasch et Wirth l'admettent, mais ne voudraient la voir appliquer que pour les femmes et les jeunes délinquants.

Fayer ne pense pas que la condamnation conditionnelle soit destinée à éliminer l'emprisonnement; il est partisan de cette innovation, mais il estime que, si on l'admet, il faut renoncer à faire de l'idée de *rétribution* l'idée directrice du droit pénal.

Zücker croit aussi que le sursis n'a pas pour but l'abolition de l'emprisonnement, sa limitation forme précisément la base de son importance; il s'en déclare au surplus franchement partisan.

Tallack et Aschrott ont prouvé l'excellence du système américain.

Wach, qui ne repousse ni ce système ni le système anglais, a, au contraire, vivement attaqué la législation belge.

Appelius, sans être de prime abord hostile à cette innovation, la considère comme incompatible avec le droit existant, il ne la comprendrait que dans un système pénal transformé, et seulement pour les jeunes délinquants.

Mittelstadt admet la pensée originale qui est au fond de cette institution, mais, dit-il, l'exagération a gâté cette pensée primitive, il faudrait rattacher la condamnation conditionnelle au système des circonstances atténuantes.

Kirchenheim a combattu le sursis au nom du principe de la valeur absolue de la peine.

Gillischewski lui reproche d'oublier un des buts de la peine : la réparation aux offensés.

Buri déclare : ou la punition est méritée, et elle doit être exécutée ; ou elle est trop rigoureuse, alors il ne fallait pas l'infliger.

Von Liszt et Prins ont été les deux plus zélés défenseurs de cette idée du sursis qui s'est traduite en Belgique par la loi de 1888, et chez nous, par la loi du 26 mars 1891, à l'étude de laquelle nous arrivons maintenant.

CHAPITRE III

HISTORIQUE DE LA LOI

Nous avons déjà dit que c'est en 1884 qu'une proposition de loi fut pour la première fois déposée, en France, sur ce sujet. C'est, en effet, à la séance du Sénat du 26 mai, que M. Béranger dépose au

Sénat sa proposition de loi sur l'aggravation progressive des peines en cas de récidive, et leur atténuation en cas de premier délit. Le gouvernement venait de présenter un projet de loi sur la relégation ; l'exposé des motifs de la loi nouvelle en faisait ressortir les inconvénients, dont l'un, et non des moins graves à coup sûr, consistait en ce qu'elle arrivait à éliminer les récidivistes, mais non à diminuer la récidive elle-même en l'atteignant dans ses causes et en en modifiant les conditions.

L'auteur du projet proposait aussi la création de chantiers pénitentiaires soit en France, soit aux colonies, pour les condamnés que leur bonne conduite ferait considérer comme dignes d'y être employés.

Le 19 juillet 1884, M. Mazeau déposait, au nom de la Commission d'initiative parlementaire, un rapport sommaire, à la suite duquel la proposition fut prise en considération par le Sénat ; le rapport proposait de distraire du projet les dispositions relatives à la création de chantiers pénitentiaires, qui semblaient devoir être de préférence rattachés à la loi sur la récidive, alors en préparation (Sénat, session 1884, n° 281).

MM. Michaux, Schœlcher, Béral, Mazeau, Tolain et Naquet, sénateurs, présentèrent une nouvelle proposition qui, à la suite du rapport de M. Béral, fut également prise en considération le 12 mai 1885 et renvoyée à la Commission déjà saisie (Imprimés du Sénat, session de 1885, n° 137).

Cette proposition, qualifiée par l'un de ses au-

teurs, d'extension de la proposition de loi Béranger, était relative « au pardon, au sursis, à l'exécution des peines en cas de condamnation, pour premier délit, à l'emprisonnement ou à l'amende. » Le tribunal pouvait, après avoir constaté le délit, prononcer le pardon pur et simple de l'inculpé, ou bien prononcer qu'il serait sursis pendant un délai maximum de cinq ans à l'exécution de la peine; d'autre part les peines d'emprisonnement étaient, lorsqu'elles étaient inférieures à deux mois, converties soit en une amende, soit en un nombre égal de journées de travail.

A la Chambre des députés, MM. Raybert, Gagneur et d'autres, déposèrent, le 30 mai 1886, une proposition tendant à donner un caractère suspensif aux condamnations prononcées par les tribunaux correctionnels, lorsque ceux-ci le jugeraient convenable, c'est-à-dire même au cas où l'inculpé aurait déjà subi une condamnation antérieure.

La proposition ne fixait pas le délai pendant lequel pouvait se produire le retrait de cette faveur, retrait qui, même en cas de condamnation postérieure, était subordonné à une nouvelle décision facultative du tribunal. Renvoyée à une Commission générale, la proposition de loi fut modifiée, sur le rapport de M. Manoury, déposé le 1^{er} juin 1888 (Chambre, session 1888, n° 2732).

Le bénéfice de l'application du sursis fut restreint au délinquant primaire, condamné à une peine maxima de trois mois d'emprisonnement. Si, pen-

dant un délai fixe de cinq ans, le condamné encourrait une nouvelle condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave, le sursis devait être révoqué de plein droit vis-à-vis des délinquants primaires; les tribunaux correctionnels avaient le pouvoir de pardonner purement et simplement.

C'est le 6 mars 1890 seulement que M. Bérenger déposa son rapport au nom de la Commission. Le texte actuel différait sensiblement de la proposition originaire.

On avait supprimé tout d'abord la partie du projet relative à la création des chantiers pénitentiaires. Les dispositions de loi concernant le sursis venaient en tête de la loi (ce sont les seuls, d'ailleurs, qui fassent l'objet de notre étude). Elles étaient modifiées et complétées; il y était dit notamment que la suspension de la peine ne comprenait pas le paiement de l'amende, des frais et des dommages-intérêts; elle s'appliquait, au contraire, aux peines accessoires et aux incapacités. Un avertissement devait être donné au condamné par le président de la cour ou du tribunal. Ajoutons, pour mémoire, qu'il n'était plus question de la progression des peines empruntée aux juges anglais.

La Commission avait aussi écarté le système du pardon, le système de pénalité de la proposition Michaux et le système anglais du sursis à la condamnation. Le 23 mai 1890 eut lieu la première délibération sur le texte; la séance fut remplie par un remarquable discours de M. Bérenger. Le Sénat,

à la suite de ce discours, adopta les diverses propositions de la Commission, puis décida de passer à une seconde délibération. Celle-ci commença le 3 juin. M. de l'Angle-Beaumanoir critiqua tout d'abord vivement le projet, lui reprochant surtout en principe d'encourager un premier délit par l'espérance de l'impunité. M. le Garde des Sceaux déclara que le gouvernement adoptait les principes de la proposition, puis M. Trarieux proposa d'étendre le sursis à l'amende. Après les explications de M. Béranger, l'amendement fut pris en considération (A ce propos, nous tenons à faire observer sur ce point, comme au point de vue des diverses modifications, que les discussions devant la Chambre et le Sénat firent subir à la proposition que nous nous contenterons strictement dans cet aperçu historique d'enregistrer les faits, les arguments invoqués par les orateurs se trouvant exposés dans le cours de cette étude à propos des difficultés que présentaient certains points de la loi, et dont un bien petit nombre a échappé aux discussions les plus approfondies des hommes les plus compétents dans la matière). Un amendement de M. Béranger proposa de créer, non plus un délai fixe, mais variable de trois mois à cinq ans, au gré du tribunal; l'auteur consentait, d'ailleurs, à élever son maximum à deux et même trois ans. M. Béranger s'opposa au nom de la Commission à l'adoption de cet amendement; il ne fut pas pris en considération (c'est par erreur que le *Journal officiel* porte : l'amendement mis aux voix est adopté).

M. Demôle proposa de déclarer que la suspension de la peine ne porterait pas sur les peines accessoires et incapacités résultant de la condamnation. M. Humbert, au nom de la Commission, se prononça contre cet amendement. M. Lenoël parla dans le même sens. M. le Garde des Sceaux soutint l'amendement Demôle et le Sénat l'adopta en repoussant l'addition proposée par M. Bérenger, « à moins que le juge n'en ait autrement ordonné. »

A la séance du 9 juin on revint à l'amendement Trarieux au sujet des condamnations à l'amende, et l'amendement pris en considération fut adopté le 10 juin après entente avec la Commission. Le vote de la discussion porta sur la deuxième partie de la loi, l'aggravation en cas de récidive; nous n'avons pas à nous en occuper ici. Une proposition de MM. Trarieux et Lisbonne, relative à certaines condamnations antérieures, fut retirée après que M. le Garde des Sceaux eut annoncé son intention de mettre à l'étude la question de la réforme du casier judiciaire.

A la séance du 4 juillet, l'ensemble de la loi fut adopté.

Il faut reconnaître que toutes les difficultés du sujet avaient été examinées au cours de cette discussion aussi complète qu'approfondie; la Chambre trouva donc la tâche singulièrement simplifiée, sa commission jugea cependant utile d'introduire dans le texte voté par le Sénat quatre modifications importantes : la faculté du sursis est étendue à une

simple amende; les autres modifications concernent la deuxième partie de la loi. La Commission avait commencé aussi par admettre que le sursis emportait la suppression des peines et incapacités accessoires; elle se rangea à l'avis du Sénat sur les observations de M. le ministre de la Justice. C'est le 3 mars que la discussion eut lieu devant la Chambre, l'urgence fut déclarée, et après un discours de M. Louis Barthou, rapporteur, le texte fut voté sans modification.

La loi, de retour devant le Sénat 19 mars et devant la Chambre 21 mars, ne subit plus aucune modification au point de vue qui nous occupe, et le 27 mars 1891, le *Journal Officiel* publiait, avec la date du 26, la loi, fruit de la discussion laborieuse dont nous venons de faire le récit.

Cette loi telle qu'elle est sortie de ces travaux est ainsi conçue :

Article premier. — En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime ou délit de droit commun, les cours ou tribunaux peuvent ordonner par le même jugement et par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine.

Si, pendant le délai de 5 ans à dater du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a encouru aucune poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave, pour crime ou

délit de droit commun, sa condamnation sera comme non avenue.

Dans le cas contraire, la première peine sera d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde.

Art. 2. — La suspension de la peine ne comprend pas le paiement des frais du procès et des dommages-intérêts.

Elle ne comprend pas non plus les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation.

Toutefois ces peines accessoires et ces incapacités cesseront d'avoir effet du jour où, par application des dispositions de l'article précédent, la condamnation aura été réputée non avenue.

Art. 3. — Avertissement par le président.

Art. 4. — La condamnation est inscrite au casier judiciaire, mais avec mention expresse de la suspension accordée.

Si aucune poursuite suivie de condamnation dans les termes de l'article premier, § 2, n'est intervenue dans le délai de 5 ans, elle ne doit plus être inscrite dans les extraits délivrés aux parties.

CHAPITRE IV

CONDITIONS DU SURSIS

1° *Absence de condamnation antérieure à la prison pour crime ou délit de « droit commun ».*

La première des conditions pour que le sursis puisse être accordé, c'est que l'inculpé soit un délinquant primaire, c'est-à-dire qu'il n'ait encore subi aucune condamnation, mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, la loi française du 26 mars 1891 est moins exigeante que la loi belge de 1888. La loi belge n'admet pas la condamnation conditionnelle au profit d'un délinquant qui a déjà subi une condamnation quelconque pour crime ou délit. Notre loi, au contraire, a apporté des tempéraments à ce principe ; et certaines condamnations ne sont pas chez nous un obstacle à une condamnation conditionnelle, et cela, comme le fait judicieusement remarquer M. Tardif, soit parce qu'elles présentent peu de gravité, soit parce qu'elles ne portent pas une atteinte profonde à l'honneur et à la considération de ceux qui les ont subies.

Pour empêcher ultérieurement la condamnation conditionnelle, il faut que la condamnation soit à la prison et qu'elle soit infligée pour crime ou délit de droit commun. Bien entendu une condamnation à la réclusion ou aux travaux forcés produirait *a fortiori* le même effet qu'une condamnation à l'emprisonnement.

sonnement, il est à peine besoin de le dire, et c'est sans doute pour cela que le législateur a cru pouvoir le sous-entendre. L'individu déjà condamné n'est plus digne de l'indulgence de la loi, mais une condamnation à l'amende ne produirait pas le même effet; on a considéré qu'une telle condamnation n'avait pas une gravité suffisante.

Il faudrait évidemment ne pas considérer comme une condamnation à l'emprisonnement, l'envoi en correction des mineurs de seize ans acquittés comme ayant agi sans discernement. Nous sommes ici, en effet, en présence d'une mesure administrative prise dans l'intérêt des mineurs; l'art. 66 du Code pénal a eu en effet pour but de permettre de soustraire pour un laps de temps donné, les mineurs aux influences délétères du milieu dans lequel le sort les a placés, et de préparer, si c'est possible, par une discipline sévère et par des exemples de soumission et de travail le reclassement et l'amendement de ces enfants destinés à être la proie de tous les vices. Ce serait bien mal comprendre l'esprit de bienveillance et d'humanité de cette disposition, que de traiter comme des récidivistes ceux qui en auraient été l'objet dans leur jeunesse; alors surtout que le sursis pourrait (comme il le peut en effet) s'appliquer à des délinquants véritables, condamnés une première fois avec sursis et qui seraient demeurés cinq ans sans commettre de nouvelle infraction. Cette inégalité entre ces deux classes de délinquants dont l'une doit être, parce qu'elle est plus jeune, traitée

au moins aussi favorablement que l'autre, serait aussi injustifiée que choquante : elle n'a pu entrer dans l'esprit du législateur.

Il n'en est pas de même au cas, où en vertu des articles 67 et 68 du Code pénal, l'envoi en correction est prononcé pour crime ou délit contre des mineurs condamnés comme ayant agi avec discernement ; l'envoi en correction n'est plus ici une simple mesure administrative, c'est une peine, et je ne vois pas que l'article premier distingue dans son application entre les majeurs et les mineurs. Donc l'hypothèse est d'une simplicité extrême, le mineur est condamné ou acquitté ; acquitté, il pourra plus tard, en cas de condamnation, obtenir, malgré son envoi actuel en correction, le bénéfice du sursis ; condamné, il encourt, comme ayant agi avec discernement, une peine d'emprisonnement, et, par suite, ne pourra plus à l'avenir être condamné conditionnellement.

La condamnation doit avoir été prononcée pour crime ou délit de droit commun.

Quel est exactement le sens de ces mots : crime ou délit de droit commun ? Nulle part dans les travaux préparatoires nous n'avons trouvé leur définition. Bregeault, dans ses *Lois nouvelles* (avril 1891, p. 319), pense que le législateur a entendu « les « opposer aux crimes et délits politiques dont la « définition est, comme on le sait, fort élastique ; « mais il se refuse à opposer crime et délit de droit

« commun à crime ou délit militaire et maritime » ; et il conclut en disant : « si on admettait cette extension, il faudrait, en l'absence de distinction dans le texte, décider qu'une condamnation pour un de ces crimes militaires, plus grave à nos yeux que l'assassinat, tel que la trahison ou l'espionnage par exemple, ne ferait pas obstacle à la faculté du sursis. Qui oserait aller jusque là ? »

Mais sans aller jusque là, n'est-il pas permis de rappeler que la plupart des délits militaires ne sont pas aussi graves que veut bien le prétendre M. Brégeault et que précisément la caractéristique du sursis étant d'être facultative, ce sera au juge d'apprécier, dans chaque cas, si le délinquant mérite cette faveur. Et certes cette opinion ne sera pas la sienne quand l'inculpé se sera déjà rendu coupable d'un de ces crimes déshonorants dont parle M. Brégeault et dont l'effet ne sera évidemment pas de concilier pour l'avenir, à leur auteur, la bienveillance et la sympathie du juge appelé à accorder ou non le sursis. N'est-il pas plus juste de dire, avec M. Tardif, que l'expression de droit commun exclut aussi les délits purement militaires ou maritimes.

Non plus qu'un délit politique, un acte d'indiscipline n'entache l'honneur ou la considération de celui qui le commet. Dans la séance du 3 juin 1890, M. Béranger distinguait d'ailleurs, parmi les condamnations prononcées par une autorité militaire, celles encourues pour faits contraires à la discipline ou punis spécialement par les lois militaires, et

celles intervenues pour faits de droit commun.

D'ailleurs, je crois que le résultat qui paraît inadmissible à M. Brégeault, et auquel on semble fatalement conduit, à savoir de décider que les condamnations pour trahison et espionnage ne feraient pas obstacle au sursis, pour étrange et même regrettable qu'il puisse sembler, n'en est pas moins le seul acceptable; et il me semble impossible de l'écarter. C'est qu'en effet la trahison et l'espionnage sont des crimes politiques, et ils ne perdent pas ce caractère par ce fait qu'ils sont déférés aux conseils de guerre militaires ou maritimes. Je veux bien admettre que la distinction établie par l'article premier visait des crimes et délits politiques qui ne présentent pas généralement le caractère odieux de la trahison et de l'espionnage, mais comme elle s'applique aux crimes politiques en général, il est impossible de la repousser dans certains cas, par ce seul motif qu'elle pourrait amener des conséquences regrettables.

Je crois qu'il y aurait une objection plus sérieuse à faire à notre système, d'après lequel l'art. oppose les délits militaires aux délits de droit commun. C'est qu'un certain nombre de délits militaires ont leur source dans une infraction prévue par le Code pénal, qui d'ailleurs est souvent peu grave en elle-même, mais que la qualité de ses auteurs rend punissable de peines beaucoup plus sévères; par suite, un simple particulier condamné pour vol serait désormais dans l'impossibilité d'obtenir un sur-

sis alors qu'un militaire condamné (à une peine plus sévère d'ailleurs) pour vol d'effets militaires, pourrait encore obtenir le bénéfice ultérieur d'une condamnation conditionnelle, ce qui ne me semble pas équitable.

Aussi, serais-je d'avis de restreindre le sens du mot militaire et d'admettre que seuls les délits purement militaires, tels que les manquements à la discipline sous leurs formes les plus diverses, sont seuls en dehors de la catégorie des délits de droit commun, et qu'il ne faut pas en dire autant de ceux qui, par un côté quelconque, se rattachent plus ou moins étroitement à la famille des délits vulgaires, tels que le vol d'effets militaires cité plus haut.

Mais faut-il, comme le croit M. Laborde, ne comprendre sous la dénomination d'infractions de droit commun, que les infractions prévues par le Code pénal, par opposition à celles prévues par les lois spéciales? Dans une étude sur les condamnations à propos desquelles le sursis peut être prononcé, condamnations relatives à des infractions spéciales, M. Laborde constate que le sursis peut être accordé en matière de délit de chasse, de presse, etc... puis, il ajoute : « ces décisions n'auraient-elles pas une influence sur l'interprétation de l'expression : crime et délit de droit commun, employée par l'art. 4^{er} ? Si cette expression excluait seulement les délits politiques, comme l'affirment la plupart des commentateurs de la loi de 1891, si elle n'excluait pas aussi, comme je le soutiens, des infractions spéciales,

aurait-on dû se poser la question de savoir si le sursis était applicable dans ces dernières matières ? La raison de douter vient seulement du défaut de corrélation entre l'infraction qui motive la peine pour laquelle on veut appliquer le sursis et les infractions dont l'emprisonnement empêche d'obtenir ou fait déchoir le sursis. En supposant que les crimes et délits de droit commun visés par l'art. 1^{er}, comprennent les infractions spéciales, l'application du sursis aux peines de ces dernières n'aurait pu faire de difficulté. Si l'on a discuté, c'est qu'on entendait par « crime et délit de droit commun », les *seuls* délits non politiques prévus par le Code pénal. Il est bon de retenir ce précédent.

Je crois cependant que ce serait donner aux mots « crimes et délits de droit commun », un sens trop restreint que de comprendre sous cette dénomination les seuls délits prévus par le Code pénal. Il existe un grand nombre de délits et même de crimes, que le Code pénal n'a pas prévus ; des lois postérieures et spéciales sont venues combler cette lacune ; la perversité du délinquant qui les transgresse peut être égale ou supérieure à celle du délinquant du Code pénal. M. Tardif cite, à ce propos, le délit prévu par l'art. 15 de la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés, et puni, par l'art. 405 du Code pénal : ce délit est un véritable délit d'escroquerie ; on comprendrait difficilement qu'il ne fût pas un antécédent judiciaire susceptible d'empêcher l'application d'une peine conditionnelle. Les art. 16 et suivants de la loi du

15 juillet 1845 prévoient un certain nombre d'infractions, plus graves certainement que bien des délits du Code pénal. Pourquoi les auteurs de ces infractions jouiraient-ils d'une faveur refusée aux autres délinquants ? Je ne crois pas, quant à moi, qu'il faille attribuer aux mots délits de droit commun ce sens trop restrictif, et qui les réduirait aux délits prévus par le Code pénal. En définitive, je ne vois que les crimes politiques ou purement militaires, qui méritent d'être classés en dehors de ce cadre : *délits de droit commun*. D'ailleurs les travaux préparatoires ne jettent aucune lumière sur ce point controversé, et la discussion est venue de ce qu'en l'absence d'une définition légale, on était forcé de se rattacher à des arguments d'analogie, tels que celui tiré de l'art. 2, § 2 de la loi du 27 mai 1885, ou, au contraire, celui tiré de l'art. 7 de la loi. Le mieux et le plus sage est, je crois, de s'en tenir à l'esprit de la loi, lequel, favorable à certaines catégories de délinquants ordinairement moins pervers et d'une moins grande immoralité (délinquants politiques et militaires), ne semble pas, en revanche, vouloir établir de distinction entre des délinquants auteurs de méfaits analogues, que ces méfaits soient punis par le Code pénal lui-même ou par une loi spéciale.

Telle est donc, selon nous, la première condition pour que les Tribunaux puissent accorder le bénéfice du sursis, d'après la loi du 26 mars 1891 : c'est l'absence d'une condamnation antérieure à la prison,

pour crime ou délit autre qu'un délit politique ou purement militaire. Toutefois, il importe de faire remarquer que cette première condition n'est pas définie d'une manière rigoureusement exacte.

En effet, à l'absence d'une condamnation, il faut assimiler le cas ou celle-ci aurait été effacée par une réhabilitation ou par l'amnistie.

C'est qu'en effet, le rôle de l'amnistie est de faire disparaître non pas seulement la condamnation, mais l'acte délictueux lui-même; quant au condamné qui a bénéficié de la réhabilitation, nous savons que sa condamnation est effacée, et que toutes les incapacités qui en résultaient cessent pour l'avenir.

Par suite, dans ces deux cas, la première condamnation étant effacée, ne peut plus compter pour l'application de l'art. 1^{er}.

Lorsqu'un délinquant a bénéficié une première fois de la condamnation conditionnelle et qu'il a laissé passer un délai de cinq ans sans encourir de nouvelle condamnation, nous verrons plus tard qu'un des effets de l'expiration du délai d'épreuve est d'amener une réhabilitation de plein droit, la condamnation est considérée comme nulle et non avenue. Je ne vois donc pas pourquoi le coupable ne pourrait pas, de nouveau, obtenir le bénéfice de la condamnation conditionnelle.

L'art. 1^{er} parle d'un inculpé ayant déjà subi une condamnation; or, l'individu qui, après avoir bénéficié d'un sursis, n'a pas subi de nouvelle condamnation dans le délai de cinq ans, n'a ni exécuté ni subi

sa peine ; seulement une restriction et un aveu s'imposent de suite, et nous aurions mauvaise grâce à ne pas le reconnaître : il est peu probable qu'en fait, les magistrats se sentent disposés à user d'indulgence envers un délinquant auquel la première leçon a si mal profité et qui a eu seulement l'adresse et le soin de mettre le délai nécessaire entre ses deux infractions, pour essayer d'éviter le châtement prononcé contre lui.

2°. *Condamnation actuelle à prison ou à l'amende.*

La loi Bérengère se rattachant, comme nous l'avons indiqué plus haut, à ce courant d'idées hostile aux courtes peines d'emprisonnement, et favorable à l'adoucissement du sort des délinquants primaires, classe généralement sympathique, le législateur, n'a évidemment, jamais pensé à faire admettre le sursis, pour les peines plus graves que l'emprisonnement ; ces peines supposent chez le condamné une perversité trop grande, pour qu'on le dispense de leur exécution ; l'espoir d'échapper à la peine, qui existe toujours au fond du cœur des criminels, aurait reçu là un excellent appoint et l'effet de la pénalité s'en serait trouvé énérvé d'autant, si l'auteur d'un crime grave pouvait espérer que, même pris et condamné, il aurait encore une chance de ne pas expier ses méfaits, de ne pas subir sa peine. Ce serait un obstacle de moins pour l'arrêter sur le chemin du crime, un motif de moins pour résister à l'assouvissement de

ses passions. Mais si, pour les peines les plus graves, travaux publics ou réclusion, on a jugé dangereux d'accorder la possibilité du sursis, on l'a appliqué avec la plus grande libéralité aux condamnations à l'emprisonnement.

Toute condamnation à la prison peut être prononcée avec sursis, quelle que soit sa durée.

On a vivement critiqué la largeur de cette disposition; il est certain, au point de vue théorique, qu'un fait puni de cinq années d'emprisonnement est un fait grave; et, en pratique, ajoute-t-on, les tribunaux entrent trop largement dans la voie qui leur est ouverte pour appliquer le sursis. La loi belge de 1888 ne permet l'application de la condamnation conditionnelle que pour les condamnations à six mois de prison au plus. Il est, en effet, certain que l'indulgence du juge doit surtout s'appliquer aux infractions d'une gravité relativement faible.

Il paraît que la Commission a vivement hésité. M. Béranger, dans son premier rapport, p. 13, a insisté pour que la Commission acceptât cette latitude si grande donnée au juge. Ainsi que je l'ai dit plus haut, je crois que la tendance générale serait aujourd'hui dans un mouvement de réaction contre ce libéralisme de la loi.

Le Congrès de Saint-Petersbourg a décidé que le sursis ne devait être accordé que lorsqu'il s'agissait de simples contraventions et, au fond, c'est là peut-être qu'est la vérité, car (*Bulletin de la Société des Prisons*, novembre 1890, p. 741), dit M. Petit : Dans

notre Société, la section de législation a adopté, je crois, la limite d'un mois (pour les condamnations conditionnelles). Tous ceux qui ont passé par les tribunaux savent parfaitement que, pour que ces tribunaux infligent même un mois de prison à un délinquant primaire, il faut que ce délinquant ait commis un délit relativement grave.

Le projet de réforme du Code pénal français n'accorde même le sursis que pour les condamnations inférieures à trois mois de prison. Il y a donc bien, comme je l'indiquais tout à l'heure, une tendance à la réaction; mais je ne crois pas que cette réaction soit bien utile; les abus, en effet, ne me semblent pas avoir été bien nombreux. En revanche, ils se sont trouvés en évidence, ce qui a permis de les faire ressortir très vivement et même, sans doute, de les grossir.

La seule chose à faire, au cas où il y aurait réellement abus, serait de modifier l'esprit de l'application de la loi et d'accorder difficilement le sursis. Si, au contraire, on limite à trois mois la durée des condamnations susceptibles de sursis, je ne crois pas que l'on obtienne le résultat cherché.

Les juges qui désirent accorder le sursis à un délinquant qui leur semble intéressant, chercheront et trouveront des circonstances atténuantes qui leur permettront d'abaisser la peine à trois mois et, par suite, d'appliquer le sursis. D'après le projet, les circonstances atténuantes étaient nécessaires pour que le sursis pût être accordé. Heureusement,

cette disposition a disparu dans la rédaction définitive; c'est, qu'en effet, les circonstances atténuantes ne s'appliquent qu'aux délits prévus par le Code pénal, à moins qu'une loi spéciale ne les mentionne expressément; il y aurait donc eu toute une classe de délits peu graves privés des avantages du sursis.

Le sursis est possible même en cas de condamnation en cour d'assises, pourvu que, par suite de circonstances atténuantes ou de correctionnalisation de l'affaire, la peine soit celle de l'emprisonnement. M. Petit, que nous citions plus haut tout à l'heure, disait, à ce propos (*Bulletin de la Société des Prisons*, 90, p. 742) : « Il m'est impossible d'admettre le
« pouvoir donné au juge de rendre conditionnelles
« toutes les peines à l'emprisonnement, prononcées
« non seulement en police correctionnelle » . . .
.

A cette époque, la loi du 26 mars était encore à l'état de projet (le projet venait d'être voté au Sénat), l'événement n'a pas justifié les craintes de l'orateur qui, d'ailleurs, en quelques mots, avait laissé voir que ses prévisions étaient moins pessimistes qu'elles ne le semblaient de prime abord : « j'ajoute cependant que si elles y étaient introduites... ».

En effet, je ne crois pas qu'il y ait eu abus de ce côté; j'ai sous les yeux la statistique des sursis prononcés en cour d'assises pour l'année 1894, et je vois que le chiffre est de 25, ce qui n'a certes rien d'exagéré.

Aux condamnations à l'emprisonnement, il faut

rattacher l'envoi en correctionnelle des mineurs de seize ans. Le sursis peut-il s'appliquer dans cette hypothèse? Nous répondrons par la distinction que nous avons déjà faite plus haut pour les questions de savoir si cet envoi en correction comptait pour une condamnation antérieure.

De deux choses l'une, ou bien l'envoi a été prononcé contre des mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement, et c'est alors une simple mesure administrative prise dans leur intérêt; on ne concevrait pas qu'il pût y avoir lieu de surseoir à une mesure de ce genre. L'envoi en correction est prononcé lorsque le juge estime qu'il y aurait danger à replacer l'enfant dans le milieu au sein duquel il a jusqu'à présent vécu.

Ce serait se mettre en contradiction avec soi-même que de suspendre l'exécution de cette mesure.

Si, au contraire, l'envoi en correction est prononcé contre des mineurs de seize ans, condamnés comme ayant agi avec discernement, nous nous trouvons en présence d'une véritable condamnation, d'une peine à laquelle peut, dès lors, s'appliquer la faveur du sursis.

M. Brégeault est d'avis contraire; selon lui, même dans ce cas, le sursis ne peut être appliqué. En effet, d'une part, les art. 67 et 68 du Code pénal font bien de la détention correctionnelle une peine; mais, d'une part, elle est substituée à des peines criminelles (pour lesquelles le sursis ne serait pas possible), et, d'autre part, même dans ce cas, l'en-

voit en correction affecte encore, selon lui, le caractère d'une mesure d'éducation. Il ajoute que les tribunaux ayant la faculté d'acquitter l'enfant comme ayant agi sans discernement et de le rendre à ses parents, s'il y a lieu, cette faculté rendrait inutile le droit de sursis. Mais, c'est précisément ce que nous nions avec la dernière énergie. Dans le cas où le juge ayant acquitté le mineur comme ayant agi sans discernement, l'envoie néanmoins en correction pour le soustraire aux influences délétères de son milieu, il y aurait, avons-nous dit, inconvénient à prononcer un sursis ; mais il n'en est pas, nécessairement, de même en cas de condamnation, et le juge peut préférer cette menace, pour garantir à l'avenir la bonne conduite du jeune délinquant, à un acquittement suivi d'un internement plus ou moins prolongé dans une maison d'éducation correctionnelle.

La condamnation, avons-nous dit, doit être une condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende. La disposition relative à l'amende ne se trouvait pas dans le projet de loi, et il ne semble pas que le besoin s'en fût vivement sentir. Au Sénat, M. Trarieux ayant demandé une modification de l'art. 1^{er} en ce sens, M. Béranger expliqua : « La pensée de la loi « est de dispenser le condamné de ce qui..... » (thèse Tardif, p. 133), « et, d'autre part, l'efficacité de la « condamnation à l'amende paraît exiger un paiement immédiat. Ce que je trouve vicieux et ce qui « me blesse, disait M. Trarieux, c'est qu'à la faveur

« d'une suspension des effets du jugement, le con-
« damné à l'emprisonnement arrive à une réhabili-
« tation complète, et que cette réhabilitation soit
« refusée à celui qui en serait le plus digne par l'in-
« dulgence même avec laquelle il aurait été traité. »

L'injustice est surtout sensible lorsque, parmi les auteurs ou complices des mêmes délits, les uns seraient condamnés à l'amende, les autres, plus coupables, à la prison, avec application de la loi nouvelle. D'ailleurs, même au point de vue exclusif de la récidive, l'amende inscrite au casier judiciaire pourrait, presque autant que la prison, fermer les portes des entreprises particulières et des administrations publiques à celui qui en aurait été l'objet, et, par suite, s'oppose à son relèvement moral, à son reclassement. C'était là encore une cause nouvelle de récidive. Sur des observations d'amis favorables en principe à son amendement, M. Trarieux modifia la teneur de celui-ci : les tribunaux pourront décider que les condamnations à l'amende seront, elles aussi, effacées après cinq ans de bonne conduite, mais le condamné restera tenu du paiement à l'amende, c'est que « l'amende (avait dit M. Béranger), une fois prononcée, appartient au Trésor qui, seul, peut en faire remise. » C'est absolument, ainsi que l'a fait ressortir M. Barthou dans son rapport (p. 16), comme si l'on disait que la condamnation à la prison appartient au pouvoir exécutif qui seul peut faire grâce.

Quoi qu'il en soit, c'est ainsi restreint que l'amen-

dement fut voté par le Sénat. La Commission de la Chambre, animée d'un esprit plus large et plus libéral, estima qu'il n'y avait pas lieu de s'arrêter à cette demi-mesure, et pensa qu'il n'y avait pas de raison déterminante de ne pas appliquer à l'amende une solution que chacun trouvait acceptable pour la prison. Il est certain que l'amende emporte, elle aussi, dans des cas nombreux, une véritable flétrissure, et, d'ailleurs, au point de vue de la logique et de l'équité comme au point de vue de l'unité et de l'harmonie du texte, cette disposition, que l'on ne rencontre pas dans la loi belge, est à l'abri de toute critique.

L'art. 1^{er} fut donc modifié ainsi qu'il suit : « En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende..... » Le Sénat l'accepta sur la proposition de la Commission. Le rapporteur, M. Bérenger, reconnut d'ailleurs que ce n'était qu'une extension du principe admis déjà par le Sénat. Néanmoins, notre avis est que les tribunaux doivent plus rarement user de cette faculté du sursis en cas de condamnations pécuniaires peu élevées ; c'est qu'en effet, « outre que le but du législateur était surtout d'é-
« viter les contacts flétrissants de la prison et de
« ramener le délinquant au bien par la menace de
« l'incarcération suspendue sur sa tête, et que ces
« deux objets n'existent plus en cas de condamna-
« tion pécuniaire, le délinquant obtiendra le plus
« facilement du monde, par la procédure ordinaire,
« sa réhabilitation au bout de trois ans. Il ne faut

« pas que la justice rende des décisions dérisoires,
« et nous pensons qu'une condamnation à 16 francs
« d'amende, avec application de la loi Bérenger,
« aurait ce caractère. » (Voyez M. Brégeault, lois
nouvelles, 1891, p. 119.) — Le texte porte, nous ve-
nons de le voir, « en cas de condamnation à l'em-
prisonnement ou à l'amende » ; les discussions sur
les travaux préparatoires à la loi nous apprennent,
à ce propos, qu'il faut en dire autant des condam-
nations à l'emprisonnement et à l'amende. Mais le
tribunal qui applique une de ces condamnations
annulatives a également le droit de n'accorder le
sursis que pour l'une des deux peines.

C'est ainsi que le tribunal d'Orange (la *Loi*,
5 avril 1892) déclare Bagnol coupable du délit de
soustraction frauduleuse, le condamne à trois mois
de prison et 40 francs d'amende, ordonne qu'il sera
sursis à l'exécution de la peine, mais, par rapport
à l'emprisonnement seulement, dit, au contraire,
que la peine pécuniaire sera immédiatement exécu-
toire ; après avoir constaté, dans ses attendus,
qu'une telle application de la loi du 26 mars 1891
est autorisée par le texte de son art. 1^{er} et s'accorde
aussi bien avec le texte qu'avec l'esprit de cette loi ;
qu'une autre interprétation serait déraisonnable et
serait la négation de l'adage « qui peut le plus peut
le moins », en contestant au juge la faculté de res-
treindre un droit de sursis qui, d'après le texte de
l'article précité, porte à la fois sur les condamna-
tions à l'emprisonnement et à l'amende.

Déjà le tribunal de Brives, le 16 novembre 1891 (*Gazette du Palais*, du 22 novembre 91), avait professé cette jurisprudence, aujourd'hui, on peut le dire, définitivement admise.

Un jugement de Lille, 13 avril 1892, et le tribunal supérieur de Nouméa, arrêt du 1^{er} février 1892, se sont ralliés à cette doctrine : lorsque le juge condamne le délinquant à deux peines, l'une de prison, l'autre d'amende, il peut limiter à l'une des deux peines l'application du sursis. La Cour de cassation, par arrêt du 14 mai 1892, a sanctionné cette manière de voir : attendu que le pourvoi prétend vainement

La théorie générale est donnée par la Cour de cassation, le 20 avril 1893 (*La Loi*, 1893, 643). Chacune des peines est distincte des autres, a son existence propre et doit recevoir une exécution.

Sans doute, cette théorie produira ce bizarre résultat, que le casier judiciaire des délinquants condamnés ainsi à une double peine, ne portera plus la marque que d'une seule condamnation, celle pour laquelle la loi Bérenger n'aura pas été appliquée, ce qui pourra induire en erreur le tiers qui consulterait le casier ; mais il faut reconnaître qu'ils seraient encore moins trompés que lorsque, par suite de l'expiration des cinq ans, un condamné à une peine unique avec application du sursis, a vu son casier redevenir vierge.

Le tribunal de Saint-Étienne a fait une large application de cette théorie, le 20 janvier 1893, en dé-

cidant que : le tribunal pouvant, par application de la loi du 26 mars 1891, surseoir, durant cinq ans, à l'exécution de la peine, il peut, *à fortiori*, décider que le sursis ne portera que sur une partie de la peine (*une partie de l'amende* dans l'espèce), etc., etc. (*La Loi*, 1893, 148.)

Je ne crois pas, quant à moi, que l'on puisse pousser aussi loin cette théorie. La cour de Lyon en a, d'ailleurs, fait justice par arrêt du 20 février 1893, arrêt par lequel elle réforme ce jugement : attendu que c'est à tort que les premiers juges ont accordé, *en le fractionnant*, le bénéfice du 26 mars...

Nous avons dit, au début de cette deuxième partie, que l'art. 1^{er} de la loi du 26 mars donnait prise à des controverses multiples, et nous allons voir, en effet, que, pendant quelque temps tout au moins, on était loin d'être d'accord sur la manière de l'interpréter; aujourd'hui, la jurisprudence s'est unifiée, et je ne crois pas que, depuis 1895, il y ait eu beaucoup d'arrêts de principe sur les questions controversées que nous allons analyser rapidement, en mentionnant en regard les solutions diverses que les tribunaux et les cours avaient cru devoir y apporter.

Le motif de la controverse, tout d'abord, c'est la rédaction très large de l'art. 1^{er} : « en cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende » (dit-il); donc toute peine de cette nature appliquée à une infraction d'une nature quelconque, et prononcée par une juridiction quelconque, semble pouvoir être suspendue pendant cinq ans, sauf par les tribunaux

militaires sur le compte desquels l'art. 7 a pris soin de s'expliquer.

Et cependant, il est des infractions d'une nature telle qu'elles semblent, aux yeux de quelques-uns, devoir échapper à la formule générale de l'art. 1^{er} ; il est des juridictions spéciales en vue desquelles il ne semble pas avoir été écrit.

La première question à élucider sera donc celle de savoir quelles juridictions peuvent prononcer le sursis ; nous verrons ensuite à quelles infractions il peut s'appliquer, d'après l'état actuel de la jurisprudence.

Sur la première question, peu ou point de controverses ; aussi, l'étudierons-nous brièvement. L'article 1^{er}, de la loi du 26 mars 1891, édicte une règle générale : donc toute juridiction répressive peut prononcer une peine d'amende ou d'emprisonnement sous caution ; cependant, je tiens à dire de suite que, si les tribunaux de police jugeant des contraventions ont prononcé (Meulan, Tarbes, thèse Tardif, p. 162) des condamnations avec sursis, cette théorie n'est pas celle de la Cour de cassation — 5 mars 1892 et 27 octobre 1894 ; — mais nous étudierons plus attentivement cette question à son lieu et place, dans la classification de diverses catégories d'infractions.

Donc, le bénéfice de sursis pourra être accordé, comme l'énumère judicieusement M. Tardif :

Par les cours d'assises, les tribunaux correctionnels, les cours d'appel, même lorsqu'elles jugent en chambres civiles (art. 479 et 483, Code de justice

criminelle. Loi du 20 avril 1810, art. 10. Décret du 6 juillet 1810, art. 4. Décret du 15 novembre 1811, art. 168), les tribunaux de simple police (la Cour de cassation est d'un avis contraire).

Il pourra l'être même par les juridictions répressives spéciales : le Sénat constitué en Haute-Cour de justice ; les tribunaux consulaires des Échelles du Levant et de Barbarie, les conseils de préfecture en matière de contraventions de grande voirie, sauf cette remarque, qu'une tendance constante se manifeste à considérer les amendes dues en pareil cas comme des réparations au Trésor.

Les tribunaux militaires ne peuvent pas prononcer des peines conditionnelles, dit l'art. 7 (même lorsqu'ils jugent des délits réprimés par le Code pénal).

Si un tribunal ordinaire se trouve connaître d'un délit commis par un militaire parce que le militaire a un complice civil, il faut distinguer ; le sursis pourra être accordé si c'est un délit de droit commun, et non dans le cas contraire. Telle est l'opinion de M. Tardif, il la soutient d'ailleurs de raisons qui semblent convaincantes et qui sont énoncées dans un arrêt de la cour de Besançon :

Considérant qu'il existe en sa faveur des circonstances atténuantes ; considérant toutefois que c'est à tort que les premiers juges l'ont fait bénéficier des dispositions de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation des peines ; qu'aux termes de l'art. 7 de cette loi, elle n'est point applicable aux condamnations prononcées par les tribunaux militaires. Que

la situation vis-à-vis de la loi pénale du militaire prévenu d'un crime ou d'un délit militaire ne saurait être différente selon que la répression est confiée aux tribunaux militaires ou exceptionnellement aux tribunaux ordinaires ; que c'est ce que décide expressément l'art. 196 du Code de justice militaire lorsqu'il dispose que : le tribunal compétent applique aux militaires les peines prononcées par les militaires, et à tous autres individus les peines prononcées par les lois ordinaires, etc. (Voyez Sirey, 1892, 2, 49. Note 3, 2, 5 et la *Revue critique*.)

Le système de la cour de Besançon conduisait à décider que, pour les crimes ou délits qui ne trouvent point dans le Code de justice militaire une incrimination comme pénalité nouvelle (les crimes ou délits de droit commun), le sursis pouvait être appliqué aux militaires aussi bien par les tribunaux ordinaires que par les conseils de guerre.

Le système de la Cour de cassation (13 avril 1894, *Lois Nouvelles*, 1891, 1, 81) implique une solution contraire ; il fait dépendre le sursis, non pas de la nature de l'infraction, mais de la qualité du coupable.

Ce n'est ni dans le texte, ni dans les travaux préparatoires que l'on pourra, croyons-nous, trouver les raisons qui militent en faveur de l'un de ces systèmes de préférence à l'autre.

C'est au point de vue rationnel seulement que nous nous plaçons pour soutenir la théorie de la cour de Besançon.

C'est, qu'en effet, en matière pénale, on doit, faute

d'autre guide, choisir l'interprétation la plus favorable. A ce point de vue, il vaut mieux faire dépendre le sursis de la nature de l'infraction que de la qualité du coupable. Et puis l'exception, que la Cour de cassation est obligée d'admettre pour les délits sortant de la compétence normale des conseils de guerre, enlève à son système le caractère de simplicité dont jouit celui que je défends. Ajoutons que la raison donnée par la Cour de cassation, que la condamnation a, dans tous les cas, un caractère militaire et ne peut, à ce titre, être exécutée vis-à-vis du condamné militaire que conformément au Code de justice militaire, art. 196, repose sur une erreur; le sursis est une règle de l'*application* des peines et non pas une règle de leur *exécution*. — Enfin, cet argument impliquerait l'abandon de l'exception susmentionnée relative aux délits de chasse, pêche, etc., puisque la disposition de l'art. 196 du Code de justice militaire est absolue.

La cour de Rouen (26 avril 1895; Sirey, 1895, 2, 234) décide qu'un tribunal de police correctionnelle, saisi d'une poursuite contre un militaire et un non militaire à raison d'une infraction qui n'a pas, au regard du prévenu militaire, le caractère d'un délit militaire (dans l'espèce, le délit d'escroquerie), peut faire bénéficier le prévenu militaire des dispositions de l'art. 1^{er} de la loi du 26 mars 1891 qui autorise le sursis à l'exécution de la peine. (En sens contraire : Delalande, p. 226; de Fouraud, p. 80.)

Notons enfin que, par une circulaire adressée aux

commandants des bâtiments placés sous ses ordres, l'amiral Humann, quelque temps avant qu'expirât son commandement en chef de l'escadre de la Méditerranée, recommandait l'application du principe de la loi Bérenger en ce qui concernait les punitions disciplinaires infligées à bord.

Ce que nous venons de dire des tribunaux militaires s'applique évidemment aux tribunaux maritimes. C'est le désir du maintien de la discipline qui a fait introduire l'art. 17, dans lequel l'autorité militaire a fait comprendre que la discipline pourrait avoir à souffrir de l'application de cette loi; ce motif prouve que le mot militaire a été pris dans un sens large et comme synonyme de dépendant des armées de terre et de mer. Voilà pourquoi il ne faut pas hésiter à assimiler les tribunaux maritimes aux tribunaux militaires, bien que l'article ne parle que de ces derniers. — Ces craintes ont d'ailleurs peut-être été exagérées; je ne serais pas éloigné de croire avec M. Locard (p. 62, note 1): « Que loin de compromettre le maintien de la discipline le sursis, « par la menace de l'exécution de la peine et les « salutaires réflexions qu'il inspirerait, agirait « peut-être plus efficacement qu'une condamnation « pure et simple à une peine toujours assez sévère, « et souvent par la force même des choses, peu en « rapport avec la matérialité de l'infraction ».

Il n'en est pas de même pour les tribunaux maritimes commerciaux, juridiction spéciale à la marine marchande : — les infractions disciplinaires com-

mises par les membres de la marine marchande (qui ne sont pas actuellement attachés à l'armée de mer) ne sont pas des infractions à la discipline militaire; donc possibilité pour eux de prononcer des condamnations desursis (Circ. min. du 12 août 1891).

J'ajoute qu'au moment où paraissent ces lignes, la Commission de la Chambre vient d'adopter, à l'unanimité, le projet de réforme de l'art. 7 de la loi du 26 mars, c'est-à-dire l'extension du droit de sursis aux conseils de guerre pour tous les genres d'infractions. Depuis longtemps, d'ailleurs, les esprits étaient préparés à cette réforme; plusieurs projets avaient été déposés, tendant tous à un remaniement dans ce sens. Il est fort probable que, d'ici peu, cette modification sera votée par nos deux assemblées.

Somme toute, on est donc à peu près d'accord sur l'interprétation de l'article premier au point de vue des juridictions qui peuvent prononcer des condamnations conditionnelles. Voyons maintenant si ces condamnations avec sursis peuvent être prononcées pour les infractions de toutes les catégories; c'est ici surtout, à propos d'infractions d'un genre spécial, telles que les délits de douane, délits forestiers, que nous aurons l'occasion de signaler des controverses animées, des dissidences nombreuses en doctrine et en jurisprudence; mais n'anticipons pas.

Trois grandes catégories d'infractions, en allant de la plus grave à la plus légère, crimes, délits, contraventions.

Mais, comme c'est à propos des délits que nous

aurons l'occasion de développer surtout les controverses sur le point de savoir auxquels d'entre eux peut s'appliquer la condamnation avec sursis, nous les traiterons en dernier lieu.

La marche à suivre dans cette étude sera donc : des crimes, des contraventions, des délits.

Crimes. — La plupart du temps le crime est puni d'une peine *criminelle* : réclusion ou travaux forcés ; dans ce cas, la gravité des faits, les circonstances qui les accompagnent, la perversité qu'elles dénotent chez le délinquant, s'opposent autant que le texte de la loi à ce qu'on puisse appliquer une condamnation conditionnelle, et c'est pour cela que l'article premier de la loi veut, pour que l'on puisse faire usage du sursis, que la peine soit une peine d'emprisonnement tout au plus.

Mais il peut arriver que les circonstances aggravantes qui ont fait déférer le délinquant au jury de la Cour d'assises soient étayées d'un faisceau de preuves insuffisant ; certains faits qui, durant l'instruction, avaient semblé suffisamment établis, ne paraissent plus suffisamment probants ; les dépositions des témoins, accablantes pour l'accusé, perdent singulièrement de leur énergie et de leur autorité au cours des débats publics ; l'acquittement s'annonce imminent, car le jury ne consentira jamais à condamner à une peine afflictive et infamante le délinquant coupable, je le veux bien, mais pas assez gravement pour mériter un semblable châtimement.

Que fera le président des assises pour éviter que,

faute de pouvoir compter avec certitude sur une peine modérée, le jury n'acquitte ce coupable? En vertu de son pouvoir discrétionnaire, il posera aux jurés une question subsidiaire; en cas de meurtre, par exemple, celle de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner, ou celle d'homicide par imprudence; en cas d'infanticide, ce sera celle d'abandon d'enfant, etc.

C'est ce qu'on nomme correctionnaliser l'affaire.

De la sorte, la peine prononcée sera correctionnelle; il y aura, par suite, lieu d'appliquer le sursis si la Cour le juge opportun, car il peut fort bien se faire que le délinquant réunisse les conditions nécessaires pour inspirer confiance dans son amendement futur. De même dans le cas où une excuse légale a été admise, de même encore, dans le cas où, par suite de l'admission de circonstances atténuantes, la Cour prononce la peine de l'emprisonnement. Il est certain que cette faculté donnée à la Cour de surseoir à l'exécution d'une peine a de grands avantages. M. Bozérian, qui s'était beaucoup préoccupé en 1888 d'acquittements jugés scandaleux, avait proposé, pour les éviter dans l'avenir, le système des circonstances très atténuantes qui existe dans certaines législations étrangères; c'était un moyen de ramener le jury en permettant à la Cour d'abaisser la peine au-delà des limites ordinaires; on craignit que la proposition n'énervât outre mesure la répression, et elle n'eut pas de suite.

Et cependant le mal existait. « Eh ! mon Dieu,

oui, disait M. Bérenger, lors de la discussion au Sénat de la loi du 26 mars, il y a toute une série de faits, de faits nouveaux, qu'on pourrait appeler les drames du vitriol et du revolver, pour lesquels le jury montre parfois une indulgence excessive, une indulgence qui va jusqu'à appliquer la loi du pardon, que nos codes ne lui ont cependant pas donnée. Pourquoi ? Uniquement parce que l'intérêt qui s'attache à l'accusé par certaines considérations d'honorabilité, d'entraînements passagers, d'irrésistibles passions, lui donne l'excusable et naturel désir d'éviter au coupable l'humiliation et la flétrissure de la prison ».

« Le jury, dit M. Barthou (Rapport, p. 11), ne
« sera-t-il pas plus enclin à reconnaître par un ver-
« dict formel, une culpabilité certaine, lorsque sa
« réponse affirmative ne condamnera pas fatale-
« ment un homme dont la vie, jusque là irrépro-
« chable, s'est compromise dans une minute d'éga-
« rement, à la flétrissure de la prison et aux
« révélations déshonorantes du casier judiciaire » ?

Malheureusement, je ne crois pas, et l'expérience me donne raison, je ne crois pas, dis-je, que le jury renonce à prononcer un de ces acquittements que l'orateur cité plus haut qualifiait de scandaleux, dans l'espoir que la Cour accordera le bénéfice du sursis au délinquant ; et je crois même qu'à ce point de vue les circonstances très atténuantes auraient été plus efficaces. C'est qu'en effet les circonstances très atténuantes sont accordées par le jury lui-même

qui force ainsi la Cour à abaisser considérablement la peine et lui laisse seulement la latitude de l'abaisser encore davantage et presque indéfiniment.

Avec le sursis accordé par elle, au contraire, le jury ne pourrait que faire connaître officieusement aux magistrats ses désirs, dont il serait tenu compte; mais rien d'obligatoire pour les magistrats ne résulterait de là; aussi le jury se défierait-il à coup sûr et n'oserait condamner dans la crainte que la Cour ne fît pas droit à ses vœux.

La confiance réciproque que nous pouvons admettre dans des pays voisins entre le juge et le juré, n'existe chez nous en aucune façon; peut-être est-ce une conséquence du caractère de notre race; peut-être, surtout, cela résulte-t-il du rôle forcément ingrat du président des assises, auxiliaire inavoué du ministère public, généralement hostile à l'accusé, à tel point que l'on a dû supprimer le résumé qui n'était qu'un second réquisitoire, la plupart du temps; et surtout de ce que ce magistrat est mêlé aux débats et interroge l'accusé lui-même.

Au lieu que le juge anglais les domine, indifférent, faisant interroger l'accusé tour à tour par l'accusation et la défense, dirigeant les débats sans y prendre part. Quoi qu'il en soit, la loi du 26 mars 1894 a cru devoir accorder cette faculté aux cours d'assises de prononcer des condamnations conditionnelles, et ainsi que nous l'avons dit, je ne crois pas qu'il y ait d'abus dans l'usage qu'elle en fait.

En l'année 1894, par exemple, 24 sursis en tout ont été prononcés par ces juridictions.

Contraventions de simple police. — Ces infractions peuvent-elles, au même titre que les crimes et les délits, donner lieu au prononcé de condamnation avec sursis? M. Brégeault (*Lois nouvelles*, 1891, p. 312) se pose la question, et la résout par l'affirmative :
« De ce que, dans les travaux préparatoires, il n'a
« pas été question des tribunaux de simple police,
« il ne s'ensuit pas nécessairement qu'ils ne ren-
« trent pas dans les prescriptions de la loi ; cette so-
« lution paraîtrait rigoureuse et peu logique. Com-
« ment traiter plus sévèrement l'auteur d'une
« simple contravention, que celui d'un délit, et n'y
« a-t-il pas le même intérêt à éviter les dangers de
« la prison pour le premier que pour le second ?
« Dira-t-on que le condamné en simple police ne
« peut subir un emprisonnement que de cinq jours
« au plus ? — Mais c'est justement contre les courtes
« peines que cette loi a été faite. Et, d'autre part,
« M. Béranger a déclaré formellement, que c'est à
« la nature de la peine et non à celle de la juridiction
« qu'il s'attache. » Et il conclut que, malgré que les
condamnations de simple police ne soient pas ins-
crites au casier judiciaire, elles peuvent néanmoins
être accompagnées d'un sursis.

C'est d'ailleurs l'opinion qui a prévalu en Belgi-
que, pour l'application de loi du 31 mai 1888, et la
jurisprudence a admis, que les tribunaux de simple
police pouvaient profiter de la nouvelle institution.

M. Laborde, sous un jugement du tribunal de simple police de Meulan, est aussi affirmatif. (*Lois nouvelles*, 1892, 2, p. 72). « Les principes généraux, « en matière d'interprétation des lois nous disent « que le sursis étant une institution favorable, doit « être étendu à toutes les hypothèses ; qu'une dispo- « sition expresse n'exclut pas du champ de son appli- « cation. Sans doute, si le sursis ne présentait « aucune utilité en matière de simple police, une « restriction virtuelle au principe de l'art. 1 s'im- « poserait ; mais son utilité essentielle existe tou- « jours ; le condamné y trouve son compte, et le juge « y puise le moyen de suppléer aux circonstances « atténuantes ou de compléter leur action. »

Dans le camp des adversaires, les affirmations ne sont ni moins tranchantes ni moins nettes (Pabon, *La Loi*, 1891, p. 1655). « Nous avons, dit-il, en faveur de « cette solution les discussions législatives, l'esprit « et le texte de la loi. — Le mot de contravention « de police n'a, en effet, pas été une seule fois pro- « noncé ; soit dans les Commissions qui ont préparé « la loi, soit au Sénat, soit à la Chambre, il n'a été « question que de crimes et de délits. En second « lieu, les contraventions de police étant sans gra- « vité et restant en dehors de toute intention cou- « pable, il est clair qu'en pareil cas, la suspension « de la peine n'offre aucune utilité, soit au point de « vue de l'ordre public, soit au point de vue de « l'amélioration du condamné.

« Enfin, si le texte de l'art. 1^{er} semble, par sa gé-

« généralité, s'appliquer à toute peine d'amende ou
« d'emprisonnement, quelle que soit la juridiction
« qui l'ait prononcée, ce texte ne s'applique pas aux
« tribunaux de simple police, par une excellente rai-
« son, c'est qu'il existe une impossibilité absolue.
« En effet, le texte permet aux tribunaux de sus-
« pendre la peine pendant cinq ans. — En matière
« de peine ou délit, cette période de cinq ans est
« admissible parce que, jusqu'à son expiration, la
« peine n'étant pas prescrite, peut être exécutée, si le
« condamné commet une nouvelle infraction. Mais
« en matière de contraventions de police, la peine
« est prescrite au bout de deux années. Or, comment
« suspendre pendant cinq ans une peine qui est
« prescrite au bout de deux ans ? Toute l'économie
« de la loi proteste contre l'opinion qui la veut ren-
« dre applicable aux contraventions de police ; cette
« loi, en effet, a été votée à un double point de vue :
« atténuation de la peine en cas de premier délit,
« aggravation en cas de récidive. — Or, d'une part,
« l'atténuation ne se comprend pas, quand il s'agit
« d'une peine de un franc d'amende, et l'aggrava-
« tion de la peine est impossible devant les tribu-
« naux de simple police, puisque cette aggravation
« pourrait entraîner une condamnation à plus de
« quinze francs d'amende et à plus de cinq jours de
« prison, c'est-à-dire une condamnation en dehors
« de la compétence des tribunaux de simple police. »

(Idées dans le même sens : *Moniteur des justices de paix*, 1891, p. 193.)

J'avoue ne pas être très convaincu par ces raisonnements. L'objection tirée de la jurisprudence belge me semble répondre victorieusement à l'objection tirée du silence des travaux préparatoires ; d'autre part, l'absence d'intérêt, au point de vue de l'amendement du coupable et au point de vue public, ne me semble nullement démontrée, et je crois qu'on pourrait également soutenir que cet intérêt est capital, ou, au contraire, qu'il n'existe même pas ; en ces matières, tout dépend des faits et des situations. Quant au manque de concordance entre le délai de prescription et le délai d'épreuve, je ne vois pas que ce soit un obstacle bien sérieux. M. Tardif fait remarquer judicieusement, p. 160 : « Que le délai d'épreuve court, pour les condamnations en premier ressort, du jour même du jugement ; le second, seulement après l'expiration du délai d'appel... »

La durée de la prescription de l'emprisonnement en matière criminelle, est de vingt ans. Tout ce que l'on peut et que l'on doit même regretter, c'est que le législateur n'ait pas introduit des conditions spéciales pour l'obtention et le retrait du sursis, en matière de contraventions de simple police ; il aurait dû, par exemple, réduire en ces matières le délai d'épreuve à deux années ; mais cela ne prouve nullement que, ce délai d'épreuve étant resté de cinq ans, l'art. 1^{er} soit nécessairement inapplicable aux contraventions.

Quoi qu'il en soit, les tribunaux de Meulan et de Tarbes ont déclaré le sursis applicable, en matière

de contraventions, en se bornant à affirmer qu'on ne saurait comprendre que le bénéfice de la loi du 26 mars 1891 fût refusé aux condamnés à l'emprisonnement, peine correctionnelle, quoique n'entraînant à la vérité aucune inscription au casier judiciaire, en matière de contravention... Le tribunal de Meulan tranche du même coup la difficulté signalée plus haut; non concordance entre les délais de prescription et de sursis, en admettant que le sursis est un obstacle de droit, suspendant l'exécution de la peine. M. Laborde (note précitée) fait ses réserves sur ce point, parce qu'il considère la théorie de la suspension comme absolument inconciliable avec la raison d'être de la prescription criminelle.

La Cour de cassation, le 5 mars 1892, cassant l'arrêt de Tarbes, déclare : Attendu qu'il ne résulte ni des travaux préparatoires de cette loi, ni de son texte, ni de son esprit, qu'elle est applicable en matière de simple contravention de simple police, etc.

Et le 27 octobre 1894, la même chambre casse, par les mêmes motifs, avec les mêmes attendus (textuellement), un jugement du tribunal de Boulogne-sur-Mer, et, le 29 juillet 1892, un jugement du tribunal de simple police de Fleury-sur-Andelle.

La jurisprudence de la Cour de cassation est donc constante, et, si les considérants qu'elle invoque sont peu développés, du moins ont-ils le mérite d'être identiques et reproduits identiquement de la même manière dans les trois arrêts.

En présence de cette jurisprudence constante, le

praticien ne peut que s'incliner devant cette solution, qui n'était peut-être pas la meilleure à apporter à une question où la doctrine hésitait beaucoup, il est vrai, mais semblait devoir se rallier précisément à l'opinion inverse.

Il est intéressant, d'ailleurs, de consulter à ce sujet la *Gazette des Tribunaux* du 4 février 1898.

Non-applicabilité de la loi du 26 mars pour contraventions. Arrêt du 27 janvier 1898.

Mêmes motifs ; pour une peine de deux jours de prison pour infraction à un arrêté préfectoral sur la police des cabarets. Cassation au rapport de M. le conseiller de Larouverade, et conformément aux conclusions de M. l'avocat-général Puech, d'un jugement du tribunal correctionnel de Béthune (statuant sur appel de simple police formé par Prévost).

Délits. — C'est dans cette classe d'infractions que rentre toute une catégorie de faits plus ou moins graves, punis de peines plus ou moins sévères : faits spéciaux punis par des lois spéciales, délits de pêche, de chasse, forestiers, outrage et diffamation par la voie de la presse, etc. Le sursis peut-il être appliqué en ces matières ? L'amende et la confiscation fiscale peuvent-elles être différées durant un délai de cinq ans ?

L'application du sursis aux condamnations encourues pour délits prévus par des lois spéciales ne fait pas, en jurisprudence, l'objet d'un doute sérieux, mais il est très généralement admis que la

loi du 26 mars 1891 est inapplicable aux condamnations à l'amende prononcées en matière fiscale. La Cour de cassation, qui a consacré cette opinion, l'explique par ces motifs que les peines fiscales, telles que la confiscation et les amendes, sont moins des peines que des réparations civiles, et tombent par suite, comme dommages-intérêts, sous le coup de l'art. 2 de ladite loi qui déclare le sursis inapplicable aux dommages-intérêts.

Tel est, croyons-nous, à l'heure actuelle, l'état de la jurisprudence, ainsi que nous essaierons de l'établir tout à l'heure ; mais ces questions ont été fort discutées, et bien des opinions diverses se sont fait jour à ce sujet. Voici, par exemple, ce qu'écrivait M. Laborde (*Lois nouvelles*, 1891, p. 405), au lendemain de la loi, c'est-à-dire à une époque où la jurisprudence n'était pas encore fixée :

« Le sursis peut-il être appliqué aux amendes
« fiscales prononcées par les tribunaux correction-
« nels ? La réponse à cette question dépend du ca-
« ractère qu'on reconnaît à ces amendes. Sont-elles
« des peines, le sursis s'y applique. Sont-elles des
« réparations civiles, le sursis ne les concerne
« point. A mon avis, elles ont un caractère pénal
« prépondérant ; elles produisent, en conséquence,
« tous les effets des amendes purement pénales
« qu'un texte exprès ne leur refuse point. Or, ce
« texte n'existe pas dans la loi nouvelle ; je leur ap-
« pliquerai donc le sursis. Quelques mots pour jus-
« tifier ce caractère pénal prépondérant, thèse nou-

« velle, qui donne un principe d'interprétation ap-
« pelé à mettre fin aux tâtonnements de la pratique,
« soit qu'il s'agisse de déterminer l'étendue d'ap-
« plication des lois qui attribuent à ces amendes
« certains effets des réparations civiles, soit qu'il
« s'agisse de leur appliquer les théories pénales.
« — Dans l'ancien droit, l'amende, quel que fût le
« délit, avait un caractère mixte ; c'était à la fois
« une peine pour le coupable et une indemnité pour
« l'Etat des frais qu'il était obligé de faire pour la
« poursuite des criminels. Il n'y avait pas pour ce
« motif de condamnation aux frais quand le minis-
« tère public seul était en cause. — La loi du
« 18 germinal an VII, prescrivit, pour la première
« fois, la condamnation aux frais de tout individu
« condamné à une peine quelconque par un tribu-
« nal criminel, correctionnel ou de police. Depuis
« cette époque, l'amende a pris un caractère exclu-
« sivement pénal. Donc, toutes les lois postérieures
« qui ont fait produire à certaines amendes les con-
« séquences des réparations civiles, sont des excep-
« tions qu'il faut interpréter restrictivement. Deux
« lois récentes ont virtuellement reconnu le carac-
« tère de peines à ces amendes, en admettant pour
« certaines d'entre elles (contrib. ind.) l'application
« des circonstances atténuantes. Loi du 30 mars
« 1888, art. 42. Loi du 22 décembre 1890, art. 12.
« Comment, dès lors, pourrait-on leur faire pro-
« duire, par interprétation, les effets des répara-
« tions civiles ? Comment pourrait-on les soustraire,

« par interprétation, à l'application des théories
« pénales? On dira peut-être : il a fallu une loi
« pour leur appliquer l'art. 463 du Code pénal. Cela
« est vrai, mais pourquoi? Parce que l'art. 463 ne
« s'applique pas aux délits spéciaux. Quant aux
« autres théories pénales qui ont un caractère gé-
« néral, c'est-à-dire qui s'appliquent même aux
« infractions prévues et punies par des lois en de-
« hors du Code, elles s'étendent certainement aux
« amendes fiscales prononcées par des tribunaux
« correctionnels contre l'auteur d'une infraction
« après déclaration préalable de sa culpabilité, parce
« que ce sont des peines.

« La jurisprudence attribue à ces amendes fis-
« cales un caractère pénal : en refusant de les pro-
« noncer contre les héritiers du délinquant, en dé-
« cidant qu'elles peuvent être prononcées contre
« une femme mariée sans que le mari ait été mis
« en cause; en les faisant prescrire comme des
« peines; enfin, au point de vue de la contrainte
« par corps.

« Elle les traite comme des réparations civiles :
« 1° en étendant la responsabilité civile de ces
« amendes à des personnes non énumérées dans la
« loi spéciale, mais qui, d'après le droit commun,
« répondent du fait d'autrui; en prononçant une
« seule amende, quel que soit le nombre des parti-
« cipants à la même infraction; en cumulant ces
« amendes avec les peines proprement dites; en
« appliquant aux lois fiscales qui les prononcent la

« règle de la non-rétroactivité des lois comme en
« matière civile, et sans la restriction favorable
« qu'elle comporte lorsqu'il s'agit de lois pénales. »
(Laborde.)

C'est d'ailleurs l'opinion de la plupart des commentateurs Nègre et Gary, p. 84; Lecard, p. 44; Louis André, p. 106, reconnaissent que les amendes fiscales, tout en étant peut-être aussi des réparations civiles, ont, à coup sûr, un caractère pénal accentué; dès lors, elles peuvent, comme toute autre peine, être prononcées à titre conditionnel.

C'est aussi celle de M. Tardif (thèse soutenue devant la Faculté de droit de Paris, le 18 février 1893, p. 144). Sirey, 1892, 2, 9, ad notam, et Pabon (*La Loi* du 4 novembre 1891), soutiennent l'opinion adverse. Pour eux, l'amende fiscale représente surtout la réparation civile due au fisc; il faut l'envisager comme dommages-intérêts.

Somme toute, la doctrine semblait donc trancher vers l'applicabilité du sursis en matière de condamnations à l'amende fiscale. Telle n'est pas la tendance de plus en plus manifeste de la jurisprudence. Un certain nombre d'arrêts semblaient cependant devoir confirmer cette opinion.

Le premier par ordre de date est celui de Rennes (3 juin 1891. Sirey, 1891, 2, 249). Un nommé Marize, poursuivi par la Régie pour avoir vendu des cigarettes fabriquées par lui avec du tabac de la Régie, avait été acquitté par le tribunal de Nantes; l'administration fit appel. La cour de Rennes condamne

Marize à 300 francs d'amende, puis lui fait application de la loi Béranger : « Attendu que le délit « prévu par l'art. 222 est puni d'une peine d'a-
« mende; que la loi du 26 mars 1891 autorise les
« cours et tribunaux à surseoir à l'exécution de la
« peine en cas de condamnation à l'emprisonnement
« ou à l'amende, sans faire aucune distinction entre
« les amendes prononcées par le Code pénal et celles
« prononcées par des lois pénales; que l'art. 2 est
« donc applicable à la cause, » etc...

La seconde espèce fut soumise à la cour de Lyon le 19 novembre 1891 (Sirey, 1892, 2, 56). Un jugement du tribunal correctionnel de Nantua du 5 octobre 1892 avait condamné mademoiselle Apolline Dalmand, à raison d'introduction en France de tabacs en fraude, à une amende et à la confiscation des tabacs saisis, mais en lui faisant application de la loi du 26 mars; appel par la Régie, confirmation de la cour de Lyon : sur le point de l'application de la loi du 26 mars 1891 : « Considérant que l'on ob-
« jecte quant à l'amende qu'en matière de douanes
« l'amende n'est pas une peine, mais une réparation
« civile proportionnée au préjudice causé; qu'elle
« rentre dès lors dans la catégorie des dommages-
« intérêts exclus par l'art. 2 de la loi du bénéfice
« de la suspension de condamnation; mais que
« cette appréciation du caractère légal de l'amende
« en matière fiscale n'a rien d'absolu; qu'il a été
« décidé, au contraire, par la jurisprudence la plus
« accréditée, dans une matière analogue à celle des

« douanes, celle des contributions indirectes, que
« les amendes peuvent être considérées, selon le
« point de vue où l'on se place, tantôt comme des
« peines, tantôt comme des réparations civiles, mais
« que, quel que soit ce point de vue, elles sont cer-
« tainement des amendes et sont prononcées par les
« tribunaux correctionnels en matière correction-
« nelle; considérant que le caractère pénal et l'a-
« mende en matière de douane ressort manifeste-
« ment de ce que la condamnation est personnelle,
« de ce qu'elle s'éteint par la mort du condamné,
« de ce qu'enfin les règles de la prescription crimi-
« nelle et de la récidive lui sont également applica-
« bles; qu'on ne saurait donc, sans contredire à la
« fois aux termes mêmes et à l'esprit de la loi du
« 26 mars 1891, confondre la condamnation à l'a-
« mende visée dans l'art. 1^{er} avec les frais et les
« dommages-intérêts nominativement désignés
« dans l'art. 2 de la même loi; — Considérant qu'à
« ces arguments de texte s'ajoute l'intention sou-
« vent manifestée dans la discussion de la loi de
« laisser au juge la plus grande latitude pour son
« application, en tenant bien moins compte de la
« nature des délits et de la gravité des peines que
« de la situation favorable d'un inculpé auquel on
« n'a à reprocher qu'une première faute; que le but
« principal du législateur a été d'affranchir celui
« que frappe dans ce cas une première condamna-
« tion de la tache inévitable jusque là du casier
« judiciaire; que ce but ne serait plus atteint si l'on

« n'étendait pas à l'amende comme à l'emprisonne-
« ment, en toute matière, des dispositions légales
« dont on ne peut méconnaître la pensée bienfai-
« sante et moralisatrice, » etc.

Puis vient l'arrêt de Nancy que nous étudierons plus loin.

Enfin, le tribunal de Lorient, par un jugement du 25 mars 1892, consacra la même opinion (*Gazette des Tribunaux*, 28, 29 mars 1892) et admit l'application de la loi du 26 mars en matière de contributions indirectes.

M. Le Villain était poursuivi pour avoir introduit en fraude quelques bouteilles de vin, infraction à la loi du 28 avril 1816 sur les octrois ; le tribunal correctionnel de Lorient, saisi de l'affaire, condamne le prévenu à 200 francs d'amende et lui fait application du sursis : « Attendu que la loi du 26 mars 1891
« n'établit aucune distinction et n'apporte aucune
« restriction dans la faculté qu'elle accorde aux tri-
« bunaux, les tribunaux militaires exceptés, de
« suspendre l'effet de sa décision, en cas de con-
« damnation à l'amende ou à l'emprisonnement ;
« que le tribunal se rangeant à l'avis des cours de
« Rennes et de Lyon, contraire à celui de la Chambre
« des requêtes, n'estime pas que l'amende en ma-
« tière de contributions directes soit une simple
« réparation civile, qu'il y voit une peine qui figure
« au casier judiciaire..... Attendu que la loi Bé-
« rengier a pour genèse une idée de clémence, de
« pardon éventuel en faveur de tout délinquant et

« de tout criminel quel qu'il soit et quel que soit le
« délit ou le crime commis ;.... qu'il paraît impos-
« sible que nos législateurs de 1891, qui ont consenti
« à laisser disparaître de l'extrait du casier judi-
« ciaire délivré à un criminel la trace de son crime
« (art. 4 de la loi), aient entendu y laisser subsister
« la trace d'une fraude aux lois fiscales. »

Il est facile de voir que le tribunal statue moins en s'appuyant sur le texte de la loi qu'en scrutant et en commentant l'intention présumée du législateur. Ajoutons aussi, et c'est pour ce motif que je donne quelques détails sur les arrêts rendus en cette matière, que l'importance du délit a joué un rôle capital dans l'appréciation des juges, et qu'ils ont été plus enclins à admettre l'applicabilité du sursis à un délit insignifiant commis par un délinquant sympathique.

Tels sont, je crois, les seuls arrêts et jugements favorables à l'admission du sursis pour l'amende fiscale ; les cours et les tribunaux se rangent plus généralement à l'opinion adverse.

Dès la première année de l'existence de la loi, le 16 juillet 1891, le nommé Castagnet était condamné par le tribunal correctionnel de Bordeaux à trois jours de prison et 500 francs d'amende, comme coupable d'importation en contrebande d'un sac de monnaie de billon étrangère ; le jugement ordonnait la suspension des deux peines prononcées.

L'administration des douanes a interjeté appel de cette décision, prétendant que la loi nouvelle n'était

pas applicable à l'amende prononcée en matière de douane ; de son côté le ministère public a fait également appel par le motif que ladite loi ne pouvait pas davantage, en pareil cas, s'appliquer aux peines corporelles. La Chambre correctionnelle de la cour, par arrêt du 24 août, a admis ce double système ; elle a décidé, en principe, que l'application de la loi du 26 mars 1891 devait être restreinte aux condamnations prononcées en matière de droit commun, et que dès lors, elle ne pouvait pas être appliquée en matière de douane, pas plus aux pénalités corporelles qu'aux pénalités pécuniaires.

Remarquons que cet arrêt de la cour de Bordeaux n'est pas seulement hostile à la thèse qui voit dans les amendes fiscales une simple réparation civile, il va beaucoup plus loin ; car, d'après la théorie qu'il consacre, la loi Bérenger serait inapplicable à ces amendes, même considérées comme peines véritables ; c'est donc un arrêt que nous devons opposer à la série de décisions presque unanimes, déclarant la loi Bérenger applicable, dans les cas d'infractions les plus variés : douane, presse, pêche, chasse, etc., que nous aurons un peu plus loin l'occasion de citer.

Le 19 novembre 1891, la Cour de cassation avait à statuer sur le pourvoi formé par l'Administration des contributions indirectes dans l'affaire Marize, qui avait donné lieu à l'arrêt de la cour de Rennes, cité plus haut. La Cour de cassation casse l'arrêt de Rennes du 3 janvier 1891 : « Attendu que les peines

fiscales, telles que la confiscation et les amendes, sont moins des peines que des réparations civiles attribuées au Trésor, et dont le montant est fixé par la loi, d'où il suit qu'en ordonnant le sursis à l'exécution de l'amende et de la confiscation, l'arrêt attaqué a commis un excès de pouvoir, donné à la loi du 26 mars 1891 une extension qu'elle ne comporte pas, et formellement violé les articles sus-visés... »

D'ailleurs, en ce qui concerne la confiscation, je crois qu'on ne peut en aucun cas contester la non application du sursis en cette matière; car si l'on considère la confiscation comme peine accessoire, il faut appliquer l'art. 2, § 2, de la loi du 26 mars; et si on la considère comme une réparation civile du préjudice, c'est l'art. 2, § 1, qu'il faut appliquer.

Or, dans aucun des deux cas, le texte est formel, la suspension ne peut être ordonnée, puisqu'elle ne s'applique ni aux peines accessoires, ni aux dommages-intérêts.

Le tribunal de Lille avait condamné Adeline Benart pour infraction en matière de douanes à huit jours de prison et 500 francs d'emende, et lui avait fait application de la loi du 26 mars 1891; l'Administration fit appel et le ministère public aussi. L'arrêt de la cour de Douai du 12 janvier 1892 établit une distinction: la peine corporelle, l'emprisonnement même en matière de douane est prévu par la loi du 26 mars; la peine pécuniaire n'est pas une peine, du moins ce n'est pas son caractère domi-

nant, elle échappe donc à l'application du sursis; voici au surplus les attendus de l'arrêt : « Attendu
« que le tribunal a eu tort de prononcer le sursis
« sans distinguer entre la peine corporelle et l'a-
« mende ; qu'en effet, si en matière d'infraction aux
« lois de douanes les amendes ne perdent pas tout
« caractère pénal, elles constituent surtout des ré-
« parations civiles, et tombent sous l'application de
« l'art. 2 de la loi du 26 mars. Attendu que l'inter-
« prétation qui applique le sursis à la matière des
« douanes peut trouver de solides arguments dans
« l'esprit de la loi du 26 mars 1894 ; que cet esprit
« très large et plein d'une mansuétude immense
« rend le sursis applicable aux crimes de la plus
« haute gravité, au cas où l'indulgence du jury et
« des juges a permis de descendre à une peine
« d'emprisonnement ; qu'on ne comprendrait pas
« que pareille faculté fût refusée au juge en présence
« d'une infraction qui intéresse à un bien moindre
« degré l'ordre social et la loi morale. » La cour
réforme le jugement, dit que le sursis ne s'applique
pas à l'amende.

La seconde partie de cet arrêt est rédigée dans le même esprit que celui de la cour de Besançon, statuant, le 29 janvier 1892, sur les appels interjetés par le Procureur général et par l'Administration des douanes, d'un jugement du tribunal de Saint-Claude, lequel avait déclaré Berrodier, convaincu de détention dans une dépendance de son habitation d'une certaine quantité de tabac, et l'avait condamné

à six mois de prison et 10,950 francs d'amende, accordant pour la peine de prison seule le bénéfice de la loi Béranger, l'amende étant exclue à raison de son caractère de réparations civiles; la cour saisie seulement de la question de savoir si c'est à tort que les premiers juges ont fait à Berrodier application de la loi Béranger, adopte les motifs des premiers juges et confirme.....

Nous avons vu précédemment que la cour de Bordeaux, 14 août 1891, avait admis que la loi du 26 mars 1891 n'est applicable qu'en matière de crimes ou délits de droit commun, et elle invoquait comme la cour de Nancy le texte même de l'article premier qui mentionne deux fois les crimes et délits de droit commun. L'arrêt de Besançon du 29 janvier 1892 réfute cet argument : nous citerons plus loin ses considérants, lorsque nous étudierons la deuxième proposition que nous avons émise plus haut. La jurisprudence admet aujourd'hui d'une manière à peu près constante l'application du sursis aux infractions d'une nature toute particulière, prévues par des lois spéciales.

Enfin, la cour d'Angers avait admis dans l'espèce suivante l'application du sursis à l'amende prononcée pour délit forestier; cette opinion a été jugée erronée par la cour de cassation, qui, le 22 décembre 1892, casse l'arrêt d'Angers du 4 décembre 1891. Au surplus, voici les faits. Le tribunal correctionnel de Baugé avait condamné divers délinquants en matière forestière à une amende, en leur

faisant application de la loi Bérenger ; l'administration des Forêts interjeta appel ; la cour déclare que l'amende, en matière forestière, a un caractère purement pénal et n'a nullement le caractère de réparation civile (ce n'est pas l'avis de la cour de cassation), et par suite ne tombe pas sous le coup de l'art. 2 de la loi du 26 mars 1891 ; par ces motifs confirme.

La Cour de cassation fut saisie du pourvoi et, le 22 décembre 1892, elle cassa l'arrêt.

On remarquera que dans la même audience elle avait eu à statuer également sur une application du sursis, mais en matière de douane ; la cour de cassation avait dit : Attendu que les amendes prononcées pour infraction aux lois sur les douanes sont « moins des peines que des réparations civiles pour « le préjudice causé au Trésor ».

Au contraire, dans l'espèce prévue par l'arrêt (ou plutôt les arrêts d'Angers, car il y en avait cinq), la cour de cassation reconnaît bien que l'amende est aussi une peine : « Attendu, dit-elle, que l'art. 2 de « la loi exclut de la sphère d'application de l'art. 1^{er} « les amendes fiscales, qui sont moins des peines « que des réparations civiles dues au Trésor ; « attendu que l'amende en matière forestière a un « caractère mixte ; que, sans être une peine exclusivement fiscale, elle est néanmoins régie par des « règles toutes spéciales qui la différencient des « amendes ordinaires ; qu'enotamment, aux termes « de l'art. 202 du code forestier, elle sert de base

« à la fixation des dommages-intérêts et participe
« ainsi, dans une certaine mesure, du caractère des
« réparations civiles auxquelles elle se trouve étroi-
« tement liée ; que cela résulte d'ailleurs avec évi-
« dence des dispositions de l'art. 159 du Code fores-
« tier, modifié par la loi du 18 juin 1859, lequel
« investit l'administration des forêts du droit de
« transiger, même après jugement définitif, sur les
« peines et réparations pécuniaires ; que le droit
« d'ordonner le sursis entraînerait implicitement la
« suppression de ce droit de transaction ; que rien
« n'indique cette intention chez les auteurs de la
« loi ; pour ces motifs, casse... »

Il résulte donc de l'ensemble de la jurisprudence que l'art. 1^{er} de la loi Béranger est inapplicable aux amendes fiscales et même aux amendes forestières, les amendes dues en matière de douane étant considérées *surtout* comme des réparations civiles du préjudice causé par le fraudeur ; les amendes forestières, par exemple, étant elles-mêmes considérées comme ayant un caractère mixte, et pouvant être envisagées d'un côté comme des peines, mais de l'autre, comme la réparation du préjudice causé à l'administration des forêts ; par suite, il faut bien reconnaître ce caractère spécial, qui les fait rentrer dans la catégorie des dommages-intérêts de l'art. 2 et sortir de la sphère d'application de l'art. 1^{er}. A plus forte raison en est-il de même de la confiscation au profit de la Régie. Cette doctrine est d'ailleurs celle du dernier arrêt

sur la matière, rendu en octobre dernier par la cour d'appel de la Seine. Mais si l'on est à peu près d'accord pour repousser l'application de la loi Bérenger aux amendes punissant ces sortes d'infractions, on l'est aujourd'hui d'une façon à peu près unanime, ainsi que nous l'avons dit déjà, pour admettre que le sursis peut être accordé (sauf cette exception) pour les peines infligées aux auteurs d'infractions punies et prévues par des lois spéciales; c'est cette dernière partie de notre proposition qu'il nous reste à démontrer.

L'arrêt de Bordeaux du 14 août 1891 et celui de Nancy du 5 novembre 1892, sont les seules décisions judiciaires que l'on puisse nous opposer. L'arrêt de Bordeaux a été admirablement analysé par M. Tardif (Thèse de doctorat, p. 150 et suiv.). Nous ne pouvons mieux faire que de le suivre (Texte de l'arrêt, Sirey 1892, 2, 9).

« Sur l'appel de M. le Procureur général : at-
« tendu que l'article premier de la loi du 26 mars
« 1891 dispose dans les termes suivants : En cas de
« condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende,
« si l'inculpé n'a pas subi de condamnations anté-
« rieures à la prison pour crime ou délit de droit
« commun, les cours ou tribunaux peuvent ordon-
« ner par le même jugement et par décision moti-
« vée qu'il sera sursis à l'exécution de la peine, si
« pendant le délai de 5 ans à dater du jugement ou
« de l'arrêt le condamné n'a encouru aucune pour-
« suite suivie de condamnation à l'emprisonnement

« ou à une peine plus grave pour crime ou délit de
« droit commun, la condamnation sera comme non
« avenue. Attendu que si, par la généralité des
« termes employés dans le premier membre de la
« phrase, l'article précité semble comprendre toute
« condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende,
« quelle que soit la nature de l'infraction reprimée,
« il est à remarquer toutefois que dans le dit article,
« le législateur mentionne deux fois les crimes et
« délits de droit commun, ce qui indique que les
« matières spéciales, telles que le régime repressif
« des lois douanières, sont restées en dehors de ses
« prévisions ».

« Attendu que l'efficacité du sursis ne pouvant
« être mise en échec que par une condamnation ul-
« térieure prononcée pour crime ou délit de droit
« commun, la théorie consacrée par le tribunal
« produirait de singulières conséquences ;

« Attendu, en effet, qu'un individu qui, pour une
« première infraction aux lois de douanes, aurait
« bénéficié du sursis, pourrait commettre une série
« de délits de même nature, sans que les condam-
« nations basées sur ces nouveaux délits puissent
« empêcher la première condamnation d'être con-
« sidérée comme non avenue ; qu'une pareille con-
« séquence démontre jusqu'à l'évidence que la loi
« du 26 mars 1894 ne peut pas trouver son appli-
« cation en matière d'infractions aux lois de douanes ;
« Atteudu, d'ailleurs, que cette interprétation est
« confirmée : 1° par les travaux préparatoires ;

« 2° par l'économie générale de la loi du 26 mars
« 1891 ;

« Attendu que dans le rapport présenté au Sénat
« le 6 mars 1890, M. Béranger s'exprimait ainsi :
« La nécessité d'aggraver progressivement la peine
« en matière de récidive correctionnelle et de l'at-
« ténuer dans une mesure plus large que ne le per-
« mettraient les lois actuelles pour les premières
« fautes, apparaît comme un complément indispen-
« sable des lois déjà votées » ; qu'il est à remarquer
« que les lois rappelées par M. Béranger et dont la
« loi en discussion devrait être le complément, ont
« toutes trait aux crimes et délits de droit commun ;
« que, dans un discours du 25 mai au Sénat, l'ho-
« norable promoteur de la loi en a précisé le but et
« la portée (il parle en effet des criminels et délin-
« quants en général, donc des délinquants de droit
« commun) ;

« Attendu qu'il résulte de ces citations, que le
« législateur a eu en vue les crimes et délits de droit
« commun seulement ;

« Attendu d'ailleurs que l'économie générale de
« la loi le démontre ;

« Attendu, en effet, qu'il existe une corrélation
« étroite entre l'art. 1^{er} et l'art. 5 de la dite loi,
« lequel a modifié les art. 57 et 58 du Code pénal ;

« Attendu que l'application des dispositions rela-
« tives à l'aggravation des peines entraînerait pour
« les délits de douane des conséquences exorbitantes ;
« que la législation spéciale qui régit ces matières

« édicte des peines d'emprisonnement dont le maxi-
« mum n'est pas exempt de sévérité; qu'il serait
« souvent d'une rigueur excessive de contraindre
« le juge, même en cas de récidive à appliquer le
« maximum de la peine et à le porter au double,
« suivant les prescriptions de la loi du 2 mars 1891;
« Attendu qu'en matière de douanes les disposi-
« tions de l'art. 463 du Code pénal ne sont pas ap-
« plicables : d'où la conséquence que, si la loi du
« 26 mars 1891 était étendue aux délits de douane,
« les dispositions relatives à l'aggravation des peines
« s'appliqueraient à ces délits, sans que le juge pût
« les atténuer par l'admission des circonstances
« atténuantes; que le législateur de 1891 n'a pas
« voulu consacrer cette choquante anomalie;

« Attendu que les délits de douane diffèrent es-
« sentiellement des délits de droit commun et sont
« soumis à un régime exceptionnel; qu'ainsi l'ad-
« ministration des douanes a le droit de transiger,
« non seulement sur les réparations civiles, mais
« encore sur l'application des peines; qu'en cette
« matière, c'est à l'autorité administrative que le
« législateur a confié l'appréciation de la situation
« particulière de chaque prévenu et la faculté de
« sévir ou de pardonner; qu'en matière de délits de
« douane, les tribunaux sont liés par les procès-
« verbaux, qu'ils doivent appliquer strictement la
« loi, sans qu'ils puissent user de la latitude d'ap-
« préciation dont ils jouissent en cas de délits de
« droit commun; que c'est l'Administration seule

« qui peut transiger, adoucir ou remettre les peines ;
« et... qu'il n'est pas possible d'admettre que le législateur ait entendu destituer l'autorité administrative de cette prérogative... par ces motifs...
« infirme... » (Sirey 1892, 2, 9, Tardif, p. 150).

La cour de Bordeaux a basé sa décision : (a) sur les conséquences que produirait l'adoption de la doctrine opposée ; (b) sur le caractère exceptionnel spécial des lois de douane ; (c) sur les travaux préparatoires de la loi du 26 mars 1891 ; (d) sur son économie générale. « Attendu, dit la cour, qu'un individu .. aux lois de douane ». Cet argument ne porte pas : si l'on admet avec nous que les infractions prévues par des lois spéciales sont comprises parmi les crimes ou délits de droit commun, la peine conditionnelle prononcée pour un délit de droit commun (délict fiscal dans l'espèce) sera ramenée à exécution quand le coupable commettra une seconde infraction de même nature. Si, au contraire, les expressions crime ou délit de droit commun ne visent pas les infractions réprimées par des lois spéciales, il s'ensuit, à la vérité, qu'une condamnation pour délict fiscal sera sans influence sur le sursis accordé, à raison d'un premier délict fiscal ; mais il en serait absolument de même si la première infraction, au lieu d'être un délict fiscal, était un délict prévu et réprimé par le Code pénal.

b) « L'administration des douanes a le droit exclusif . . . adoucir et remettre les peines . . . que telle aurait été sa volonté. »

Il est inexact de dire que l'application de la loi du 26 mars 1891, aux infractions fiscales, supprimerait les droits de l'administration des douanes. Le tribunal prononcera une peine, dont le quantum sera basé sur les circonstances de la cause; l'autorité administrative appréciera s'il y a lieu de transiger ou non avec les délinquants.

c) Les passages du 1^{er} rapport de M. Bérenger, invoqués par la Cour, n'ont pas la portée qu'elle leur attribue; au contraire, MM. Bérenger et Barthou ont déclaré plusieurs fois, au cours des travaux préparatoires, que seule, la nature de la peine devait être prise en considération; par suite, leur langage serait plutôt hostile que favorable à la thèse de la Cour.

d) Enfin, la Cour invoque l'économie générale de la loi: « Attendu que l'application des dispositions « relatives... Mais attendu qu'en matière... cette « choquante anomalie. »

Le motif tiré de la non admission de circonstances atténuantes manquerait de justesse, en matière de contributions indirectes; or, pourquoi faire une distinction entre les deux matières? Un arrêt de la Cour de Douai, 11 novembre 1891, et un arrêt de la Cour de cassation, 4 mars 1892 (Sirey 1892, 1, 224), ont établi les vrais principes, sur la portée de l'art. 5; il modifie seulement les art. 57 et 58 du Code pénal; un nouveau texte est substitué à l'ancien, il entraîne toutes les conséquences qu'avait celui-ci, à moins qu'il ne résulte de celui-ci, que le législateur

avait l'intention de les modifier. Or, rien de semblable n'apparaît ici ; donc, puisqu'avant la loi du 26 mars 1891, la jurisprudence appliquait en matière de douanes les dispositions de l'article 58 du Code pénal, elle doit continuer à l'appliquer modifié, tant que les principes sur lesquels cette solution était basée n'ont pas été modifiés par la loi du 26 mars 1891. — Donc, ces articles 57 et 58, substitués aux anciens, demeurent les règles générales, applicables en cas de récidive.

L'arrêt de Nancy réforme un jugement du tribunal de Charleville, qui avait condamné pour contrebande la nommée L..., à trois jours de prison et 500 francs d'amende, tout en accordant pour la peine d'emprisonnement le bénéfice du sursis.

« Attendu, qu'il résulte du texte de l'art. 1^{er} de
« la loi du 26 mars 1891, qu'elle n'est applicable
« qu'en matière de crimes et de délits de droit com-
« mun, et que les tribunaux ne peuvent l'étendre
« aux infractions du régime douanier, sans en faus-
« ser l'esprit et le sens; attendu que cette expression,
« délits de droit commun, se trouve répétée par deux
« fois, dans l'art. 1^{er} de la loi, dont elle détermine
« ainsi le caractère, et fixe, avec énergie, la portée
« restrictive qu'il convient de lui donner. Attendu
« d'autre part, que les conséquences inadmissibles
« auxquelles conduirait le système adopté par le
« Tribunal, suffisent à elles seules pour le faire
« écarter par la Cour; attendu, en effet, que par
« application de l'art. 5, lorsque, dans le délai de

« cinq ans, le prévenu aura commis un deuxième
« délit puni de prison, la peine ne pourra être in-
« férieure au double de la précédente, et pourra
« même aller jusqu'au double du maximum de la
« peine encourue ; que dans les délits de droit com-
« mun, les tribunaux peuvent, à l'aide des circons-
« tances atténuantes et de l'art. 463 du Code pénal,
« tempérer cette rigueur ; mais que pour les délits
« de douane, l'art. 463 étant inapplicable, on de-
« vra employer l'art. 5 dans toute sa rigueur ; que
« cette aggravation inflexible n'a pu entrer dans
« l'esprit du législateur. Enfin, attendu que l'admi-
« nistration des douanes jouit du droit exclusif de
« transiger sur les amendes et sur les peines d'em-
« prisonnement, que le système du tribunal aurait
« pour conséquence manifeste de transporter aux
« tribunaux une prérogative qui, aux termes de la
« loi de douanes et de finance, ne peut appartenir
« qu'aux administrations qui, seules, doivent rester
« juges de l'opportunité de son application. — Par
« ces motifs, ordonne que la peine deviendra immé-
« diatement exécutoire. »

La Cour de Nancy va donc aussi loin que celle de Bordeaux ; elle met en relief, avec autant de force que de raison, *l'aggravation inflexible en cas de récidive*, que la seconde partie de la loi de 1891 fait peser sur les délinquants ; elle en conclut qu'un tel résultat n'a pu entrer dans la pensée du législateur. Nous y répondrons par les arguments indiqués plus haut, pour réfuter les attendus de la Cour de Bordeaux.

Si la doctrine des Cours de Bordeaux et de Nancy avait été admise, l'application de la loi du 26 mars aurait, dans la pratique, donné lieu à des inégalités choquantes, sur lesquelles il serait puéril d'insister. Il est inadmissible qu'un condamné à plusieurs mois ou années d'emprisonnement, pour crime de détournements, blessures graves, ou attentat aux mœurs, par exemple, ou pour délit de vol, escroquerie, ou autres, bénéficie de la faveur édictée par la loi de pardon, ainsi qu'on l'a nommée; et que la personne seulement coupable de l'introduction en fraude d'un paquet d'allumettes, de tabac, de dentelles ou de cartes à jouer, en soit privée.

Chose digne de remarque, au cas où les tribunaux se sont prononcés pour l'application la plus libérale et la plus large du généreux principe de 1891, c'est le ministère public, au nom du gouvernement, qui a pourtant soutenu cette loi, qui intervient en interjetant appel aux décisions rendues, pour en faire restreindre l'application.

Cette doctrine a été également admise par la Cour de Riom, arrêt du 18 mai 1892, D. P., 2, 25. — La Cour statuait, sur l'appel d'un jugement du tribunal de Murat, interjeté par l'administration des forêts, qui limitait son appel au sursis, accordé par les premiers juges. La 1^{re} partie de l'arrêt déclare le sursis inapplicable, en matière de délits spéciaux : « attendu que si on se réfère aux travaux prépara-
« toires et à la discussion qui ont précédé le vote
« de la loi de 1891, on est frappé de cette circons-

« tance, qu'elle se rapporte exclusivement aux cri-
« mes et délits de droit commun, et aux dispositions
« du Code pénal relatives à la récidive ; mais qu'il
« n'est nulle part question de contraventions et de
« délits spéciaux, et que si les législateurs se sont
« occupés, dans l'art. 7, de condamnations pronon-
« cées par les tribunaux militaires, c'est unique-
« ment pour leur dire que la loi ne leur serait appli-
« cable que pour les modifications apportées aux
« art. 57, 58 du Code pénal, sur la récidive. »

Au surplus, continue l'arrêt dans sa deuxième
partie, en admettant que le sursis fût applicable à
la peine, en tant que peine, il ne le serait pas à l'a-
mende, qui est une réparation civile ; c'est, d'ail-
leurs, en ce sens qu'avait conclu M. Depeiges, sub-
stitut du procureur général :

« J'estime que le sursis ne peut être appliqué à
« l'amende prononcée en matière forestière ; l'a-
« mende n'a pas ici le caractère pénal absolu des
« amendes de droit commun ; sans doute, elle n'a
« pas, au même degré que l'amende en matière de
« contributions indirectes ou de douanes, le carac-
« tère mixte qui fait classer cette dernière, d'après
« une jurisprudence constante, tantôt parmi les
« peines, tantôt parmi les réparations civiles, selon
« le point de vue auquel on le considère ; cepen-
« dant, la Cour de cassation a proclamé elle-même
« que l'amende en matière forestière est étroitement
« liée aux réparations civiles, etc... intimement
« liée par sa nature aux dommages-intérêts ; cette

« amende me semble régie par la disposition de
« l'art. 2 de cette loi. — Je ferai remarquer en
« terminant que, n'étant pas inscrite au casier ju-
« diciaire, cette amende échappe à l'une des dis-
« positions les plus importantes de la loi. »

Néanmoins, et nous verrons tout à l'heure que c'est la doctrine aujourd'hui pleinement consacrée par la Cour de cassation, une majorité imposante se forme dans la jurisprudence des tribunaux et des cours d'appel, majorité favorable à l'extension du sursis aux délits spéciaux prévus et punis par des lois spéciales, solution plus libérale et plus conforme, selon nous, à l'esprit de large bienveillance qui semble animer la loi du 26 mars 1891. Pourquoi, en effet, vouloir limiter à certaines catégories de délits tout aussi graves, mais plus communs, plus usuels, si j'ose m'exprimer ainsi, le bienfait d'une disposition écrite en faveur des délinquants que leurs antécédents rendent plus sympathiques? Pourquoi exclure de cette loi de pardon un coupable, tout aussi bien noté jusque-là, que le délinquant son voisin, auquel le sursis va être accordé? Pour cette raison unique que le délit qu'il a commis n'était pas prévu par le Code pénal, serait-ce de la bonne justice, serait-ce, surtout, conforme aux intentions des penseurs généreux et des philanthropes consciencieux qui ont eu l'idée première de cette loi, qui lui ont préparé les voies, et qui l'ont, enfin, fait aboutir, avec cette chance certaine de réussite, cette marque incontestable de son mérite et de

sa valeur, que depuis sa naissance, depuis son apparition au milieu du chaos de nos lois nouvelles, tout le monde ne la connaît que par le nom de son auteur : la loi du 26 mars est la loi Bérenger.

C'est ce qu'ont bien compris et ce qu'ont bien voulu développer dans leurs attendus les jugements et arrêts qu'il nous reste à énoncer brièvement.

Rouen, 21 avril 1891 (Sirey, 1892, 2, 9).

Le jugement de Rouen, le premier en date, est très curieux à lire, après que l'on a parcouru les attendus des arrêts indiqués plus haut. On se rappelle, en effet, que la grande raison invoquée par les cours de Bordeaux et de Nancy est celle-ci : Il ne résulte ni du texte ni des travaux préparatoires, ni de l'esprit de la loi, que l'art. 1^{er} ait compris les délits sus-mentionnés, délits prévus par des lois spéciales, sous la dénomination de délits de droit commun ; or, voici maintenant le texte du jugement du tribunal de Rouen ; nous le reproduisons sans commentaires :

« Attendu que le texte de l'art. 1^{er} de la loi du
« 26 mars 1891 est général ; qu'en conséquence,
« cet article s'applique à tous les délits, même aux
« délits contraventionnels ; que le juge ne peut,
« surtout en matière pénale, faire une distinction
« que la loi n'a pas établie ; attendu que l'esprit de
« la loi conduit à la même solution ; que le législa-
« teur a eu pour but de faire disparaître d'un casier
« judiciaire la condamnation prononcée, si aucune

« poursuite, suivie de condamnation, n'est interve-
« nue dans le délai de cinq ans; que les délits de
« pêche sont inscrits au casier judiciaire; que si la
« loi n'était pas interprétée en ce sens, les délits de
« droit commun, plus graves que les délits contra-
« ventionnels, ne seraient pas inscrits au casier;
« qu'au contraire, les délits contraventionnels y
« figureraient nécessairement; que telle n'a pu
« être la pensée du législateur; . . . par ces mo-
« tifs : prononce la suspension de l'exécution de
« la peine. »

Je ne crois pas qu'en matière de délits, notam-
ment de pêche, aucun arrêt ou jugement en sens
contraire soit venu jamais infirmer cette jurispru-
dence.

La cour de Bordeaux a eu, le 17 juin 1791, à sta-
tuer sur la question de savoir si le sursis de la loi
Béranger peut être applicable aux condamnations
à l'emprisonnement et à l'amende encourues pour
délit de diffamation commis par la voie de la
presse. La cour répond affirmativement en fait,
quoiqu'elle infirme le jugement dont est appel, en
ce qu'il a accordé au prévenu le bénéfice du sursis;
mais elle l'infirme parce que, selon son opinion,
« le prévenu ne méritait pas, en somme, cette in-
« dulgence des premiers juges, et la cour déclare :
« que si, en principe et à raison de la généralité de
« ses termes, la loi précitée peut être appliquée
« aux délits de diffamation commis par la voie de
« la presse, il n'est pas moins certain qu'en pa-

« reille matière, les juges ne doivent user de cette
« faculté qu'avec la plus grande circonspection...
« etc. » (Sirey, 1892, 2, 56).

En matière de délits forestiers, pareille solution était admise par la Cour d'Angers, 4 décembre 1899, arrêt précité (*La Loi*, 3 février 1892). La Cour adopte les motifs des premiers juges (tribunal de Baugé) et décide comme eux : que l'art. 1^{er} de la loi du 26 mars, étant conçu en termes généraux, ne faisant aucune distinction entre les délits de droit commun et ceux prévus par les lois spéciales, il doit être appliqué dans sa généralité et spécialement aux délits forestiers.

La Cour de Bourges (Sirey, 1892, 2, 51.) — décide dans le même sens que le sursis est applicable aux délits de chasse, par un arrêt du 17 décembre 1891.

« Attendu que le texte est conçu dans les termes les plus généraux, qu'il confère aux tribunaux la faculté de surseoir à l'exécution des condamnations à l'emprisonnement ou à l'amende, sans faire aucune distinction entre les infractions qui les motivent ; et que la loi ne contient aucune dérogation relative aux délits prévus par des lois spéciales, et que, par suite, ces délits rentrent aussi bien que les autres dans la catégorie prévue par l'art. 1^{er}. Attendu que vainement le ministère public invoque l'intention du législateur ; qu'en présence d'un texte qui n'est ni obscur, ni ambigu, il est inutile de rechercher

« cette intention ; qu'au surplus, dans la discussion
« qui a eu lieu devant les chambres, il n'a point
« été question de la distinction proposée ; que vail-
« nement encore le ministère public invoque les
« mots : de droit commun, répétés deux fois dans
« l'art. 1^{er} ; que cet article exige ainsi l'absence
« d'une condamnation antérieure pour délit de
« droit commun, d'une part, et d'autre part, l'ab-
« sence pendant cinq ans de poursuites suivies de
« condamnation pour délit de droit commun,
« mais laisse aux tribunaux la faculté de surseoir
« à l'exécution de peines prononcées pour des délits
« autres que ceux de droit commun ; attendu qu'on
« ne peut en matière criminelle suppléer au silence
« de la loi ; attendu, d'ailleurs, que les délits de
« chasse sont des délits de droit commun, etc...
« pour ces motifs, etc... »

Ce jugement, fortement motivé, détruit, point par point, les attendus des cours de Bordeaux et de Nancy, et nous semble bien indiquer les vrais motifs qui ont entraîné depuis la jurisprudence dans cette voie de l'extension du sursis aux crimes et délits de toute espèce, et aux condamnations de toutes sortes prononcées contre les auteurs de ces délits, sauf en ce qui concerne les amendes fiscales.

Le lendemain même du jour du prononcé de cet arrêt, le tribunal de Château-Thierry rendait un jugement identique, également pour délit de chasse, au point de vue cette fois non plus de l'atté-

nuation, mais de l'aggravation de la peine en cas de récidive :

« Attendu que la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines est applicable
« à toutes les infractions pénales, sans qu'aucune
« distinction y soit faite entre-elles qui sont réprimées par le Code pénal, ou des lois spéciales
« admettant ou non des circonstances atténuantes ;
« qu'elle englobe tous les prévenus dans les règles
« générales qu'elle édicte sur l'état de récidive; que
« si le législateur eût entendu en décider autrement, il n'eût pas manqué de le dire, comme il
« a eu soin de le faire pour les condamnations militaires, en ce qui concerne la suspension de la
« peine ; attendu que lorsqu'un texte est aussi précis que celui de la loi du 26 mars 1891, il n'y a
« pas à l'interpréter mais à l'appliquer ; attendu,
« en conséquence, que tout individu qui commet
« un délit de chasse (lequel est d'ailleurs un délit
« de droit commun), alors que depuis moins de
« cinq ans il a subi une condamnation à l'emprisonnement pour le même délit, est en état de
« récidive légale et encourt les aggravations qui
« en découlent. Pour ces motifs... »

La Cour de cassation a décidé, le 25 mars 1891, (Sirey, 1893, 1, 162) que le tribunal de Saint-Amand et la cour de Bourges, plus tard, avaient fait une saine application de l'art. 1^{er} de la loi du 26 mars, en accordant le sursis au sieur Chevrette, condamné à 26 francs d'amende pour avoir omis de faire la

déclaration de son cheval, conformément à la loi du 17 juillet 1877, art. 37, sur les réquisitions militaires.

Je cite cet arrêt parce qu'il réfute, en passant, un des arguments toujours invoqués, plus ou moins explicitement, par nos adversaires, et qui se trouvait ici mentionné dans le pourvoi.

C'est que ces délits spéciaux sont des délits contraventionnels. On admettait jadis, pour ainsi dire unanimement, en doctrine et en jurisprudence, l'existence de cette quatrième classe d'infractions ; cette théorie est définitivement abandonnée depuis plusieurs années par la Cour suprême, dont les arrêts posent en principe qu'aux termes de l'art. 1^{er} du Code pénal, l'infraction que les lois punissent d'une peine correctionnelle est un délit, et que cette règle générale régit les matières spéciales, toutes les fois qu'il n'y a pas été dérogé par une disposition expresse.

« Ces sortes d'infractions, dit M. l'avocat-général Sarrut, n'empruntent aux contraventions proprement dites que leur caractère constitutif, c'est-à-dire la matérialité de l'acte, abstraction faite de l'élément intentionnel ou frauduleux, mais se confondent avec les délits, quant à leurs effets légaux. » En un mot, selon lui, le délit dit contraventionnel se distinguerait en ceci, qu'il reste indépendamment de l'intention coupable. — Eh bien ! nous avouons ne rien trouver de spécial dans cette application toute simple de la règle : nul

n'est censé ignorer la loi ; dans aucun cas l'ignorance de la loi ne met le délinquant à l'abri de la peine. L'art. 346 du Code pénal punit toute personne qui, ayant assisté à un accouchement, n'en a pas fait la déclaration dans le délai voulu par l'art. 55 du Code civil.

Est-ce que dans cette hypothèse, le prévenu qui aurait négligé de faire cette déclaration n'aurait, pour échapper à la peine, qu'à invoquer son ignorance des prescriptions de l'art. 56 du Code civil, et qu'à alléguer qu'il était de bonne foi ? Je cite cet exemple, entre mille, pour bien montrer que cette prétendue différence entre les délits contraventionnels et les autres délits, n'existe pas plus que les autres ; il faut donc renoncer à voir dans ces délits ainsi surnommés une classe distincte d'infractions ; ce sont des délits comme les autres, le sursis doit donc leur être applicable comme aux autres infractions de la même catégorie, à ce point de vue du moins. Nous avons vu que sous les autres rapports, il n'y a pas de raison de revenir sur cette décision.

Le tribunal correctionnel de Nantua (jugement du 2 décembre 1891), la Cour d'appel de Lyon (arrêt du 27 janvier 1892), et la Cour de cassation sont encore tombés d'accord pour appliquer le sursis à la condamnation à l'emprisonnement, car la Cour de cassation admet, nous l'avons déjà dit, que les amendes sont, dans ce cas, plutôt des réparations civiles, pour le préjudice éprouvé par le

Trésor, que des peines véritables. (Sirey, 1893, 1, 104, arrêt du 22 décembre 1892.)

Le cour de Bordeaux, en date du 20 avril 1894 (Sirey, 1894, 2, 213.), « refuse d'accorder le bénéfice du sursis pour infraction à la loi sur les candidatures multiples, mais uniquement pour ce motif que : dans l'espèce, le sursis à l'exécution aurait le grave effet d'enlever à la peine tout caractère d'exemplarité; qu'il importe de ne pas créer un précédent qui aurait pour conséquence d'affaiblir la force comminatoire de cette loi, etc... Mais l'arrêt mentionne expressément que sans cela la Cour n'aurait pas hésité à faire bénéficier les prévenus de cette loi d'indulgence. Car l'art. 1^{er} de la loi du 26 mars est conçu en des termes tellement généraux que ses dispositions sont applicables aux infractions prévues et réprimées par la loi du 17 juillet 1889. »

Tels sont les principaux arrêts, qui ont, pensons-nous, fixé la jurisprudence dans le sens que nous indiquions tout à l'heure. Il est bien certain qu'en dehors du motif tiré de l'esprit libéral de cette loi de 1894, les autres arguments ne portent pas beaucoup, ni dans un sens, ni dans l'autre. La preuve, c'est que les tribunaux ont invoqué tour à tour, au profit des deux opinions opposées, les mêmes considérations tirées du texte et de l'esprit de la loi, desquels il résulte, selon eux, avec évidence, des conséquences diamétralement opposées; c'est pourquoi, comme nous l'annoncions au début de cette étude,

le plus sage est encore de s'en tenir à la jurisprudence devenue sensiblement constante de la Cour de cassation, quoique dans un arrêt tout récent (il est du 21 octobre 1894) de la 7^{me} chambre, la Cour d'appel de Paris combatte cette doctrine qui se trouve être précisément d'accord avec celle que nous avons émise, dès les premières lignes de cet exposé.

La cour de Paris aurait peut-être mieux fait, selon nous, de distinguer dans les espèces qui lui étaient soumises ; comme il ne s'agissait que des condamnations à l'amende, nous approuvons au fond sa doctrine, ou tout au moins le résultat où cette doctrine l'a fait aboutir, c'est-à-dire l'infirmer du jugement dont appel était interjeté. Ces arrêts semblent, en effet, décider que la loi Bérenger est inapplicable en matière de délits forestiers, et par suite en matière de délits de chasse dans les forêts de l'État, puisque ces deux catégories de délits sont assimilées l'une à l'autre ; mieux aurait valu, selon nous, ne pas poser ce principe et déclarer que la loi du 26 mars, applicable à toutes les catégories (sauf aux délits militaires) de délits, ne pouvait cependant, dans l'espèce, être appliquée, s'agissant d'une peine d'amende qui n'était pas seulement une peine, mais en même temps une sorte de réparation civile et avait par suite un caractère inusité, permettant de la faire considérer comme en dehors des limites de l'art. 1^{er} de la loi et comprise au contraire dans les dispositions de l'art. 2.

Quoi qu'il en soit, la cour de Paris a jugé à deux reprises différentes exactement dans le même sens ; rien ne fait préjuger un changement de jurisprudence à cet égard.

Le premier arrêt est du 18 janvier 1896.

Le tribunal correctionnel de Bar-sur-Aube avait condamné le 9 mars 1895 un sieur Moreau à 50 francs d'amende et aux frais, pour colportage de gibier en temps prohibé ; il s'agissait d'un sanglier tué par le dit sieur Moreau, et transporté dans une brouette, jusqu'à une porte de service de la maison centrale de Clairvaux ; le tribunal, lui avait fait application de la loi du sursis : « Attendu, dit le « jugement, qu'il est de principe et de jurispru-
« dence que, si les amendes fiscales, ayant un
« caractère de réparation civile, échappent à l'ap-
« plication de la dite loi, il en est autrement, toutes
« les fois que l'amende prononcée conserve son
« caractère essentiellement pénal. »

La Cour, qui, d'ailleurs, le même jour, a rendu deux autres arrêts semblables, dans une affaire Saussier et une affaire Manton, infirme le jugement dont est appel, en ce qui concerne le sursis.

« Attendu, que les délits de chasse, dans les lois
« soumises au régime forestier, ont toujours été
« rangés, par les lois anciennes, dans la classe des
« délits forestiers (ce ne sont donc pas des délits
« de droit commun, comme dans les espèces pré-
« vues par l'arrêt de la cour de Bourges et le tri-
« bunal de Château-Thierry) ; que la législation

« nouvelle n'a point fait cesser cette assimilation ;
« que le droit de transiger, avant comme après le
« jugement, appartient ici à l'administration...
« que le sursis entraînerait implicitement la sup-
« pression de ce droit de transaction, après juge-
« ment définitif... que l'amende, en matière fores-
« tière, conserve un caractère mixte, qui ne permet
« pas de l'assimiler aux amendes ordinaires, conser-
« vant un caractère exclusivement pénal ; que le
« sursis de la loi de 1891 ne peut s'appliquer à ces
« amendes d'une nature inusitée, etc... »

Le dernier est du 21 octobre 1897. Par jugement du tribunal de Sainte-Menehould, M. Vaucois a été condamné à 100 francs d'amende, avec sursis, le 27 juillet 1896, pour détention d'engins de chasse : la cour infirme le jugement ; elle déclare de nouveau qu'on doit assimiler les délits de chasse à des délits forestiers, que le droit de transaction s'y applique, que l'amende y a un caractère inusité, etc...

En un mot, la théorie à peu près admise universellement se réduit à ceci : les délits spéciaux font encourir à leurs auteurs des peines auxquelles la loi Béranger n'est pas inapplicable, à moins qu'il ne s'agisse de peines d'amende, qui, à coup sûr en matière fiscale proprement dite, et aussi, selon l'opinion générale, en matière forestière, prennent un caractère de réparations civiles, pour le préjudice causé à l'État, caractère qui les fait entrer dans la catégorie des dommages-intérêts,

prévus par l'art. 2 de la loi, et auxquels le sursis est inapplicable.

Mais on voit, par ce simple exposé, que nous n'exagérons rien en disant que, dans cette matière, tout était controversé et discutable ; c'est qu'en effet ici plus que partout ailleurs, les juges sont entraînés par les circonstances de fait, et que par leur désir même d'entrer le plus possible dans les intentions du législateur, ils peuvent trouver dans le texte même, et surtout dans l'absence de texte, des arguments absolument opposés, selon ce qu'ils croient être la vérité ; c'est là le grand inconvénient de la latitude considérable donnée par le législateur aux magistrats, dans l'application de cette loi ; c'est, en effet, la dernière des conditions du sursis, qu'il nous reste à examiner.

Nous avons vu que le délinquant, devait n'avoir pas encouru de condamnation antérieure à la prison ; qu'il devait encourir cette fois une condamnation à l'amende ou à la prison. Ceci étant posé, il faut de plus que, dans le cas de délit de droit commun (ce qui comprend, selon l'opinion générale, les délits spéciaux), où le sursis est applicable, le juge estime que le coupable est digne de cette faveur, et qu'il saura mettre à profit cette marque d'indulgence. Citons, auparavant, un arrêt tout récent (Douai, 18 janvier 1898), qui est venu déclarer le sursis inapplicable aux amendes, en tant que peine disciplinaire. Voici les faits :

Des huissiers de l'arrondissement de Boulogne-

sur-Mer avaient été traduits devant le tribunal de cette ville, pour avoir perçu plusieurs fois un droit de transport intégral, pour des actes qu'ils avaient signifiés au même endroit et dans le même déplacement.

Le tribunal de Boulogne-sur-Mer avait reconnu la bonne foi des huissiers, et leur avait, tout en les condamnant à l'amende, appliqué la loi du sursis, se fondant sur ce que les amendes avaient un caractère pénal. Appel fut fait par le Ministère public. La Cour de Douai infirma le jugement.

« Attendu que la loi du 26 mars 1892 ne s'applique pas dans la cause ; qu'en effet, dans son rapport au Sénat, le rapporteur expliquant le but de cette loi : « que la nécessité d'aggraver la peine en matière correctionnelle, et de l'atténuer au contraire, dans une plus large mesure que ne le permettent nos lois actuelles, pour les premières fautes, apparaît comme un complément indispensable des lois déjà votées » ; Que, précisant encore, il ajoutait : « que ce moyen moral d'avertir avec une sévérité plus grande, réussira avec les jeunes, les domiciliés, les ouvriers, vivant réellement de leur travail ; »

« Attendu que ces énonciations démontrent bien que la loi n'a pas voulu viser la faute disciplinaire, alors même qu'elle peut entraîner pour son auteur une peine d'amende.

« Attendu que le rapporteur explique, en outre, comment la loi s'est attachée à la nature de la

« peine et non pas à la juridiction saisie : « Toutes
« peines d'emprisonnement, dit-il, même celles pro-
« noncées après admission de circonstances atté-
« nuantes par les Cours d'assises, pouvant être
« suspendues, la juridiction criminelle est alors
« confondue avec la juridiction correctionnelle;

« Attendu qu'il résulte aussi de son esprit et de
« son but, que la loi susdite ne peut être appliquée,
« à moins de la détourner de son sens véritable, à
« la peine infligée par le tribunal, puisqu'il s'agit
« dans la cause, non d'un délit, mais d'un simple
« manquement à un devoir professionnel, d'une
« faute disciplinaire, absolument étrangère à la loi
« du 26 mars 1891, qui n'a jamais entendu la viser;
« pour ces motifs . . . »

C'est bien jugé, croyons-nous; les fautes disciplinaires n'ont rien de commun, en effet, avec les délits dont la loi du 26 mars a voulu prévenir la récidive, en accordant au délinquant un sursis, avec menace d'un châtiment sévère en cas de rechute. Le but avant tout social de cette loi, que l'arrêt met en lumière, peut fort bien être atteint sans qu'on accorde le bénéfice du sursis à ce genre d'infraction. Nous savons déjà que, selon la jurisprudence de la Cour de cassation, le sursis n'est même pas applicable, en cas de contravention de police; comment l'accorder pour une simple infraction disciplinaire?

Appréciation souveraine du juge. — Les conditions

sus indiquées étant remplies, le législateur a voulu que l'appréciation du magistrat fût souveraine ; il eût d'ailleurs été difficile, pour ne pas dire impossible et à coup sûr fort dangereux, de lui tracer des règles fixes, pour les hypothèses différentes qui peuvent se présenter : la conscience du magistrat ne peut qu'être son meilleur guide en cette occurrence ; à lui de peser si les chances d'amendement du délinquant, objet de cette mesure de clémence, compensent ou non les risques que son retour à l'état libre, au sein de la société, fait courir à cette dernière ; à lui de décider, si le coupable mérite réellement, la sympathie de ses juges ; de voir enfin si, dans son intérêt même, il ne vaut pas mieux lui infliger de suite une punition effective, qui le corrigera plus sûrement, et l'arrêtera plus efficacement dans la voie du mal, que la simple menace d'un châtement éventuel, au cas où il commettrait un nouveau délit. Tels sont les principaux motifs, qui devront dicter au tribunal sa décision. Mais lorsque la loi exige que cette décision soit motivée, elle n'entend pas exprimer autre chose que ceci : La décision devra être basée en droit, c'est-à-dire viser la condition légale, à laquelle est subordonnée la condamnation conditionnelle, viser l'absence d'une condamnation, susceptible d'empêcher l'accomplissement de l'art. 1^{er}, ce qui permettra de la sorte à la Cour de cassation d'exercer son contrôle. Elle peut fort bien, par exemple, la libeller en ces termes : Attendu que le condamné n'a pas encouru de

condamnation antérieure à l'emprisonnement, pour crime ou délit de droit commun. »

Il est inutile que la décision soit motivée en fait, quoique ce soit au fond, le vœu de la loi; le plus souvent le juge se borne à dire : attendu qu'il résulte des faits de la cause, qu'il y a lieu de faire application au prévenu des dispositions de l'art. 1^{er} de la loi du 26 mars 1891. Les juges ne sont pas, en effet, tenus d'indiquer les motifs de leur indulgence, ils sont souverains, et l'absence de motifs, de fait, ne suffirait pas à entraîner la cassation du jugement ou de l'arrêt... Telle est la jurisprudence.

C'est cette dernière condition du sursis contre laquelle se sont élevés avec le plus d'ardeur, qu'ils l'aient ou ne l'aient pas dit explicitement, les adversaires de la loi du 26 mars 1891, tels que M. le marquis de l'Angle-Beaumanoir. C'est dans cette latitude d'appréciation souveraine laissée aux juges; qu'ils ont vu un danger grave; c'est elle qu'ils redoutaient surtout. L'expérience semble avoir prouvé que cette crainte était vaine, que cette défiance n'avait pas sa raison d'être. J'ai dit, tout à l'heure : quoique au fond, le vœu de la loi semble être que la décision fût motivée en fait; c'est qu'en effet, le texte dit :

La décision doit être motivée; or, il aurait été parfaitement inutile de dire que les juges devaient motiver leur décision en droit, puisque c'est une règle absolue et générale. L'intention du législateur, le texte en fait foi, était donc d'exiger une décision

motivée en fait ; à cette raison, tirée des termes mêmes de la loi, j'en ajouterai une autre :

La loi du 26 mars 1891 a créé le sursis dans un double but, comme leçon individuelle envers le délinquant primaire, et comme avertissement collectif, envers le public ; il faut qu'au prononcé de la sentence, les auditeurs sachent que, si le délinquant ne subit pas le châtiment immédiat, c'est que ses antécédents sont tels, qu'ils méritent l'indulgence des juges ; une décision motivée, seule, peut produire ce résultat. Voilà pourquoi nous croyons à la nécessité d'une décision motivée en fait.

CHAPITRE V

FORMALITÉS

Les conditions sus énoncées, nécessaires pour la condamnation conditionnelle, étant supposées remplies, le sursis étant accordé, nous venons de le dire, par décision motivée, nous noterons tout d'abord que le sursis ne peut être accordé par une décision postérieure au jugement qui statue sur le délit et qui prononce la peine. Ce n'est qu'une application des plus simples de ce principe de droit commun, qu'une juridiction est dessaisie par la sentence qu'elle rend.

Le sursis prononcé, le président de la Cour ou du tribunal fait venir devant lui le délinquant et lui explique la position dans laquelle il va désormais se

trouver; il lui expose que la peine reste suspendue au-dessus de sa tête, et qu'une nouvelle faute commise dans le délai d'épreuve la lui ferait encourir, sans préjudice de la peine nouvelle pour ce nouveau délit et de l'aggravation possible.

Cet utile avertissement, a dit M. Béranger dans son premier rapport, aura pour double effet de prémunir le condamné contre les rechutes, et d'initier le public aux conditions auxquelles la faveur qu'il obtient est subordonnée.

Je crois que cette disposition est exigée par la loi dans un intérêt d'ordre public; il faut la considérer comme prescrite à peine de nullité, et le texte du jugement devra contenir mention de son accomplissement.

Mais un jugement par défaut peut prononcer le sursis. Alors, comme le font remarquer, MM. Nègre et Gary, il conviendra, pour remplacer l'avertissement du président, d'indiquer les conditions du sursis dans le dispositif du jugement.

En cas de condamnation à l'emprisonnement avec sursis, le condamné doit-il être immédiatement et nonobstant appel mis en liberté? Il faut répondre affirmativement; en effet, la loi du 14 juillet 1865, qui emploie l'expression d'acquiescement (impropre d'ailleurs en matière correctionnelle); nous montre par ses travaux préparatoires que l'on voulait garder en prison uniquement le prévenu condamné à un emprisonnement correctionnel à exécuter de suite; donc, s'il y a renvoi de la poursuite, peu

importe que ce soit par acquittement, ou par absolution, l'art. 206 du Code criminel s'applique même à certains condamnés : condamnés à l'emprisonnement pour contravention de police, condamnés à l'amende pour délit ; il faut décider qu'il s'applique aussi aux condamnés avec sursis par application de la loi nouvelle.

Le condamné conditionnel est, en effet, relâché provisoirement ; on peut le considérer comme un libéré sous condition résolutoire, condition potestative de sa part ; comment le ministère public aurait-il, dans ce cas, un droit qu'il n'a point au cas du simple relaxé ?

Toutefois la question a été résolue en sens contraire par la cour de Chambéry.

Arrêt de Chambéry, du 14 juin 1891 (Sirey 1891, 2, 240) : Le tribunal correctionnel avait accordé à l'inculpé le bénéfice de la loi Bérenger, puis appel ayant été interjeté par le ministère public, la cour avait à statuer sur la demande du condamné, lequel demandait à être mis en liberté immédiate ; l'arrêt décida que si le prévenu *absous* doit être renvoyé aussitôt, il n'en est pas de même du condamné avec sursis qui n'est pas acquitté et qui bénéficie seulement d'une suspension d'exécution de la peine. En ce sens, Locard. En sens contraire, Nègre et Gary et Laborde.

La condamnation est inscrite au casier judiciaire avec mention expresse du sursis accordé. Nous aurons d'ailleurs à revenir plus tard sur les modifica-

tions que la loi du 26 mars a conduit à introduire dans l'organisation du casier judiciaire. On avait proposé à l'origine que la peine suspendue ne figurât pas au casier : la Commission du Sénat ne l'a pas admis, de peur de permettre, vis-à-vis des tiers, une *dissimulation* légale des antécédents judiciaires du condamné. Il y aurait peut-être matière à critique dans ce motif, car y a-t-il vraiment plus dissimulation légale dans ce cas que dans le cas de non inscription, au casier, de condamnation pour contravention de simple police ? Quoi qu'il en soit, le législateur en a décidé ainsi.

Enfin, notons que rien ne s'oppose à ce que le tribunal ordonne le sursis à l'égard d'un individu traduit à l'audience des flagrants délits ; mais le plus souvent le tribunal devra prononcer la remise pour recueillir sur le prévenu, ses antécédents, sa moralité, des renseignements circonstanciés, se faire représenter l'extrait de son casier judiciaire ; mais, au cas où le tribunal prononcerait le sursis, il devra dans ce cas prononcer la main-levée du mandat de dépôt.

Un inculpé est mis en liberté provisoire sous caution. Il est condamné avec sursis. A-t-il le droit de réclamer son cautionnement ?

La Belgique a été obligée de faire une loi spéciale pour régler cette situation : loi du 23 juillet 1875, complétant les art. 13 et 14 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive. On pouvait soutenir que le cautionnement qui garantissait l'exécution

actuelle d'une condamnation pure et simple, garantit aussi l'exécution éventuelle d'une condamnation sous condition, donc ne doit être restitué qu'à l'expiration du délai pendant lequel la condition se peut réaliser. Mais, d'autre part, le cautionnement est imposé à l'individu parce qu'il est mis en liberté provisoire, liberté qui n'est qu'une modification apportée à la détention préventive. Or, si l'individu avait subi cette détention intégralement, la sentence lui conférant le bénéfice de la condamnation conditionnelle lui ferait acquérir aussitôt un droit immédiat à sa mise en liberté définitive ; et toute cause qui ferait cesser la détention de la personne doit faire cesser la détention de la fortune qui lui est substituée ; par suite, le condamné avec sursis a droit de recouvrer son cautionnement.

Controverse résolue dans le sens libéral, selon le projet du gouvernement ; et puis, pour prévenir la récidive, il ne faut pas priver le condamné, au moment de sa libération, pendant le temps d'épreuve qui lui est assigné, de ressources qui peuvent lui être indispensables.

D'ailleurs, on peut néanmoins concevoir l'idée d'un cautionnement destiné à garantir la bonne conduite du condamné, mais alors il faudrait l'organiser de toutes pièces et non pas perpétuer *ipso jure* celui qui a été exigé en vertu de la loi sur la détention préventive.

CHAPITRE VI

CONDITIONS POSTÉRIEURES OU DU DÉLAI D'ÉPREUVE

Le condamné conditionnellement par application des dispositions de l'art. 1^{er} de la loi du 26 mars 1891 est un condamné sous condition résolutoire. La condamnation existe bien en effet, elle a été prononcée, elle est inscrite au casier judiciaire, c'est une condamnation comme toutes les autres, à cela près qu'elle n'est pas immédiatement exécutoire ; la condition résolutoire est celle-ci : l'absence pendant un délai de 5 ans de poursuites suivies de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun. Nous verrons tout à l'heure que de l'accomplissement de cette condition résolutoire sortira, au moins en ce qui concerne la peine principale, son plein et entier effet.

On pourrait aussi bien dire, à un autre point de vue, que l'exécution de la peine est soumise à une condition suspensive, la survenance de la condamnation à la prison, au moins pour crime ou délit de droit commun devant être prononcé dans le délai ci-dessus indiqué.

Ce délai s'imposait. Il est de toute évidence qu'on ne pouvait laisser perpétuellement le condamné dans cette fausse situation ; celle-ci devait fatalement être réglée au bout d'un certain laps de temps ; la seule difficulté pouvait naître de la façon dont ce délai

devait être déterminé ; fallait-il permettre au juge de varier la durée de ce délai dans la limite d'un maximum, fallait-il, au contraire, que la loi elle-même le fixât d'une manière uniforme ?

Le premier système est celui de la loi belge ; c'était aussi le projet qui ralliait les sympathies de M. Bozérian à la séance du 3 juin 1890. On ne saurait mieux faire valoir les avantages de cette théorie qu'en reproduisant en abrégé les arguments que l'honorable sénateur opposait aux membres de la commission hostiles à cet amendement :

« L'individu condamné à l'emprisonnement, quelle
« que soit la durée de cet emprisonnement, fût-il
« de 24 heures, fût-il de 5 ans, est obligé ensuite
« de subir, pour arriver à la réhabilitation légale,
« un délai d'épreuve de 5 ans. Cette règle inflexible,
« cette durée unique, ne sont ni équitables, ni justes ;
« si elles peuvent être nécessaires pour un individu
« condamné à plusieurs mois ou même à plusieurs
« années d'emprisonnement, il n'est pas indispen-
« sable d'une épreuve de si longue durée pour l'in-
« dividu condamné à quelques jours, peut-être à
« quelques heures d'emprisonnement. On peut même
« dire qu'à un certain point de vue, c'est contraire
« aux principes généraux de notre droit criminel
« qui, en toute matière, qu'il s'agisse de crime ou
« qu'il s'agisse de délit, permet au juge, afin de
« pondérer, de proportionner la peine au délit, de
« se mouvoir entre un maximum et un minimum
« et même, au moyen de circonstances atténuantes,

« d'abaisser presque indéfiniment la peine et d'en
« changer la nature.

« L'énervement de la répression est une crainte
« chimérique, et ce n'est pas la latitude donnée ici
« au juge qui pourrait augmenter ce danger, si-
« gnalé d'ailleurs par tous les adversaires de l'en-
« semble de la loi. Un éminent professeur de la Fa-
« culté de droit, qui a traité la question dans le
« journal *le Temps*, allait beaucoup plus loin : il
« voulait, en présence de certains faits, que l'on ap-
« pliquât, même purement et simplement, le sys-
« tème du pardon, ce qui est certainement bien
« plus grave ; et pour les faits cités, en effet, cinq
« ans d'épreuve, pour arriver à la réhabilitation
« légale, semblent exagérés. Je vous demande de
« permettre au juge de se rendre compte des faits,
« des circonstances, du caractère de l'individu, de
« ses antécédents, et d'apprécier en pleine connais-
« sance de cause la durée de l'épreuve qui devra
« être imposée au condamné, surtout à cause du
« casier judiciaire. Enfin, l'argument tiré de la né-
« cessité de l'intimidation ne porte guère, car rien
« ne prouve que ce délinquant ait besoin d'être in-
« timidé ; et quant à la crainte de voir s'introduire
« la diversité dans la jurisprudence, il n'a pas non
« plus grande valeur, étant donné qu'il ne s'agit
« ici que de questions de fait. »

La Commission maintint ses objections, le délai de trois mois à cinq ans, proposé par M. Bozérian, alors que dans la loi belge aucun minimum n'est

même fixé, ne lui paraissait pas suffisant pour la peine comminatoire remplaçant la peine effective; la simple menace ne peut produire un effet réel que par la durée; et puis, le but à atteindre l'exige : la réforme du condamné qui aura été accidentellement entraîné à commettre la première faute. Avec une durée trop courte, ce serait accorder la réhabilitation à trop bon marché. Quant à l'objection de M. Bozérian, que dans le cas d'une courte peine le condamné aurait avantage à la subir pour être plus tôt réhabilité, on répond que la réhabilitation du sursis est complètement différente, elle a lieu de plein droit, sans enquête, sans refus possible, etc....

M. Bozérian ayant proposé un délai minimum de trois ans pour établir une corrélation entre la réhabilitation de droit commun et cette réhabilitation exceptionnelle, son amendement fut repoussé, quoi qu'en dise le *Journal officiel*; l'idée, à coup sûr, était séduisante : quoi qu'il en soit, pour les cas où la règle admise serait trop rigoureuse, il y aura le remède de la grâce.

On aurait pu aussi élever le maximum pour les peines graves, fixer en ce cas, par exemple, à dix années. Ce délai uniforme de cinq ans part du jugement ou de l'arrêt, dit l'art. 1^{er}, § 1^{er}.

Trois cas sont à considérer : Le sursis peut être ordonné par un jugement contradictoire non frappé d'appel, ou bien il y a eu appel, ou bien le jugement est par défaut.

Le premier cas n'implique aucune difficulté.

Dans le cas d'appel, la cour a maintenu le jugement sur appel du ministère public, ou bien, au contraire, elle l'a infirmé sur appel du délinquant; l'arrêt lui étant favorable, il faut, dans tous les cas, faire remonter le point de départ au moment le plus éloigné possible, c'est-à-dire lors du prononcé du premier jugement.

En cas de jugement par défaut, non frappé d'opposition, la situation est identiquement la même que celle prévue dans le premier cas. Au cas d'opposition et de sursis accordé sur l'opposition, alors que le premier jugement la refusait, il faut appliquer la solution du deuxième cas.

Tel n'est pas l'avis de M. Tardif : « En cas d'un
« arrêt de cour d'appel infirmant un jugement de
« 1^{re} instance, on ne peut faire remonter le point
« de départ du délai au jour du premier jugement,
« car ce serait faire commencer la période d'é-
« preuve à une époque où la condamnation condi-
« tionnelle n'avait pas encore été prononcée; le même
« motif doit dicter la même solution quand le bé-
« néfice des dispositions de l'art. 1^{er} a été accordé
« au condamné sur l'opposition à un jugement
« par défaut ne le conférant pas. »

Il est d'accord sur ce point avec M. Locard, lequel estime : « Que, si le sursis refusé en premier
« ressort a été accordé par les juges d'appel, le
« point de départ du délai doit être fixé au jour de
« l'arrêt, sans qu'il y ait lieu de distinguer si l'ap-
« pel émane du ministère public ou du prévenu.

« — En faisant partir le délai du jugement ou de
« l'arrêt, l'art. 1^{er} a évidemment visé le jugement
« ou l'arrêt qui ordonne le sursis. On ne compren-
« drait guère, en effet, que la période d'épreuve
« pût avoir commencé avant que les juges aient
« décidé qu'il y avait lieu de faire bénéficier l'in-
« culpé de la condamnation conditionnelle.

« La solution est nécessairement la même, lors-
« que le sursis est accordé sur opposition d'un ju-
« gement par défaut qui ne le conférerait pas. »
(Locard. — Comm. sur la loi Bérenger, p. 94.)

Ce n'est pas mon avis, surtout si l'on admet, comme on le verra tout à l'heure, que la première décision est virtuellement anéantie par l'appel ou l'opposition et que la deuxième seule est censée avoir toujours existé.

D'ailleurs, M. Tardif n'est pas non plus d'accord avec nous sur le point de savoir quelle solution il faut admettre, au cas de condamnation conditionnelle prononcée par plusieurs décisions successives : jugement correctionnel et arrêt confirmatif : deux jugements dont le premier par défaut et le second sur opposition, deux arrêts dont l'un après cassation du premier.

Je cite textuellement :

« Les principes conduisent, ce semble, à ad-
« mettre que le délai courra seulement à partir de
« la deuxième décision ; celle-ci se substitue à la
« première, même lorsqu'elle la confirme, elle cons-
« titue le véritable titre judiciaire susceptible de

« produire les effets attribués à la condamna-
« tion.

« A l'encontre de cette solution, on a invoqué
« un argument d'analogie, tiré de l'art. 24 du
« Code pénal : le délai d'épreuve aurait pour point
« de départ le jugement et non l'arrêt.

« Mais l'art. 24 contient une disposition excep-
« tionnelle, qu'on ne saurait étendre par voie d'a-
« nalogie. Il suppose que la peine d'emprisonne-
« ment prononcée contre l'inculpé en état de
« détention préalable est exécutée ; on ne peut l'ap-
« pliquer au cas où la peine est suspendue. D'ail-
« leurs, si l'on appliquait strictement l'art. 24 du
« Code pénal, il faudrait aller jusqu'au bout et dé-
« cider, par suite, qu'en cas de confirmation pure
« et simple sur appel du condamné, le délai cour-
« rait de l'arrêt et non du jugement. Cette restric-
« tion ne paraît pas être faite dans la théorie ad-
« verse (c'est la nôtre), elle s'impose cependant, et
« est peut-être une des objections les plus sérieuses
« que l'on puisse lui opposer, puisqu'elle oblige à
« assigner au délai d'épreuve un point de départ
« variable, suivant les circonstances, que l'art. 1^{er}
« ne paraît en aucune façon avoir voulu prévoir. »

M. Tardif, d'accord sur ce point avec M. Locard et plusieurs autres criminalistes, attache une grande importance à cette objection, tirée de l'art. 24 *in fine* du Code pénal.

L'art. 24 ne dit pas, dans sa partie finale, autre chose que ceci : « il en sera de même dans les cas

« où, sur l'appel ou le pourvoi du condamné, la peine aura été réduite. »

Or, qu'est-ce que cela prouve ? Que la durée de la peine *du détenu* commence à courir dès le jugement, quoique l'arrêt vienne plus tard modifier la durée de la peine. Cela prouve-t-il quelque chose dans notre espèce ? Je ne le crois pas ; d'ailleurs, cette disposition a été modifiée par la loi des 15-17 novembre 1892.

La peine ne compte pas nécessairement du jour où la condamnation est devenue irrévocable ; elle compte du jour où le condamné est détenu, en vertu de la condamnation, devenue irrévocable, qui prononce la peine, c'est-à-dire du jour où il y a atteinte portée à la liberté du condamné, et où cette atteinte procède de la condamnation. C'est une disposition dictée par un sentiment de bienveillance pour le condamné, sentiment accusé plus manifestement depuis la modification apportée à l'art. 24 du Code pénal, par la dite loi des 15-17 novembre 1892, qui veut que l'on impute même la détention préalable sur la durée de la peine, à moins d'une décision contraire et motivée du juge.

Je ne vois pas pourquoi l'argument tiré de la fin de l'art. 24 (et qui consisterait à dire : donc, toutes les fois que le pourvoi ou l'appel du condamné n'a pas pour effet de faire diminuer la peine, celle-ci ne court que du dernier arrêt) s'appliquerait ici, puisque étant donné que l'on veut assimiler le délai à la peine, celle-ci commence en réalité de courir du

jour de l'incarcération ; d'ailleurs, la question de durée de la peine est une question plutôt pratique que théorique, presque une question d'administration pénitentiaire. Celle du délai d'épreuve, au contraire, est purement juridique. Je crois que les partisans de notre système ont eu tort de vouloir pousser trop loin l'assimilation des deux cas ; il eût été préférable d'arguer seulement de l'esprit de la loi, qui, plutôt favorable au condamné, doit lui accorder le délai le plus court, et par suite, le faire remonter le plus haut possible. D'ailleurs, il est bien certain, aussi, que le délai d'épreuve n'a pas toujours le même point de départ que celui de la prescription de la peine : c'est ainsi que pour les condamnations en premier ressort, la peine, ne commence à se prescrire que du jour où la sentence ne peut plus être attaquée par la voie de l'appel, et non pas du jour même de la sentence.

Quoi qu'il en soit, la question est loin d'être tranchée, et nous avouons avoir eu quelque peine à nous faire une opinion sur une question sur laquelle les jurisconsultes les plus autorisés sont loin d'être d'accord.

Et, nous convenons que ce qui nous a déterminé surtout, ce n'est ni l'étude du texte, ni les arguments invoqués par l'un et l'autre parti ; c'est la croyance ferme où nous sommes que des lois telles que celle du 26 mars 1891 doivent être interprétées en tenant compte, le plus possible, des intentions de libéralisme, de bienveillance (qu'on

ne peut trouver exagérées) de leur auteur et qu'il faut prendre, par suite, toutes les fois que l'occasion s'en présente, le parti le plus favorable au délinquant.

De l'absence de poursuite, suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave, pour crime ou délit de droit commun.

Ces simples mots, poursuite suivie de condamnation, ont, eux aussi, ouvert le champ à une vive controverse : ici encore, les commentateurs sont loin d'être d'accord, et voici, à peu près, les systèmes auxquels ils se sont ralliés. Trois explications principales ont été proposées.

1^o Il suffit, pour que le condamné perde le bénéfice du sursis qui lui a été accordé, que, durant les cinq ans du délai d'épreuve, il commette une nouvelle infraction ; peu importe l'époque à laquelle ce nouveau délit sera poursuivi ; peu importe que le jugement de condamnation intervienne avant ou après l'expiration du délai. Quelle a été l'intention du législateur ? disent les partisans de ce système ; cette intention a été de laisser au coupable un délai de cinq années, pour constater si, durant cette période, il s'amende réellement, s'il ne commet plus de faute, etc. Nous supposons précisément qu'il commette une nouvelle infraction pendant le cours de ce délai. Il n'est plus digne de la mesure de clémence dont il avait été l'objet ; il devra subir la peine à laquelle il avait été con-

damné, et qui restait suspendue sur sa tête, comme un avertissement salubre, et une menace, au cas, où il serait tenté de mal faire ; il a méprisé cet avertissement, il a bravé cette menace ; qu'il soit puni.

D'ailleurs, ajoute-t-on, si les poursuites devaient être commencées, si la condamnation devait être prononcée avant l'expiration de cinq années, ce délai se trouverait singulièrement diminué ; enfin, une semblable décision amènerait l'impunité du coupable, qui saurait, jusqu'à l'expiration du délai, retarder le commencement des poursuites, en cachant l'existence de sa faute, ou qui pourrait, celle-ci étant découverte, en retarder la répression, ne fût-ce que par les moyens de procédure que la loi elle-même met à sa disposition.

J'ignore si ce n'eût pas été le parti le plus sage à prendre ; en tout cas, il me semble hors de doute que le législateur ne l'a pas voulu faire : l'art. 1^{er} § 2 et l'art. 4 § 2 sont formels ; il faut, au moins, des poursuites commencées.

2° Selon l'opinion de nombreux jurisconsultes, tels que : MM. Nègre et Gary et Laborde, il faut, pour que la condition résolutoire soit défaillie, qu'il survienne une deuxième condamnation, avant l'expiration du délai de cinq ans. En effet, la solution proposée plus haut, et d'après laquelle il suffirait que le délit qui motive la 2^e condamnation ait été commis durant le délai d'épreuve, ne remplit pas le but de la loi.

On a voulu que, pendant cinq années, planât sur la tête du condamné la menace de voir exécuter la condamnation prononcée contre lui; or, la première solution nous conduirait à admettre qu'il faut allonger ce délai de toute la durée nécessaire pour la prescription de l'action publique, née à l'occasion du nouveau crime ou du nouveau délit.

Rappelons nous, en effet, les termes mêmes des discours et rapports de M. Bérenger : « Cinq ans de menaces remplaçant quelques semaines, peut-être quelques jours de prison...

« Mais s'il faut revenir avant les cinq ans devant le tribunal?... Si, pendant les cinq ans, l'inculpé n'est pas traduit de nouveau devant le tribunal... »

La loi belge de 1888 disait, art. 9 : « La condamnation sera comme non avenue si, pendant ce délai, le condamné n'encourt pas de condamnation nouvelle pour crime ou délit.

M. Barthou a dit à la Chambre, le 3 mars 1891 : Le renvoi d'exécution aura un double effet : « d'une part, le condamné n'exécutera pas matériellement la peine; d'autre part, à l'expiration du délai de cinq ans accompli sans poursuite ni condamnation nouvelle, la peine sera rayée du casier judiciaire. »

Le texte, ajoute-t-on, est d'une limpidité indiscutable : « Si le condamné, dit-il, n'a, pendant le délai de cinq ans, encouru aucune poursuite suivie de condamnation ». Ceci semble bien indiquer que la condamnation doit survenir durant le délai.

Enfin, ajoute M. Laborde (*Lois nouvelles*, 1891, V.

p. 410) : « Qu'arriverait-il dans le système contraire?
« quand la condamnation pour le nouveau délit,
« survenue après les cinq ans, viendrait produire
« la déchéance du sursis ? Le condamné condi-
« tionnel ne serait pas réhabilité de plein droit ;
« d'autre part, sa peine étant prescrite, l'emprison-
« nement ou l'amende qui ont fait l'objet du sursis
« ne peuvent être exécutés. Or, l'extinction de la
« peine ne peut être séparée de la réhabilitation de
« plein droit. »

Nous ferons remarquer, en passant, que rien ne prouve la concordance perpétuelle du délai de la prescription et du délai d'épreuve ; nous avons vu déjà que ces deux délais ne coïncidaient pas forcément. D'ailleurs, les arguments de texte invoqués à l'appui de ce système et tirés de quelques mots des discours ou des rapports, n'ont pas une importance bien grande. Nous croyons même qu'à ce point de vue, le plus facile à soutenir serait le troisième système, auquel il faut d'ailleurs, selon nous, se rallier : On sait que le texte de la proposition de M. Bérenger portait : en cas de seconde condamnation... Puis, après rectification : « si le condamné n'a subi aucune condamnation nouvelle. » La Commission présenta un nouveau texte : « Si le condamné n'a encouru aucune poursuite suivie de condamnation ». C'est le texte que le Parlement a adopté, et, s'il a admis cette modification, c'est qu'elle correspond à une idée, à un principe nouveau, relativement à la défaillance de la condition résolutoire ; et

ce principe, c'est de substituer à la condamnation exigée avant l'expiration du délai, une poursuite intentée à l'effet d'obtenir cette condamnation ; on évite, par ce moyen, qu'un individu condamné avec sursis, ne s'assure l'impunité, en évitant, à l'aide de moyens dilatoires, le prononcé de la deuxième condamnation dans le délai de cinq ans.

Tel est, croyons nous, le sens de ces mots : poursuite suivie de condamnation. La poursuite doit avoir été exercée avant l'expiration du délai ; elle peut être suivie d'une ordonnance de non lieu, d'un acquittement ou d'une condamnation à l'amende ; en ce cas, le délinquant ne perd pas le bénéfice du sursis ; il faut, pour qu'on lui retire cet avantage, qu'une condamnation soit prononcée pour crime et délit de droit commun (voir sur ce point nos explications précédentes), et que la peine prononcée soit l'emprisonnement ou une peine plus grave.

Situation du condamné durant le délai. — La loi du 26 mars 1891 a créé, pour le condamné avec sursis, une position absolument spéciale et dont on ne peut se rendre un compte à peu près exact qu'après l'avoir examinée à des points de vue différents.

Nous allons étudier la position du condamné, au point de vue de *la condamnation elle-même*, au point de vue des *peines accessoires* et *vis-à-vis des tiers*, auxquels le jugement a reconnu des droits, ou au profit desquels il en a fait naître.

Au point de vue de la peine principale. — La condamnation a été prononcée, la peine principale ne doit pas être exécutée jusqu'à nouvel ordre, mais c'est là tout l'effet du sursis. Cette peine a été infligée au délinquant, sauf à lui en faire remise plus tard. Nous ne sommes donc pas en présence d'un acquittement. Il peut paraître séduisant de décider, avec M. Tardif, que le condamné conditionnellement ne sera pas, par application de l'art. 206 du Code d'instruction criminelle, immédiatement et nonobstant appel, mis en liberté (arrêt de Chambéry, 4 juin 1894).

Nous avons déjà résolu la question en sens contraire, à propos des formalités prescrites par la loi; d'accord en cela avec M. Laborde, qui voit dans l'esprit de la loi l'intention d'assimiler ce cas à celui d'un acquittement, et surtout, parce que la détention préventive n'a paru utile après le jugement que lorsqu'elle se joindra à l'emprisonnement prononcé par le jugement et s'imputera sur sa durée. C'est pourquoi la pratique étend sans hésiter l'art. 206 au cas où le tribunal correctionnel n'a prononcé qu'une amende.

Le but de la loi, dit le rapport de M. Barthou (cité par F. Chesney, *Revue critique*, 1892, p. 111),
« est de fortifier les bonnes résolutions du con-
« damné, encourager son remords, le réintégrer
« dans le monde des honnêtes gens, lui épargner la
« prison et le danger de la récidive par l'espoir de la
« réhabilitation sans enquête, sans débats, en cas
« de bonne conduite, et par la crainte de l'exécution

« inévitable, en cas de rechute. Ce résultat est-il
« atteint? a-t-on épargné au condamné la honte ou
« le danger de la récidive, si, alors que le tribunal,
« précisément pour arracher le prévenu à la prison,
« a accordé au détenu le bénéfice de l'art. 1^{er} de
« la loi Bérenger, il dépend du Ministère public
« d'anéantir, ou tout au moins de restreindre
« par son appel l'heureuse influence de cette
« décision » ?

« Remarquons que, le plus souvent, un délai assez
« long s'écoulera entre le jugement et l'arrêt. Si le
« prévenu est condamné à une peine légère (et c'est
« dans cette hypothèse que la loi Bérenger sera or-
« dinairement appliquée), il restera en prison jus-
« qu'au jour où la cour aura prononcé sur son sort,
« c'est-à-dire dans bien des cas jusqu'à l'expiration
« de sa peine, et alors, en supposant que le juge-
« ment soit confirmé, il n'aura pas néanmoins bé-
« néficié de ce sursis. —

« Le résultat, encore une fois, est en contradiction
« avec l'esprit de la loi du 26 mars, laquelle s'est
« efforcée, pour me servir des termes du rapport,
« d'arracher le condamné aux mauvais contacts et
« à la flétrissure de la prison » ; et on peut se de-
« mander si cette loi n'a pas abrogé implicitement,
« quant à la détention préventive, les règles ordi-
« naires sur l'effet suspensif de l'appel, comme les
« lois nouvelles abrogent les dispositions antérieures
« qui leur sont contraires. »

Ces paroles acquièrent encore plus d'autorité

lorsque l'on songe que l'auteur était plus que personne porté à accorder au ministère public la plus large autorité possible, à attribuer l'effet maximum à son appel, étant lui-même procureur de la République à Avallon.

Selon nous donc, le condamné devra être mis en liberté, ce qui revient sensiblement au même, en pratique, que la solution proposée par M. Locard ; cet auteur, après avoir soutenu la thèse que nous avons combattue, avoue que la non application de l'art. 206 crée une situation un peu choquante, et déclare qu'il sera facile d'y remédier par une mise en liberté provisoire, avec ou sans caution, qui ne devra presque jamais être refusée.

La condamnation, tant que la condition résolutoire n'est pas produite, existe ; elle devra, par suite, figurer au casier judiciaire. On avait pensé, tout d'abord, à ne pas mentionner cette condamnation ; mais M. Bérenger, dans son rapport, fit ressortir que « c'eût été priver la justice d'un élément d'information nécessaire en cas de rechute ;
« et commettre vis-à-vis des tiers, toujours libres
« d'exiger de l'intéressé la production du casier,
« une sorte de dissimulation légale dont la loi ne
« peut se rendre coupable. »

Mais, si cette condamnation figure au casier, elle y figure avec la mention du sursis accordé. Je crois que les scrupules juridiques qui ont fait craindre que la loi ne se rendît coupable de dissimulation, sont exagérés. Certaines condamnations (à l'amende ou

pour contraventions) ne sont pas mentionnées au casier judiciaire, et personne ne songe à accuser la loi de dissimulation. Et qu'on ne vienne pas dire que ces condamnations méritent cette faveur par leur importance relativement faible, et par le peu de gravité et de nocuité des faits qu'elles sont chargées de réprimer. Nous répondrons que, lorsqu'un tribunal accorde la loi Bérenger à un délinquant, c'est qu'il n'estime pas le fait bien grave; et qu'en tout cas son auteur ne lui paraît guère dangereux, puisqu'il le juge digne de cette mesure de bienveillance.

Nous préférierions donc que la condamnation ne fût pas mentionnée durant la période d'épreuve, car cela peut fermer bien des portes au délinquant, et peut lui être un des plus sérieux obstacles dans son acheminement vers le bien, sur sa route vers le reclassement.

Aussi la réforme du casier judiciaire faisait depuis de nombreuses années l'objet de l'attention des esprits élevés et des jurisconsultes soucieux des progrès de notre législation criminelle.

Au Sénat, à la séance du 27 juin 1890, MM. Trarieux et Lisbonne avaient proposé une disposition additionnelle ainsi conçue :

« Les condamnations à l'amende ou à une peine d'emprisonnement ne dépassant pas quinze jours, pour délits autres que le vol, l'escroquerie ou l'abus de confiance, et qui seront antérieures à la promulgation de la présente loi, pourront, si elles

n'ont été suivies, dans les cinq années de leur date d'aucune condamnation nouvelle, être appelées à bénéficier des dispositions du § 2 de l'art. 5, par décision des tribunaux ou cours qui les auront prononcées, sur simples requêtes présentées par les condamnés. »

Le but des auteurs de la disposition était d'éviter aux délinquants, condamnés pour des faits peu graves à des peines minimales, le préjudice considérable que cause l'inscription au casier judiciaire (inscription perpétuelle) de cette peine, même minimale.

Si cette proposition fut retirée, c'est sur l'assurance que donna alors M. Fallières, garde des sceaux, qu'une réforme d'ensemble du casier judiciaire allait être mise à l'étude ; il expliqua que s'il n'avait pas soulevé la question au sein de la commission chargée d'étudier la loi, c'est que les délégués français devaient la faire naître au sein du congrès de Saint-Petersbourg, ce qui nous permettrait de profiter sur ce point des lumières des jurisconsultes de l'Europe entière.

Ces lumières n'ont pas suffi encore, sans doute, à éclairer la question, ou bien la faute en est-elle imputable à la lenteur persévérante des travaux parlementaires ; toujours est-il que ce projet de réforme du casier judiciaire n'a pas encore abouti, et c'est véritablement regrettable, car c'est un des nombreux points de notre législation criminelle où une modification s'impose. Espérons qu'elle ne tardera pas à s'accomplir.

Prescription. — On sait que la prescription n'est interrompue que par l'exécution de la condamnation. Il peut donc arriver que, puisque le sursis repousse cette exécution, la prescription s'accomplisse auparavant; il peut donc se présenter des cas tels que celui-ci : Un condamné pour *contravention de simple police* est condamné de nouveau au bout de trois ans; bien que le délai d'épreuve ne soit pas accompli, il y a prescription, la peine ne pourra être ramenée à exécution.

Cette hypothèse sera rare, les contraventions de police ne faisant pas matière à application de la loi Bérenger d'après la jurisprudence actuelle; mais il pourra s'en présenter une analogue en matière correctionnelle dans les cas où la condition résolutoire de la condamnation peut défaillir après l'expiration des cinq ans (durée de la prescription de la peine), c'est-à-dire au cas où le condamné avec sursis commettrait un nouveau délit plus de 5 ans après sa première condamnation, mais avant que 5 années se fussent écoulées, depuis le point de départ du délai de sursis; puisque le point de départ des délais peut être différent.

Au point de vue des peines accessoires l'art. 2 dit : « les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation », c'est-à-dire les peines complémentaires et les peines accessoires. Les peines complémentaires, elles aussi, ne sont jamais encourues seules, leur nom l'indique, mais elles diffèrent des peines accessoires en ce qu'elles ne viennent pas

de plein droit, et en vertu de la loi elle-même, s'adjoindre à la peine principale, elles sont attachées à certains délits et elles doivent être prononcées d'une manière formelle ; elles sont tantôt facultatives, tantôt obligatoires pour le juge ; par exemple l'affichage, la publicité du jugement de condamnation, l'interdiction de séjour, l'interdiction des droits civils, civils et de famille, la déchéance facultative de la puissance paternelle ; ce sont ces peines que le législateur de 1891 a visées sous le nom d'incapacités résultant de la condamnation.

Le premier rapport de M. Bérenger cite, en effet, des incapacités *attachées de plein droit* à certaines peines d'emprisonnement : inéligibilité, interdiction du droit de voter, d'être juré, etc.

Quoi qu'il en soit, le condamné subit ces peines complémentaires et supplémentaires durant la condamnation, sauf une exception, que nous étudierons plus tard.

Tel n'était pas le projet primitif. L'art. 3 du projet adopté par la Commission du Sénat décidait qu'à moins d'une décision contraire du tribunal ou de la cour, la suspension comprendrait les peines accessoires et les incapacités. M. Bérenger, dans son rapport, en expliquait ainsi le motif : « La Commission a pensé que ces peines accessoires et ces
« incapacités étant une conséquence directe de la
« peine elle-même, devaient être suspendues avec
« elle, à moins que le tribunal n'en décidât autrement. »

M. Demôle présenta, le 3 juin 1890, un amendement consistant à ajouter à l'art. 2 : La suspension de la peine ne comprend pas non plus les peines accessoires ou incapacités résultant de la condamnation.

Il expose que, sans être absolument convaincu que cette loi dût donner tous les résultats qu'on en espérait, il était de ceux qui croyaient que l'on dût tenter l'expérience; seulement, qu'il y trouvait une tendance par trop libérale et une porte ouverte vers une indulgence excessive :

« Je trouve exagéré, par exemple, de ne pas
« maintenir la peine de la déchéance ou de l'incapacité que notre loi électorale attache à certaines
« condamnations d'un caractère particulier. »

L'orateur cite un certain nombre de cas de déchéance ou d'incapacité, puis il termine :

« Si vous acceptez les propositions de la Commission, le tribunal qui aura condamné un
« homme à la prison pour délit de vol ou pour
« outrage public à la pudeur et qui, trouvant
« dans les antécédents du condamné des motifs
« d'indulgence, suspendra l'exécution de la condamnation à l'emprisonnement pendant cinq
« ans; ce tribunal aura du même coup la faculté
« de faire rentrer ce voleur, cet escroc, ce proxénète dans les assemblées civiques au lendemain
« de sa condamnation, de le reconnaître comme
« électeur et même comme éligible, de lui permettre d'être conseiller municipal, juge au tri-

« bunal de commerce, et membre du jury criminel. »

L'amendement, vivement combattu par M. Humbert et M. Lenoël, fut appuyé par M. Fallières, ministre de la justice, et adopté. Deux arguments, surtout, semblèrent, et avec raison, croyons-nous, impressionner vivement le Sénat : « C'est à la condamnation elle-même que les incapacités sont attachées, et non à l'exécution de la peine; cela est tellement vrai que, si un homme est condamné pour vol, pour escroquerie ou pour outrage public à la pudeur, à l'emprisonnement, et que le Président de la République, usant de son droit de grâce, trouve dans les éléments de la cause des motifs suffisants pour lui remettre la peine de l'emprisonnement, si ce condamné ne dépasse pas le seuil de la prison, s'il est laissé en liberté au lendemain de sa condamnation, les incapacités électorales lui restent absolument attachées : il continue à n'être pas électeur, parce que c'est à la condamnation elle-même que l'incapacité est attachée. Cet argument, conforme à la jurisprudence constante, d'ailleurs, de la chancellerie sur les effets de la grâce, fut combattu sans succès par M. Lenoël, qui cite un avis du Conseil d'État, un arrêt de la Cour de cassation du 6 avril 1832, un arrêt de la cour d'Orléans de février 1847, admettant que la grâce relevait des incapacités.

L'autre visait surtout les incapacités légales de droit strict : « Elles le sont, disait M. Lenoël ; il

« appartient à la loi de les prononcer, la loi les a
« toujours prononcées, et on ne peut pas donner ici
« aux tribunaux la faculté d'appréciation ».

Il s'agissait, d'ailleurs, de ne pas trop glisser sur la pente de l'indulgence et de se tenir dans une mesure raisonnable. En outre, il faut bien convenir que la mention d'une condamnation, même conditionnelle au casier judiciaire, est autrement nuisible à celui qui en a été l'objet que son exclusion des listes électorales et des listes du Jury.

La Commission proposa, après l'adoption de l'amendement Demôle, un autre paragraphe qui, selon un certain nombre de sénateurs, aurait été la négation même de l'amendement : aux termes de ce paragraphe, le juge aurait pu, mais par dérogation à la règle générale, prononcer la suspension des incapacités et peines accessoires. Le Sénat repoussa ce paragraphe additionnel.

Lorsque la Commission de la Chambre eut à son tour étudié le projet de loi, la même idée fut reprise par elle ; seulement elle alla plus loin et la poussa jusqu'à une limite bien plus avancée. La Commission du Sénat avait voulu que le juge pût, dans certains cas, prononcer la suspension des peines accessoires ; la Commission de la Chambre voulait que ce devînt la règle et que le juge n'eût pas la faculté d'agir autrement, c'est-à-dire que la suspension de la peine principale devait entraîner celle des peines accessoires et des incapacités résultant de la condamnation. Telles étaient les idées de la Com-

mission à la veille de la discussion devant la Chambre ; mais, après avoir compris les critiques aussi vives que bien fondées, que le garde des Sceaux demanda à faire entendre au sein de la Commission, celle-ci changea d'avis sur ses instances ; convaincu qu'elle allait au-delà de l'intention de M. Béranger et du but que l'on se proposait, elle supprima la suspension des peines accessoires et complémentaires, convaincue que la seule chose nécessaire à suspendre, pour remplir le vœu du jurisconsulte éminent promoteur de la loi, c'était l'exécution de la peine principale.

C'est pourquoi, dans sa séance du 3 mars 1891, la Commission abandonna d'elle-même sa rédaction. M. Barthou déclara : « M. le garde des Sceaux a
« demandé à être entendu par la Commission, il a
« exposé devant elle les inconvénients qui résulte-
« raient du texte qu'elle avait voté. M. le garde
« des Sceaux a fait observer, en effet, que si l'on
« suspendait les peines et les incapacités accessoires,
« le condamné à l'emprisonnement, par exemple,
« pourrait continuer à jouir de ses droits civils et
« politiques, il pourrait faire partie d'un conseil de
« famille, être tuteur, et, ce qui est plus grave,
« être appelé à siéger en qualité de juré devant une
« Cour d'assises ; il pourrait être électeur et éligible.
« En raison de ce grave inconvénient, nous nous
« sommes rangés à l'opinion de M. le garde des
« Sceaux ; nous avons reconnu que la suspension de
« la peine principale suffisait à préserver le con-

« damné de la flétrissure de la prison et à lui permettre d'arriver par ses propres efforts, à sa réhabilitation morale. En dispensant en même temps le condamné des peines et incapacités accessoires, nous dépassions le but proposé. Aussi votre Commission revenant sur le texte qu'elle vous proposait tout d'abord, vous demande de voter le texte qui avait été voté par le Sénat ».

La Chambre adopta alors le texte tel que le Sénat l'avait voté.

Ainsi donc, la suspension de la peine principale ne produit aucun effet sur les peines accessoires ou sur les peines complémentaires (que ces dernières soient facultatives ou impératives, elles produisent malgré le sursis des effets immédiats). Notons toutefois, avec M. Tardif, après MM. Nègre et Gary, que certains articles, relatifs à l'interdiction des droits civiques, civils et de famille, assignent à ces peines pour point de départ l'expiration de la peine principale. On ne peut, dans ce cas, les faire courir du jour du prononcé de la condamnation avec sursis; par suite, ces peines seront suspendues tant que durera le délai de cinq ans, à moins qu'une condamnation nouvelle n'intervienne, auquel cas s'exécutera la peine principale, et le droit commun reprendra son empire.

Notons, en terminant, que le condamné peut être l'objet d'une mesure de grâce avant l'accomplissement ou la défaillance de la condition résolutoire. Je ne crois pas, d'ailleurs, dans la plupart des cas, à l'utilité que pourrait avoir cette mesure, son résultat

étant de dispenser définitivement le condamné de l'exécution de la peine ; elle aurait le grave inconvénient de le soustraire à la salutaire menace du châtiment suspendu sur sa tête, en cas de nouveau délit ; mais il faut bien convenir que théoriquement rien ne s'y oppose. — Toutefois, il est bien entendu que cet effet absolu de la grâce ne s'applique qu'à la peine principale et nullement aux peines accessoires et complémentaires ; c'est qu'en effet la grâce, même en cas de condamnation pure et simple, laisse subsister ces peines accessoires et complémentaires. Pourquoi produiraient-elles un effet différent en cas de condamnation conditionnelle ?

Au point de vue de leur situation vis-à-vis de l'armée, les condamnés avec sursis se sont trouvés jusqu'en 1897, sous le régime de la loi du 15 juillet 1889, assimilés aux condamnés ordinaires. Des plaintes nombreuses et justifiées, faisant ressortir l'injustice qu'il y avait à traiter en criminels ordinaires ces délinquants que le juge a estimés dignes de commisération, ont abouti à la loi du 1^{er} mai 1897, modifiant les articles suivants de la loi du 15 juillet 1889.

Loi du 15 juillet 1889.

Art. 5. — Les individus reconnus coupables. . . . ceux qui ont été condamnés correctionnellement. . . . ceux qui ont été l'objet de deux condamnations. . . . sont incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

Art. 48 (voir dernier paragraphe). — Les hommes désignés dans l'art. 5. seront à leur passage dans la réserve affectés à ces mêmes corps.

En temps de paix, ils accompliront leur période d'exercice dans des compagnies spécialement désignées à cet effet.

Les dispositions des deux derniers paragraphes seront appliquées aux hommes qui, après avoir quitté l'armée active, ont encouru les condamnations spécifiées à l'art. 5.

Art. 59. — L'engagé volontaire doit.
3° n'avoir jamais été condamné pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs, et n'avoir subi aucune des peines prévues par l'art. 5 de la présente loi, à moins qu'il ne veuille contracter son engagement pour un bataillon d'infanterie légère d'Afrique. — 4° Jouir de ses droits civils.

Loi du 1^{er} mai 1897.

Ou loi modifiant en faveur des hommes auxquels il aura été fait application de la loi du 26 mars 1891, les art. 5, 48 et 59 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée.

Art. unique. — L'art. 5 et les trois derniers paragraphes de l'art. 48 de la loi du 15 juillet 1889 ne s'appliquent pas aux hommes qui auront bénéficié de la loi du 26 mars 1891.

Les conditions prescrites aux paragraphes 3° et 4° de l'art. 59 de la loi du 15 juillet 1889, ne sont

pas exigées des hommes ayant bénéficié de la loi du 26 mars 1891, qui contracteront des engagements volontaires de quatre ou de cinq ans.

En cas d'inconduite grave, durant leur présence sous les drapeaux, ces hommes pourront, sur la proposition de leur chef de corps, et par décision ministérielle, être envoyés aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique, ou, en temps de paix, à des compagnies spécialement désignées pour y accomplir leurs périodes d'exercices.

Les inscrits visés au paragraphe 2 de l'art. 7 de la loi du 24 décembre 1896, bénéficient des dispositions du présent article, et peuvent également, en cas d'inconduite grave, recevoir, par décision ministérielle, une destination disciplinaire dans les mêmes conditions que les hommes de recrutement.

Somme toute, l'esprit de cette loi est de ne pas soumettre *a priori* au service pénible des compagnies dites de discipline des jeunes gens qui, peut-être, seront, malgré leur première faute, de bons soldats, dignes de l'estime de leurs chefs, tout en ménageant à ceux-ci le moyen de les envoyer néanmoins aux bataillons d'Afrique, s'ils leur donnent des sujets de mécontentement.

Vis-à-vis des tiers.

La condamnation règle leurs droits d'une façon immédiate et définitive ; la condition résolutoire qui peut se produire plus tard, n'influera en rien sur ces droits ; l'accusé qui succombe, étant tenu aux

frais envers l'État, le condamné devra rembourser au Trésor les frais du procès ; il devra également payer les dommages-intérêts fixés, faire les restitutions ordonnées par le jugement à ceux auxquels un préjudice aurait été porté.

Quant aux voies de recouvrement, la contrainte par corps ayant une grande analogie avec la prison, on peut se demander si elle peut être exercée nonobstant le sursis. MM. Brégeault et Laborde, à l'avis desquels nous nous rangeons, répondent affirmativement. et, en effet, la contrainte par corps n'est pas soumise au régime de l'incarcération pénale. Je sais bien qu'elle constitue un mode de recouvrement d'un caractère spécial ; mais ce n'est pas suffisant pour qu'on puisse la déclarer suspendue durant le sursis ; celui-ci suspend deux peines : la prison et l'amende ; il laisse subsister toutes les autres, en revanche ; on peut regretter que l'état de nos prisons départementales ne permette pas d'exécuter les prescriptions de la loi en ce qui concerne ceux qui sont l'objet de la contrainte par corps (ils devraient être séparés des autres détenus, et soumis à un régime différent), de telle sorte que la différence entre la contrainte par corps et l'emprisonnement ordinaire est beaucoup plus théorique que pratique, et qu'en l'exerçant à l'égard des condamnés conditionnellement, on ira directement contre le but du législateur de 1894 : soustraire le condamné aux courtes peines de l'emprisonnement, au régime démoralisant, au milieu

détestable et à la contagion malsaine des vices de toutes sortes. Quoi qu'il en soit, la question étant une question de budget départemental, puisque l'initiative de l'Administration semble jusqu'ici avoir donné bien peu de résultats pratiques, la réforme ne pouvant être accomplie qu'au prix de sacrifices d'argent considérables, tout porte à croire qu'elle n'aura pas de sitôt sa solution.

Défaillance de la condition résolutoire.

Durant les cinq ans qui lui avaient été imposés comme durée d'épreuve, le condamné conditionnellement commet une nouvelle infraction assez grave pour être condamné à l'emprisonnement ; que va-t-il arriver ? Tout d'abord, les peines accessoires et complémentaires sur lesquelles le sursis n'avait produit aucun effet continueront à plus forte raison d'exister, la condamnation qui aurait été effacée sur les bulletins n° 2 (extraits délivrés aux parties), en cas d'accomplissement de la condition, continuera à y figurer. Cette condition étant défaillie, y laissera-t-on figurer aussi la mention que la première condamnation avait été prononcée avec sursis ? Pourquoi non ? Les tiers peuvent avoir le plus grand intérêt à savoir que, vu le manque de gravité de l'infraction ou pour tout autre motif tiré des circonstances de la cause, un sursis avait été accordé. Quant à la peine elle-même, elle devra s'exécuter et elle devra être subie avant celle prononcée par la deuxième condamnation. « Elle devra être exécu-

tée » ; en effet, nous verrons plus loin que l'exécution de la peine est soumise à une condition suspensive qui concorde précisément avec la défaillance de la condamnation résolutoire.

« Elle sèra exécutée d'abord ». Les termes de l'art. 1^{er}, § 3, semblent en effet formels ; cependant on peut se demander si la deuxième peine prononcée étant celle de la mort, le condamné pourrait être astreint à subir auparavant la première peine. M. Laborde (*Loi nouv.*, 1891, p. 410) ne le croit pas. Il est certain que l'opinion générale trouve déjà long le délai (nécessité par l'examen du pourvoi et du recours en grâce) qui s'écoule entre la condamnation à mort et son exécution.

Le vœu de loi est que l'exécution ait lieu dans les 24 heures de la condamnation, alors qu'elle a lieu, en réalité, souvent plus d'un mois après. Ne serait-il pas plus humain d'épargner au criminel cette lente agonie ? Et qui pourrait admettre que l'on pût, sous prétexte de faire purger au condamné une condamnation antérieure à quelques mois de prison, prolonger d'autant son supplice ?

Nous croyons, en effet, qu'en pratique on ne fera jamais, dans une semblable hypothèse, exécuter au condamné avec sursis la peine primitive, ce qui d'ailleurs aurait le plus grave inconvénient au point de vue de l'exemplarité de la peine. Chacun sait, en effet, que l'exécution produit d'autant plus d'effet qu'elle est plus rapprochée du forfait lui-même, ou tout au moins de la condamnation.

Mais je m'empresse de reconnaître que je me place ici au point de vue purement pratique ; je suis convaincu que le condamné à mort obtiendrait la remise de sa peine de prison, au besoin sous la pression de l'opinion publique, mais j'ajoute que je ne vois aucun argument juridique sérieux pour soutenir cette opinion au point de vue théorique, étant donné que le texte de l'art. 1^{er}, § 3, ne signale aucune exception. De ce fait, que la première peine doit être exécutée avant la seconde, il résulte ceci, c'est qu'un délinquant est condamné avec sursis à une amende, puis, dans le cours du délai de cinq ans, à une peine d'emprisonnement, il devra, avant de purger cette condamnation, subir la contrainte par corps pour le recouvrement de l'amende antérieurement prononcée.

Accomplissement de la condition résolutoire.

Les propositions originales, celles de MM. Michaux et Reybert à la Chambre, et celle de M. Bérenger se bornaient à demander que la peine fût purgée au bout de cinq ans de bonne conduite, et que la réhabilitation fût accordée, s'il y avait lieu. D'après la loi, telle qu'elle a été votée, au contraire, à l'expiration du délai de cinq ans sans condamnation nouvelle, la condamnation est considérée comme non avenue, la réhabilitation a lieu de plein droit par le seul fait de l'expiration du délai, « sans être
« astreint aux conditions de séjour prolongé dans
« un même lieu, d'enquête spéciale sur sa conduite

« et d'appréciation par la justice, imposées par le « Code de justice criminelle au demandeur ordinaire en réhabilitation ». Lequel des deux systèmes est préférable ? Il est bien certain que d'une part ce n'est peut-être pas une garantie suffisante que le condamné donne de son amendement, cette garantie qui consiste à échapper peut-être, au moyen d'une adresse coupable et d'une prudence consommée, pendant cinq ans, à une nouvelle condamnation.

« Le condamné, dit M. Capitant, peut, assez habile pour ne pas tomber entre les mains de la justice, continuer sa vie de débauche ou de vagabondage, fréquenter des gens sans aveu, vivre sans métier avouable. »

Pourquoi effacer définitivement sa condamnation ? Mais il faut bien convenir que, d'un autre côté, l'espoir d'une réhabilitation accordée sans formalités, sans enquête, était d'un puissant attrait pour les condamnés désireux de marcher courageusement vers leur relèvement social. Cette sorte de reclassement immédiat parmi les honnêtes gens supprime une foule d'obstacles pour le condamné dans la voie de l'amendement. Et telle a été l'intention du législateur : maintenir le délinquant dans le sentier du devoir, autant par l'espoir de cette réhabilitation que par la menace du châtiment. Quoi qu'il en soit, il résulte du système adopté par la loi, qu'après cinq ans la condamnation est considérée comme non avenue, et le con-

damné n'a pas besoin de demander sa réhabilitation.

Les peines accessoires et complémentaires disparaissent du jour où la condamnation est considérée comme non avenue. Quant à la peine principale, elle ne peut plus être ramenée à exécution et le sursis se trouve transformé en dispense définitive d'exécution.

Le casier judiciaire du délinquant recouvre sa virginité, au moins en ce qui concerne le bulletin n° 2 ou extrait délivré aux parties; quant au bulletin n° 1, qui doit être communiqué au ministère public, celui-ci pouvant dans tous les cas avoir un intérêt majeur à connaître d'une façon exacte les antécédents judiciaires des inculpés, la condamnation conditionnelle y sera mentionnée, même après la réhabilitation. Je crois, avec M. Laborde et MM. Nègre et Gary, et contrairement à l'opinion de M. Locard, que l'on peut étendre au réhabilité de plein droit de la loi du 26 mars, le bénéfice d'une disposition du code de justice criminelle, c'est l'art. 633, § 2, qui reconnaît au réhabilité le droit de se faire délivrer sans frais un extrait de son casier judiciaire.

Nous ferons remarquer aussi que la condamnation étant considérée comme nulle et non avenue, ne peut plus servir de base, plus tard, à l'application des peines de la récidive.

Elle ne compte pas pour la relégation. Au contraire, rien ne s'oppose théoriquement à ce qu'un

tribunal condamne avec application du sursis un délinquant qui aurait déjà plus de cinq années auparavant bénéficié de cette disposition. Sans doute, en pratique, le tribunal hésitera à accorder cette faveur à un individu qui, somme toute, a déjà encouru les sévérités de la justice, à tel point qu'il n'y a pas encore eu, je crois, de sursis accordé dans ces conditions. Mais nous tenons à constater que rien ne s'y oppose, du moins en théorie. Notons encore que si la réhabilitation de plein droit a, quant à la condamnation, un effet rétroactif, le fait même de l'infraction continue à subsister ; les conséquences que la condamnation a produites avant l'accomplissement de la condition résolutoire ne peuvent non plus disparaître rétroactivement. Ce sont des faits accomplis, dit M. Tardif, une fiction légale ne peut les faire disparaître.

Enfin, cette réhabilitation de plein droit ne peut se cumuler avec la réhabilitation ordinaire. M. Bérenger l'a fait remarquer dans son rapport : « Le temps d'épreuve de cinq ans exigé pour la « réhabilitation ordinaire ne commence à courir « qu'à partir de la libération. Le condamné con- « ditionnel ne pourrait donc l'invoquer que si, re- « nonçant au sursis, il exécutait réellement sa « peine. » Nous savons, en effet, que la réhabilitation judiciaire, qui suppose des formalités et une enquête, peut être demandée trois ans après sa libération par le condamné à une peine correctionnelle.

Mais M. Bérenger estimait que les condamnés pouvaient renoncer au bénéfice de ce sursis. « Si
« quelque circonstance exceptionnelle, telle que
« l'espoir d'obtenir un emploi, rend utile une ré-
« habilitation plus prompte, le condamné peut re-
« noncer au bénéfice du sursis, exécuter sa peine
« et obtenir ainsi le délai.

« Le rapport s'explique expressément à cet
« égard. Il y a deux situations parfaitement pré-
« cises : veut-on rester dans les termes du code
« d'*Instruction criminelle* ? on subit la peine et, au
« bout de trois années, on peut poursuivre la réha-
« bilitation. Veut-on profiter de la loi de faveur et
« d'indulgence ? on échappe d'abord à la flétris-
« sure de la prison, on échappe ensuite au danger
« des enquêtes et l'on arrive par la suppression du
« casier à la réhabilitation de plein droit. »

Ainsi s'exprimait M. Bérenger, à la séance du
3 juin 1890. MM. Bozérien et Fallières avaient
compris aussi la loi dans ce sens et, à propos de la
durée d'épreuve, ils vinrent tous deux dire à la
tribune, que le condamné avait la faculté de renon-
cer au sursis. Quoi qu'il en soit, la loi est restée
muette sur ce point, et j'estime qu'en l'absence
d'un texte formel il est aussi antijuridique que
contraire au vœu de la loi d'accorder cette faculté
au condamné. Antijuridique, ai-je dit tout d'abord.
C'est qu'en effet, comme le fait judicieusement re-
marquer M. Tardif, les cours ou tribunaux *ordon-*
nent les sursis ; ils *ordonnent* qu'il sera sursis pen-

dant cinq ans à l'exécution de la peine, donc ce sursis s'impose au condamné.

Le Ministère public doit faire exécuter en leur teneur même les sentences passées en force de chose jugée ; il corrigerait le jugement ou l'arrêt s'il consentait à ce que la peine suspendue fût exécutée.

Quant à la juridiction répressive qui a prononcé la condamnation conditionnelle, elle ne pourrait pas davantage permettre la renonciation au sursis ; elle est dessaisie par la décision qu'elle a rendue ; il ne s'agit pas dans l'espèce d'interpréter un jugement antérieur.

Par suite, au point de vue tout d'abord des principes du droit, nous devons refuser au condamné la faculté de renoncer au sursis qui lui a été imposé ; mais cette nécessité s'impose encore avec plus d'évidence, si nous songeons aux motifs qui ont dicté au législateur les miséricordieuses dispositions de la loi du 26 mars 1891.

On a voulu éviter qu'un délinquant, novice dans le crime, n'allât s'endurcir dans le mal, achever de corrompre son cœur et sa conscience au sein du milieu gangrené de la prison.

On n'a pas voulu que les bons sentiments, qui peuvent rester en lui après un premier délit, ne s'éteignent aussitôt dans l'air vicié qu'on y respire.

On a voulu le sauver d'un danger certain et reconnu pour lui comme pour la société, et l'on irait lui permettre de s'y précipiter tête baissée !

On autoriserait cet homme, dont le relèvement moral paraît probable, dont on veut tenter le reclassement, à compromettre irrémédiablement tout cela, en se plongeant dans un milieu dont les influences délétères ne sauraient tarder à développer en lui tous les mauvais instincts, tous les germes du mal, au détriment de tout ce qu'il pourrait avoir encore d'honnête et de sain au fond du cœur ! Ce serait de l'aberration pure, et je ne crois pas que l'on puisse soutenir sérieusement une semblable proposition. Donc, il faut conclure que le condamné, avec application de la loi du 26 mars, ne peut renoncer au bénéfice du sursis pour obtenir plus tôt sa réhabilitation ; il ne pourrait le faire qu'au cas où il aurait été l'objet d'une mesure de grâce, car alors il serait réellement libéré.

Tels sont les effets de l'accomplissement de la condition résolutoire. La loi française lui a donc donné, en cette matière, le maximum d'effet possible ; le sursis a été à ce point de vue, comme à beaucoup d'autres d'ailleurs, organisé sur les bases les plus larges, trop larges, dirait-on peut-être, et déjà, au lendemain de la loi, des jurisconsultes éclairés le disaient. Nous ne le croyons pas, car c'est pour nous l'idée dominante de la loi du 26 mars : cette loi est une loi libérale ; elle a été conçue par des esprits progressistes et généreux, elle vise des gens qui, dans ses prévisions, sont des malheureux plutôt que des coupables, en tout cas, qui sont tout au plus des coupables accidentels.

Il lui a plu, et nous ne saurions trop l'en féliciter, quant à nous, de considérer ces délinquants et de les traiter, par suite, tout autrement que comme des criminels vulgaires ; c'est pourquoi elle a établi entre eux et ces derniers des différences si considérables, tant au point de vue de l'exécution de la peine principale qu'à celui des peines accessoires et de la réhabilitation.

Les craintes des adversaires de cette loi bienveillante qui, il faut en convenir, pouvaient sembler justifiées tant que l'expérience n'avait pas duré un temps suffisant, semblent vaines aujourd'hui ; les statistiques que nous établirons plus loin le prouvent surabondamment.

Mais auparavant une question nous reste à étudier. Nous avons tout d'abord, si le lecteur s'en souvient, étudié le sursis dans le sens le plus absolu du mot, les idées analogues nées chez les différents peuples et mises à l'essai dans des États différents pour arriver au même but : la suppression des courtes peines d'emprisonnement et leur remplacement par une réprimande, une menace, par des procédés qui, flétrissant le coupable le moins possible, lui font toucher du doigt la faute qu'il a commise et l'en éloignent à l'avenir par la menace du châtiment et l'espérance du reclassement. Nous avons vu comment la loi française avait résolu ce double problème d'empêcher la flétrissure et la démoralisation sans énerver la répression ; comment elle avait organisé le sursis ;

nous avons exposé les conditions qu'elle exigeait du délinquant, le délai qu'elle lui imposait, le résultat merveilleux qui résultait pour lui d'une bonne conduite durant ces cinq années. Nous dirons, tout à l'heure, le résultat de la loi elle-même au point de vue social, mais nous n'avons pas encore parlé du sursis au point de vue du droit ; nous n'avons pas encore donné une définition juridique du sursis ; il nous reste à le faire.

CHAPITRE VII

QUEST-CE, AU POINT DE VUE JURIDIQUE, QUE LE SURSIS DE LA LOI DU 26 MARS 1891.

C'est, a dit l'auteur de la proposition, l'avertissement avec menace d'une sévérité plus grande, la substitution d'une peine purement morale à la peine matérielle édictée par la loi. Cette définition ne saurait suffire au point de vue juridique, dit M. Brégeault. La décision du tribunal, en effet, ne constitue pas un simple avertissement, ce n'est pas non plus une peine d'ordre purement moral, puisque cette peine, en cas de nouvelle condamnation, sera exécutée et de la façon la plus matérielle, puisqu'elle ne pourra même pas être confondue avec la seconde peine. Si c'était une peine purement morale, ainsi que MM. Barthou et Béranger l'ont prétendu dans leurs rapports, nous devrions confondre le système adopté par votre loi et celui de la réprimande ou de l'admonestation. Or, nous avons vu les différences

profondes qui les caractérisent ; ou bien, ainsi que le fait remarquer M. Gauthier, il y aurait deux peines : celle que prononce le juge et qui s'exécutera peut-être, et cette peine innommée, impalpable, qui produirait ses effets immédiatement. Ce serait la négation formelle du principe fondamental de notre droit moderne *non bis in idem*. — MM. Nègre et Gary expliquent ainsi la disposition nouvelle : « Une
« peine morale *pourra* seulement se substituer à la
« peine matérielle de telle sorte que, par la fiction de la
« rétroactivité de la condition, une seule de ces peines
« sera censée avoir été portée dès le début, abstraction faite des événements ultérieurs. On peut envisager qu'il y a peine morale sous la condition
« résolutoire d'une condamnation nouvelle dans le
« délai de 5 ans, ou, en se plaçant au point de vue
« opposé, qu'il y a peine matérielle tenue en échec
« par la réalisation du même événement ».

Nous estimons que, même au cas où la condition résolutoire qui donnera au sursis son entier effet doit se réaliser, la peine telle qu'elle est prononcée par le tribunal a néanmoins un caractère matériel. Les peines accessoires, en effet, continuent à subsister ; le délinquant est astreint au paiement des frais et des dommages-intérêts. La condamnation demeure inscrite au casier judiciaire jusqu'au délai de cinq ans. La condamnation produit donc des effets positifs.

« On ne saurait non plus, dit M. Brégeault, voir
« dans la décision des juges une grâce sous condition

« suspensive, et cela pour deux raisons : la grâce
« produit son effet seulement à l'égard de la peine,
« elle laisse subsister la condamnation ; la condam-
« nation conditionnelle, au contraire, est effacée plus
« tard par l'accomplissement de la condition résolu-
« toire, c'est-à-dire, par exemple, au point de vue de la
« récidive ou du casier judiciaire. — De plus, le pou-
« voir exécutif seul peut faire grâce ; ce serait une
« violation flagrante des principes du droit constitu-
« tionnel, que d'accorder ce droit au pouvoir judi-
« ciaire ; c'est une conséquence naturelle du grand
« principe de la séparation des pouvoirs. »

« Deux autres formules ont été proposées, dit M.
» Tardif dans son commentaire détaillé de la loi du
« 26 mars 1891. Condamnation conditionnelle,
« exécution conditionnelle de la peine. Cette der-
« nière formule était parfaitement exacte, d'après la
« proposition originale de M. Béranger ; elle était
« ainsi conçue :

« En cas de condamnation à l'emprisonnement,
« les tribunaux correctionnels sont autorisés, après
« avoir prononcé la condamnation, à ordonner par
« décision motivée qu'il sera sursis à l'exécution
« de la peine tant que le condamné ne donnera pas
« de nouveaux sujets de plaintes. »

Ceci est d'une exactitude absolue, et nous ne
pouvons faire autrement que de reconnaître l'excel-
lence de la définition : Exécution conditionnelle de
la peine, lorsque le sursis n'était organisé qu'à ce
point de vue. Mais, dès le début des travaux de la

Commission sénatoriale, on comprit qu'il y avait autre chose à faire qu'à supprimer la courte peine d'emprisonnement. On comprit qu'un puissant moyen de reclassement, pour le condamné, était de lui rendre après un laps de temps suffisant, un casier judiciaire intact ; parce que, dans le cas contraire, un casier judiciaire perpétuant le souvenir de la condamnation était un obstacle au relèvement du condamné.

Aussi le projet de la Commission comprenait deux parties : l'une relative au sursis à l'exécution de la peine, l'autre à la résolution de la condamnation après un laps de temps donné.

Si, pendant le délai de cinq ans, le condamné n'a subi aucune nouvelle condamnation, la condamnation sera reconnue non avenue.

« Le tribunal, dit M. Humbert (Sénat, 3 juin 1890), aura le droit de ne prononcer l'emprisonnement que sous conditions, c'est-à-dire de suspendre l'exécution de la peine et de soumettre la condamnation à une condition résolutoire qui fait qu'elle sera réputée n'avoir jamais été encourue si le condamné s'est bien conduit pendant un délai de cinq ans. — Mais la condamnation est prononcée sous condition *résolutoire*, l'exécution est soumise à une condition *suspensive* ».

Et nous devons remarquer, avec M. Brégeault, que la condition, qui est d'ailleurs assurément potestative, change d'aspect suivant que l'on s'attache à la condamnation elle-même ou à son exécution ma-

térielle. C'est qu'en effet, les principes (de droit civil) de la question résolutoire nous auraient directement conduits à faire produire à la condamnation son plein et entier effet, jusqu'à l'accomplissement de la condition résolutoire, qui serait venue rétroactivement les effacer tous. Or, le but de la loi était précisément, en partie du moins, de soustraire le condamné à la courte peine prononcée.

C'aurait été une singulière manière de comprendre ce vœu, que de commencer par faire exécuter la peine. C'est pourquoi on a considéré que l'exécution devait être soumise à une condition suspensive, dont l'accomplissement coïncidera avec celui de la condition résolutoire de la condamnation (v. Tardif et Locard).

Terminons en faisant remarquer que les droits de tous sont parfaitement sauvegardés. Nous avons dit déjà que les droits reconnus à leur profit par la condamnation ne pouvaient être suspendus par les mesures de clémence dont bénéficie le coupable, ni effacés par l'accomplissement de la condition résolutoire.

Nous sommes donc en présence d'une condamnation sous condition résolutoire, avec sursis à l'exécution de la peine, sous réserve des droits des tiers.

CHAPITRE VIII

OBJECTIONS CONTRE LES CONDAMNATIONS CONDITIONNELLES

M. de l'Angle-Beaumanoir, au Sénat, à la séance du 3 juin 1890, un des adversaires de la proposition de loi Bérenger, s'est fait l'interprète des principales objections que l'on peut lui faire; il a insisté surtout sur l'énervement de la répression.

« La doctrine de M. Bérenger peut se ramener
« à cette définition : Tout citoyen, pourvu qu'il soit
« honorable, passagèrement entraîné ou en proie à
« une irrésistible passion, ce sont les termes mêmes
« employés par l'honorable rapporteur, peut se
« passer la fantaisie d'un premier délit ou d'un
« premier crime, s'il considère que cela lui est
« utile ou agréable; le vieux proverbe, il n'y a que
« le premier pas qui coûte, devient un non sens;
« le premier pas ne coûtera plus rien, le nouveau
« système le mettant, dirai-je en me servant d'une
« expression vulgaire, à la portée de toutes les
« bourses. C'est donc autoriser un tribunal à
« laisser une première faute impunie. »

Tout ceci est très exagéré : la défense de la société, de la morale, la nécessité de la répression que l'on invoque, sont surtout destinées à masquer la théorie ancienne, l'idée primitive du droit de vengeance de la société contre quiconque

a transgressé ses lois. Ces idées éminemment théoriques de châtiment nécessaire, exemplaire, afflictif, sont aussi éloignées que possible des théories pratiques des criminalistes modernes, chez lesquels la tendance à l'individualisation des peines fait des progrès de plus en plus rapides, et qui subordonnent la peine à l'utilité qu'elle aura au point de vue moral sur le délinquant, aux mobiles qui ont fait agir celui-ci, aux circonstances du fait, en un mot, d'après lesquelles le fait délictueux est une des dernières choses à considérer.

M. Béranger répond :

« La seule objection que puisse soulever cette combinaison, c'est qu'elle ne fait peser, en réalité, aucun châtiment immédiat sur le condamné et peut prendre pour le public l'apparence de l'acquittement. Elle serait sérieuse si la menace, toujours suspendue de la peine, ne devait pas être considérée comme aussi afflictive que la peine elle-même. Mais l'observation ne permet pas de douter que l'homme ne soit parfois plus sensible à la crainte du mal qu'au mal lui-même, et qu'elle n'exerce pas en même temps sur son esprit une impression plus profonde et plus durable. Subir quelques jours de prison est assurément une pénible épreuve, mais une épreuve presque aussitôt passée que ressentie, et dont le souvenir s'affaiblit rapidement : avoir sans cesse en perspective la menace de la prison est plus dur et exerce sur l'esprit une impression qui ne peut s'effacer qu'avec la menace elle-même ; l'affliction est

donc égale et l'intimidation supérieure. Ainsi serait obtenu ce double caractère de toute bonne répression : minimum de pénalité, maximum de répression. »

Ces objections réfutées, on ne saurait attacher plus d'importance à ce que l'on a dit aussi au point de vue purement doctrinal : Le droit pour le juge d'accorder un sursis à l'exécution d'une peine serait un empiètement sur le droit de grâce que la plupart des constitutions accordent au chef du pouvoir exécutif. Il n'en est rien : la grâce ne fait évanouir que la peine, elle laisse subsister la condamnation ; au contraire, le délai de cinq ans étant expiré sans rechute du condamné, la condamnation conditionnelle est effacée, le casier judiciaire redevient vierge, la grâce est donc bien différente de la condamnation conditionnelle.

Et puis la caractéristique du droit de grâce est précisément d'être en dehors de la loi, au-dessus d'elle. — Dès le moment qu'une loi donne au tribunal le droit de remettre une peine ou de la modifier, la question change complètement de face ; le tribunal applique cette loi, il n'est pas en dehors d'elle.

Le chef de l'Etat qui fait grâce n'a nul besoin d'indiquer les motifs qui le déterminent en ce sens, il suffit que tel soit son bon plaisir. — Un tribunal qui accorde, en vertu d'une loi, un sursis à l'exécution d'une peine, doit au moins énoncer que les conditions requises sont remplies.

On voit aisément, d'ailleurs, à quelles conséquences bizarres et inacceptables aboutirait logiquement la théorie qui tendrait à assimiler le droit de sursis au droit de grâce, et par suite à le refuser au pouvoir judiciaire. Il faudrait alors dénier aussi au juge le droit de modifier, en aucune façon, la peine portée par la loi ; supprimer les circonstances atténuantes, lui refuser même de pouvoir osciller entre un maximum et un minimum fixés par la loi, et revenir aux peines fixes du droit intermédiaire.

Un argument analogué nous servira à réfuter l'objection qui consisterait à y voir un empiètement sur le droit d'amnistie conféré au pouvoir législatif. — L'amnistie, elle, n'agit pas seulement sur la condamnation, elle efface même le fait délictueux ; la condamnation conditionnelle n'a jamais eu ce pouvoir.

Nous n'avons pas à faire le panégyrique de la condamnation conditionnelle, il ressort de l'esprit des ouvrages nombreux qui ont traité ce sujet ; ici même nous avons appelé l'attention des lecteurs sur les avantages qu'elle présente ; il y a, dans tous les cas, une chose incontestable : la loi du 26 mars 1891 est une des rares lois qui ait immortalisé le nom de son auteur.

ANNEXES

STATISTIQUES. — ERREURS SUR LES STATISTIQUES

La statistique de la récidive, en usage aujourd'hui, ne peut, en aucune façon, atteindre les divers buts que l'on est en droit de se proposer... Elle est la partie restée le plus en arrière de la statistique criminelle ; non seulement il lui manque, en général, le perfectionnement et les détails nécessaires, surtout en ce qu'elle ne sépare pas la récidive spéciale de la récidive générale, mais, ce qui est beaucoup plus important et plus grave, c'est que le fondement sur lequel toute cette branche s'édifie est inexact, c'est que sa base méthodologique est fausse. On indique aujourd'hui le nombre des récidivistes, on néglige complètement celui des capables de récidives, c'est-à-dire les nombres fondamentaux qui doivent être mis en rapport avec les chiffres des récidivistes.

Le véritable principe fondamental consiste à fixer les chiffres exacts des capables de récidiver, c'est-à-dire des condamnés encore en vie appartenant aux divers groupes, et à rechercher de quelle manière et dans quelle mesure ils sont, d'année en année, devenus ou non récidivistes.

Quoi qu'il en soit, il ne peut être indifférent, pour apprécier la valeur d'une loi telle que celle du 26 mars 1891, de constater, parmi les bénéficiaires

du sursis introduit par elle, combien minime est relativement le nombre de ceux qu'une faute nouvelle vient faire déclarer indignes de la faveur qui leur avait été accordée. On connaît l'arbre à ses fruits, on ne peut apprécier la valeur d'une loi qu'aux résultats qu'elle donne. La loi belge et la loi française nous apparaissent comme les deux modèles du genre. Il nous semble utile de faire passer sous les yeux du lecteur un tableau rapide des chiffres officiels publiés à ce sujet, dans les deux pays, par les soins du ministère de la justice. Nous regrettons seulement qu'en France il ne soit pas possible de donner des chiffres plus récents que 1895; l'exercice 1896 n'est encore qu'en voie de préparation.

Le distingué chef du bureau de la statistique au ministère de la justice, M. Tarde (qu'il me permette de le nommer pour rendre hommage en passant à la complaisance infatigable dont il fait preuve vis-à-vis de tous ceux qu'intéressent les questions de son ressort), M. Tarde, dis-je, m'affirmait cependant que, d'après les données qu'il possède déjà, une tendance notable s'affirme à la diminution de la récidive. Puisse cet espoir se confirmer. Cependant ne nous hâtons pas trop de nous féliciter, peut-être sommes-nous tout simplement en présence d'une oscillation qui se présente fréquemment dans les courbes de ce genre; peut-être aurons nous, sous peu, à déplorer une augmentation du mal.

Mais en tous cas un arrêt brusque, dans l'augmentation de la criminalité et de la récidive, s'est manifesté, coïncidant avec l'époque où une expérience de trois années permettait d'appliquer avec fruit la loi du 26 mars 1891 ; pourquoi ne pas admettre que c'est à elle que nous sommes redevables de ce bienfait ?

Au point de vue de l'âge des prévenus surtout, nous sommes heureux de constater, en 1895, une diminution notable de la moyenne et de la grande criminalité des mineurs, non seulement pour les mineurs au-dessous de 16 ans, car le chiffre des criminels restait, parmi ces derniers, sensiblement stationnaire, mais parmi les mineurs de 16 à 21 ans, chez lesquels la criminalité croissait d'une façon véritablement effrayante.

Le chiffre des mineurs délinquants, qui était de 20,836 en l'année 1875, atteint 26,685 en l'année 1885 ; il est de 31,223 en l'année 1892, de 31,882 en l'année 1893, et de 32,317 en l'année 1894.

A ce moment se produit un brusque arrêt, je dois même dire un brusque retour en arrière, puisque nous obtenons 30,763 seulement en 1895, chiffre voisin de celui de 1890 qui était de 30,000 environ.

Ces faits sont d'autant plus remarquables que l'on voudra bien constater qu'en même temps, une application plus large du sursis a été faite pendant cette année 1895, puisque le chiffre de 21,377 sursis accordés pendant l'exercice 1894 atteint 23,388

l'année suivante. C'est ce qui ressort du tableau ci-joint, qui montre en même temps la diminution de la criminalité durant cette période.

1894

Condamnés à plus de 1 an de prison	4.032
Condamnés à 1 an de prison au moins	133.751
Condamnés à l'amende.	93.718
Acquittés.	12.398
Total général	<u>243.899</u>
Sursis accordés.	21.377
Soit environ 8.76 0/0.	

1895

Condamnés à plus de 1 an de prison , , , .	3.795
Condamnés à 1 an de prison au moins , , .	122.615
Condamnés à l'amende.	94.824
Acquittés.	11.798
Total général	<u>233.032</u>
Sursis accordés.	23.388
Soit environ 10.069 0/0.	

Quant au nombre des criminels récidivistes, qui était de 1,590 en 1894, il est descendu à 1,380 en 1895, ce qui tient peut-être à ce que le sursis est accordé d'une façon plus logique, à ce qu'on en fait un emploi plus judicieux à mesure qu'une pratique plus grande de la loi du 26 mars 1894 a mieux fait connaître les cas dans lesquels il y avait lieu de l'appliquer.

En ce qui concerne les prévenus récidivistes, si

l'augmentation normale en avait continué dans la même proportion que les dix années précédentes, nous aurions dû avoir, en 1895, plus de 130,000 récidivistes ; au lieu de cela, leur chiffre, qui était en 1894 de 104,644, est tombé, en 1895, à 99,434, chiffre qui se rapproche beaucoup de celui de 1890, lequel était de 99,098.

Si nous ajoutons à cela que sur les 94,725 sursis accordés de 1892 à 1895, 4,159 seulement ont été révoqués, nous arriverons à conclure que la peine morale, la menace édictée par le sursis, vaut au moins autant, comme effet d'intimidation, que le châtiment de la prison, et beaucoup plus que celui de l'amende. Une seule remarque, une seule ombre à ce tableau : pourquoi la proportion des sursis révoqués croît-elle plus vite que celle des sursis accordés ? C'est un fait indéniable : de 1892 à 1895, le nombre des sursis accordés s'est élevé seulement de 17,881 à 23,285 ; celui des révocations, au contraire, de 665 à 1,261, ainsi que le montre le tableau que nous publions *in fine*.

La série des quatre années a été :

Sursis révoqués

665 en 1892, 885 en 1893, 1,147 en 1894, 1,261 en 1895.

Nulle crainte à avoir de ce côté ; néanmoins, des explications toutes naturelles se font jour. Tout d'abord, des bénéficiaires de sursis accordés en 1892 ont pu, au bout de deux ou trois années, perdre de

vue les conséquences de leur première faute, oublier l'avertissement du président du tribunal, retomber en un mot avec d'autant plus de facilité que la première condamnation remontait à une époque plus éloignée.

Et puis l'application, parfois un peu fantaisiste, il faut le reconnaître, de la loi Bérenger par les tribunaux, n'est pas entourée toujours des garanties nécessaires ; c'est là, d'ailleurs, un inconvénient commun à toutes les lois encore récentes et dont l'esprit n'est pas encore toujours parfaitement compris.

En somme, loi excellente ayant produit, en quelques années, l'arrêt inespéré de l'augmentation de la récidive. Seule, la loi belge de 1888 a donné des résultats aussi satisfaisants, plus encore, peut-être, comme on le verra par les chiffres ci-dessous.

STATISTIQUES BELGES

Rapport sur l'exécution, en 1890, de la loi du 31 mai 1888.

Il y eut 14.309 condamnations conditionnelles sur 162.891 condamnations, et 332 rechutes constatées.

Depuis la mise en vigueur de la loi, on constate : 447.070 condamnations ; 27.054 condamnations conditionnelles ; 578 rechutes seulement.

Voici un tableau résumé pour l'année 1890 :

	Condamnations condition, correct.	Rechutes	Simple police	Rechutes
Gand.	450	0	247	2
Verviers. . . .	185	0	258	1
Audenarde. . .	176	0	250	0
Ypres.	107	0	130	0
Dinant.	202	1	274	0
Charleroi. . . .	310	4	587	0
Mons.	418	6	287	0
Anvers	1.128	39	385	0
Bruxelles. . . .	772	60	211	6
Louvain.	577	26	591	3

Année 1891

	Condamnations correction- nelles.			Condamnations de simple police.		
	Condam- nations.	Condam- nations condition- nelles.	Re- chutes.	Condam- nations.	Condam- nations condition- nelles.	Re- chutes.
Bruxelles . . .	6.030	1.266	138	42.547	1.016	8
Louvain. . . .	1.685	727	44	2.634	780	16
Anvers	4.909	1.092	128	11.851	573	0
Mons.	2.304	518	9	7.148	825	1
Charleroi . . .	1.320	666	10	9.376	1.022	3
Gand.	3.384	447	12	12.731	509	8
Audenarde. . .	1.711	414	0	1.414	342	1
Ypres.	817	136	2	1.436	228	1
Liège	1.960	476	17	15.272	812	8
Namur	960	338	4	5.901	132	1
Dinant	778	131	6	2.383	353	8
Ressort de						
Bruxelles . . .	21.690	5.040	347	85.022	5.212	54
de Gand.	15.095	2.921	178	28.123	2.606	35
de Liège.	8.439	2.396	56	38.770	3.018	35
Belgique en- tière	45.224	10.357	581	151.915	10.836	124

Soit, sur 199.137 condamnations, 21.193 conditionnelles, 705 rechutes.

Année 1892

	Condamnations.	Condamnations conditionnelles.	Rechutes.
Ressort de Bruxelles.	102.923	19.254	873
— Gand . .	44.303	9.177	298
— Liège . .	48.234	9.079	155
Totaux en Belgique.	195.460	37.510	1.326

Récapitulation depuis la mise en vigueur de la loi :

	Condamnations.	Condamnations conditionnelles.	Rechutes.
Bruxelles.	457.875	41.836	1.550
Gand.	176.018	22.281	714
Liège.	205.776	22.090	345
Totaux.	839.669	86.207	2.609

STATISTIQUES FRANÇAISES

Année 1892

Les cours d'assises accordent 61 sursis. Les tribunaux correctionnels en accordent 17.881, sur lesquels 665 ont été révoqués.

Ils se répartissent comme il suit :

Condamnations à la prison.	Amende.	Ensemble.
Hommes. 8.502	Hommes. 5.836	Hommes. 14.338
Femmes. 2.436	Femmes. 1.007	Femmes. 3.543
Total . 10.938	Total . 6.943	Total génér. 17.881

Année 1893

Les cours d'assises accordent 36 sursis. Les tribunaux correctionnels en accordent 20.404, sur lesquels 885 seront révoqués.

Ils se répartissent ainsi :

Condamnations à la prison.	Amende.	Ensemble.
Hommes. 9.741	Hommes. 6.941	Hommes. 16.682
Femmes. 2.543	Femmes. 4.179	Femmes. 3.722
Total . 12.284	Total . 8.120	Totalgénéral. 20.404

Année 1894

Les cours d'assises accordent 25 sursis. Les tribunaux correctionnels 21.377, dont 1.147 seront révoqués.

Ils se répartissent ainsi :

Condamnations à la prison.	Amende.	Ensemble.
Hommes. 10.433	Hommes. 6.769	Hommes. 17.202
Femmes. 2.899	Femmes. 4.276	Femmes. 4.175
Total . 13.332	Total . 8.045	Totalgénéral. 21.377

Année 1895

Les cours d'assises prononcent 32 sursis. Les tribunaux correctionnels 23.285, dont 1.261 seront révoqués.

Ils se répartissent ainsi :

Condamnations à la prison.		Amende.		Ensemble.	
Hommes.	10.851	Hommes.	7.819	Hommes.	18.670
Femmes.	3.179	Femmes.	1.436	Femmes.	4.615
Total	14.030	Total	9.255	Totalgénéral.	23.285

Vu, le Président de la Thèse :

A. LE POITEVIN.

Vu, le Doyen :

E. GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer, :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris :

GRÉARD.

TABLE DES CHAPITRES

	Pages.
I. — DES DÉLINQUANTS PRIMAIRES.	5
Inconvénients des courtes peines d'emprisonnement.	5
Réformes proposées	7
L'admonition et le probation system	41
II. — 1° TRAVAUX DES CONGRÈS	21
Congrès de Londres	22
— de Rome	23
— de Saint-Petersbourg	25
— de Paris.	31
2° TENDANCES ACTUELLES.	33
III. — HISTORIQUE DE LA LOI DU 26 MARS 1891. . .	44
IV. — CONDITIONS DU SURSIS.	52
1° Absence de condamnation antérieure. . .	52
2° Condamnation actuelle à la prison et à l'amende, pour crime ou délit de droit commun.	61
a) Crimes	78
b) Contraventions	82
c) Délits.	87
Amendes forestières et fiscales	88
Arrêts de Bordeaux et Nancy.	102
3° Appréciation souveraine du juge. . . .	126

	Pages.
V. — FORMALITÉS A REMPLIR.	129
Quid de la mise en liberté nonobstant appel du ministère public?	130
Quid du cautionnement du condamné mis antérieurement en liberté provisoire? . . .	132
VI. — CONDITIONS POSTÉRIEURES OU DU DÉLAI D'ÉPREUVE.	134
1° Durée du délai	135
2° Point de départ.	137
3° Absence de poursuites.	143
4° Situation du condamné durant ce délai .	147
a) Peine principale.	148
b) Peines accessoires.	153
c) Vis-à-vis des tiers.	162
5° Défaillance de la condition résolutoire. .	164
6° Accomplissement de la condition résolu- toire.	166
VII. — QU'EST-CE, AU POINT DE VUE JURIDIQUE, QUE LE SURSIS DE LA LOI DU 26 MARS 1891? . . .	174
VIII. — OBJECTIONS CONTRE LES CONDAMNATIONS CONDITION- NELLES.	179
ANNEXES. Erreurs sur les statistiques.	183
1° Statistiques belges.	188
2° Statistiques françaises.	190

